

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

15^e ANNEE

VOL. 15 - N^{os} 7-10

SOMMAIRE

Vive le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.
Discours d'ouverture du camarade M. Pablo, secrétaire
de l'Internationale.

Manifeste du 5^e Congrès Mondial
de la IV^e Internationale
aux travailleurs et aux peuples du monde entier.

EDITORIAL :

Tournant de la situation internationale.

NOTES EDITORIALES :

Hongrie et Pologne, un an après.
Après les Congrès travaillistes.
La défaite de la social-démocratie allemande.
L'évolution de la campagne de « rectification ».
Premiers commentaires.

I. DAVAL. — Où en est la révolution polonaise ?
La situation économique et politique de l'Italie.

A.O. — La Bolivie devant la guerre civile.

Francisco CANAS. — Après la Conférence économique
interaméricaine.

E. GERMAIN. — Réflexions sur la révolution coloniale
en Afrique.

40^e anniversaire d'Octobre.
La Révolution Russe
par Léon TROTSKY

J. PRIVAS. — La guerre révolutionnaire étudiée par la
contre-révolution.

Les livres. — La pensée de Lénine, de H. Lefebvre. —
La nouvelle classe, de M. Djilas. — Une nouvelle
Afrique, de P.H. Siriex. — Réalité de la nation algé-
rienne, de M. Egretaud.

Notes de lecture. — Les Lettres Nouvelles. — Les Temps
Modernes.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.
— France. — Grèce. — Brésil. — Argentine. — Chili.
— Japon. — Etats-Unis. — Ceylan.

Octobre-novembre 1957
(paraissant tous les 2 mois)



SOMMAIRE

Vive le 5 ^e Congrès Mondial de la IV ^e Internationale	1	
Discours d'ouverture du camarade M. Pablo, secrétaire de l'Internationale	2	
Manifeste du 5 ^e Congrès Mondial de la IV ^e Internationale aux travailleurs et aux peuples du monde entier	3	
EDITORIAL :		
Tournant de la situation internationale	11	
NOTES EDITORIALES :		
Hongrie et Pologne, un an après	15	
Après les Congrès travaillistes	16	
La défaite de la social-démocratie allemande	17	
L'évolution de la campagne de « rectification »	19	
Premiers commentaires	20	
I. DAVAL		
Où en est la révolution polonaise ?	22	
La situation économique et politique de l'Italie	36	
A.O.		
La Bolivie devant la guerre civile	42	
Francisco CANAS		
Après la Conférence économique interaméricaine	45	
E. GERMAIN		
Réflexions sur la révolution coloniale en Afrique	49	
40 ^e anniversaire d'Octobre.		
Léon TROTSKY		
La Révolution Russe	55	
J. PRIVAS		
La guerre révolutionnaire étudiée par la contre-révolution	71	
Les livres		
La pensée de Lénine, de H. Lefebvre. — La nouvelle classe, de M. Djilas. — Une nouvelle Afrique, de P.H. Siriex. — Réalité de la nation algérienne, de M. Egretaud	73	
Notes de lecture		
Les Lettres Nouvelles. — Les Temps Modernes	77	
Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — France. — Grèce. — Brésil. — Argentine. — Chili. — Japon. — Etats-Unis. — Ceylan		79

Vive le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale !

Du 2 au 9 octobre a eu lieu en Italie le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale, l'organisation fondée en 1938 par Léon Trotsky. Y assistaient plus de 100 délégués et observateurs fraternels, représentant 25 pays de tous les continents, soit un nombre d'assistants et de pays plus élevé que dans toutes les assemblées internationales antérieures de la IV^e Internationale.

Les travaux du Congrès ont porté sur quatre sujets essentiels : Les perspectives économiques et politiques internationales ; les développements de la révolution coloniale depuis la 2^e guerre mondiale ; le déclin, les conditions et les perspectives de la chute du stalinisme ; l'activité de la IV^e Internationale depuis son 4^e Congrès Mondial en 1954 et ses tâches actuelles.

Les rapports et les documents présentés sur ces sujets furent, après une ample discussion des plus démocratiques, approuvés à l'unanimité.

Tant par le nombre des assistants que par l'importance des sujets discutés et le haut niveau théorique et politique de la discussion, le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale a représenté de loin la plus éclatante manifestation des progrès enregistrés dans les dernières années par l'organisation de la IV^e Internationale, ainsi que de son dynamisme actuel.

Les principaux documents politiques du Congrès paraîtront bientôt, imprimés en langues française, anglaise, espagnole et allemande.

Le 5^e Congrès Mondial fut marqué par le nombre élevé d'assistants en provenance des pays coloniaux et dépendants de l'Amérique latine, de l'Extrême-Orient, de l'Afrique. La voix de la révolution arabe et algérienne en particulier s'est fait entendre dans le Congrès même.

Le Congrès a d'autre part salué l'extension du travail de l'Internationale en direction des pays de l'Est, dans lesquels une avant-garde chaque jour plus nombreuse se voit obligée, par sa propre expérience, à redécouvrir et à rejoindre les idées du marxisme révolutionnaire que représente la IV^e Internationale.

Dans le mouvement commencé pour le regroupement de l'avant-garde communiste internationale sur de nouvelles bases idéologiques faisant justice du stalinisme agonisant, le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale ne tardera pas à apparaître comme une contribution d'importance fondamentale, et littéralement historique.

Le 11 octobre 1957.

Pour le Comité Exécutif International
de la IV^e Internationale :

FRANZ MODLIK (Autriche).
HUGO G. MOSCOSO et FERNANDO BRAVO (Bolivie).
JOSE-MARIA CRISPIM (Brésil).
COLVIN R. DE SILVA et LESLIE GUNAWARDENE (Ceylan).
PIERRE FRANK et JACQUES PRIVAS (France).
S. SANTEN (Hollande).
LIVIO MAITAN (Italie).

DISCOURS D'OUVERTURE DU CAMARADE M. PABLO

SECRÉTAIRE DE L'INTERNATIONALE

Camarades,

Au nom du S.I. et du C.E.I. je déclare ouverts les travaux de notre 5^e Congrès Mondial.

Il se tient en présence d'un nombre de délégués, invités et observateurs fraternels plus grand que jamais. C'est là une manifestation éclatante de l'élargissement de l'audience de notre mouvement auprès de l'avant-garde communiste internationale.

Les travaux de ce Congrès montreront, j'en suis sûr, de manière beaucoup plus concrète et approfondie que je ne puis le faire actuellement moi-même, les très importants progrès réalisés par notre mouvement depuis son dernier congrès en 1954, dans la voie de notre intégration dans le réel mouvement de masse dans chaque pays, et de la construction ainsi des véritables partis marxistes révolutionnaires de demain.

Les événements qui se sont déroulés depuis notre dernier Congrès ont naturellement énormément facilité cette progression. Je pense plus particulièrement aux conséquences du 20^e Congrès du P. C. de l'U.R.S.S. et à celles des événements de Pologne et de Hongrie.

Le mythe stalinien est détruit, la vérité communiste commence à percer. L'avant-garde communiste internationale est à la recherche d'une nouvelle orientation, d'un nouveau réarmement idéologique. Elle est obligée de repenser tous les problèmes et d'approfondir l'histoire de sa formation. Engagée nécessairement dans ces voies, elle ne peut que rencontrer notre mouvement, ses idées, ses cadres, assimiler les unes, fusionner avec les autres.

L'avenir du communisme sera fondamentalement influencé par le trotskysme, par notre mouvement de la IV^e Internationale. Nous en sommes plus que jamais persuadés.

Je remercie les sections et les camarades qui ont financièrement contribué pour que ce Congrès se matérialise. Le Congrès ne manquera pas, j'en suis sûr, de remercier chacun d'eux directement.

Je salue au nom du S.I. et du C.E.I. les assistants de ce Congrès qui n'ont pas épargné les efforts pour réaliser leur voyage jusqu'à ce lieu.

Je salue plus particulièrement les représentants de notre mouvement dans une série de pays importants où il commence à prendre pour la première fois ou à nouveau racine, à s'organiser et à s'étendre.

Au nom du Congrès tout entier j'adresse notre salut fraternel à la camarade Natalie Trotsky, ainsi que nos meilleurs vœux pour sa santé.

Notre Congrès adresse un salut révolutionnaire aux peuples et masses opprimés du monde entier luttant pour leur libération nationale et sociale.

Camarades, les travaux de notre Congrès sont ouverts.

Manifeste du 5^e Congrès Mondial

de la IV^e Internationale

aux travailleurs et aux peuples du monde entier

Camarades,

La crise structurelle qui, depuis 40 ans, ébranle le monde capitaliste s'approche de sa phase finale. Miné par ses contradictions économiques, talonné par la révolution coloniale qui poursuit inlassablement sa marche en avant, confronté avec la puissance croissante des Etats ouvriers, le capitalisme a perdu tout espoir de reconquérir le globe. S'accrochant aux dernières positions solides qu'il occupe, en Amérique du Nord et en Europe occidentale, il ne compte cependant pas abdiquer sans combat devant les vagues montantes des forces révolutionnaires. Au contraire, il ne cesse de se préparer pour mener une dernière bataille décisive, jetant dans la balance l'énorme potentiel technique et militaire des Etats-Unis. De là le danger qui menace toujours l'humanité, danger d'une guerre mondiale nucléaire dont les conséquences pour la survie du genre humain seraient incalculables.

AU SEUIL DE L'AGE D'OR

Jamais le capitalisme n'avait mieux montré son rôle foncièrement réactionnaire dans le monde d'aujourd'hui. Jamais il n'avait ainsi donné la preuve que tout progrès humain exige impérieusement sa destruction.

Depuis dix ans, la science et la technique humaines ont progressé à pas de géant. L'automation, la multiplication des techniques industrielles nouvelles, l'utilisation productive de l'énergie nucléaire, voire demain l'utilisation productive de l'énergie solaire, permettraient de réaliser dans des délais relativement brefs le vieux rêve d'abondance de l'humanité. Débarassés à tout jamais des soucis matériels, les hommes se lanceraient à la conquête de l'espace et des ultimes secrets de la vie, vaincraient les intempéries et les maladies, feraient fleurir les déserts et assureraient à tous les habitants de la planète une existence enfin à la hauteur de la grandeur humaine.

De l'avis des savants, il n'y a plus de barrières insurmontables qui nous séparent de ces objectifs merveilleux. Les moyens matériels et les techniques ne font pas non plus défaut. Ce qui manque, c'est l'organisation rationnelle de la société qui doit éliminer les conflits entre des groupes sociaux. Ce qui manque, c'est la répartition rationnelle des ressources d'ores et déjà à la disposition de l'humanité, dans un but de bien-être et de progrès et non dans un but de destruction ou de gaspillage.

Tel est le paradoxe fondamental de notre époque: au moment où des richesses immenses sont employées à la fabrication d'engins de suicide de l'humanité; au moment où des richesses tout aussi colossales sont employées pour conquérir l'espace, un milliard et demi d'êtres humains ne mangent pas à leur faim, sont à peine habillés décemment, vivent dans des demeures indignes et restent la proie de la maladie, de la misère et de l'ignorance. Au moment où l'homme s'appête à devenir le maître de l'univers des milliers d'êtres v compris dans les pays capitalistes avancés, n'ont pas encore résolu le problème d'un logement décent.

Pour mettre les acquisitions de la science et de la technique au service de l'humanité tout entière, il faut abolir le système économique absurde qui subordonne la production au profit, et la consommation des larges masses aux revenus que veulent bien leur distribuer les maîtres des trusts et des monopoles. Il faut abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et le système d'échanges internationaux basé sur des relations marchandes. Il faut mettre les moyens de production entre les mains de la collectivité, assurer le contrôle des producteurs sur les entreprises, dresser l'inventaire des besoins

réels de 2 milliards et demi de consommateurs et élaborer un *plan mondial de développement économique et de bien-être* qui, tout en améliorant le niveau de vie des travailleurs des pays avancés, permettrait dans le plus bref délai possible aux habitants des pays coloniaux et semi-coloniaux de vivre enfin au niveau du 20^e siècle.

Pareille planification mondiale de l'économie est aujourd'hui la tâche la plus brûlante de l'humanité, sinon l'évolution des prochaines décades accentuera la tendance monstrueuse qui fait que les pays riches deviennent plus riches et les pays pauvres relativement plus pauvres. Cette planification n'est pas utopique ; elle n'exige pas de lourds sacrifices des travailleurs d'Occident. Au contraire: si l'on ne part que des richesses annuellement gaspillées dans des buts d'armement, c'est-à-dire de destruction, on arrive à la somme fantastique de 100 milliards de dollars *par an* qui pourrait être consacrée intégralement à l'industrialisation et à la modernisation des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, sans que les travailleurs des pays industriellement avancés n'abandonnent une parcelle de leur *standing* actuel.

Encore cette hypothèse ne se fonde-t-elle que sur le simple *maintien* des richesses actuellement produites par le capitalisme. Mais, en réalité, l'exemple de l'Union soviétique démontre année après année qu'une organisation tant soit peu rationnelle permettrait aux pays industriellement avancés de *doubler* au moins le rythme de leur progression économique, favorisant ainsi une nouvelle et substantielle élévation du niveau de vie en Occident, tout en libérant de nouvelles ressources pour l'essor de l'économie et de la culture dans les pays que l'impérialisme avait jusqu'à maintenant enchaînés à une détresse quasi médiévale.

Le règne de l'abondance et de la paix universelles sont aujourd'hui à la portée directe de l'humanité. Il n'y a qu'un seul obstacle sérieux: la survie du capitalisme. Balayer le capitalisme de la terre est devenu une tâche de salut public pour l'humanité; si cette tâche n'est pas résolue, le capitalisme risque de mobiliser les ressources infinies de la science et de la technique dans un but d'effroyable destruction.

IL FAUT DESARMER LE CAPITALISME AUSSITOT QUE POSSIBLE !

Sentant que les rapports de forces ont définitivement tourné à ses dépens, l'impérialisme américain s'est lancé dans une course aux armements dont la seule issue ne peut être que la guerre, si les travailleurs du monde entier et les travailleurs des Etats-Unis ne réussissent pas à désarmer à temps les maîtres de Wallstreet et du Pentagone, en s'emparant du pouvoir.

Les progrès économiques et techniques réalisés par l'Union soviétique, loin de calmer les ardeurs guerrières de l'impérialisme yankee, ne font que les pousser au paroxysme. Dans la phase actuelle, décisive, de l'agonie du capitalisme, l'impérialisme n'a en effet que le choix entre l'abdication sans combat ou une dernière lutte désespérée afin de repousser l'échéance. Tout nouveau progrès décisif de la révolution, toute crise économique majeure qui le menacerait, toute avance technique sensationnelle de l'U.R.S.S. le pousse à se pencher sur le bord de l'abîme, selon l'expression même de Foster Dulles, théoricien et leader de la politique de guerre de l'impérialisme.

Pendant quelques années, il a pu sembler que l'impérialisme freinait quelque peu sa marche vers la guerre. La conjoncture économique était favorable au profit. La révolution coloniale restait canalisée pendant une période par des directions enclines à conclure des compromis avec Washington. Le Kremlin était en butte aux forces contradictoires internes de la société soviétique. Ainsi avons-nous connu la conférence de Genève et les interminables négociations de la sous-commission de désarmement à Londres.

Mais il a suffi d'une nouvelle progression de la révolution coloniale au Moyen-Orient et d'un sensationnel bond en avant de la technique et de l'armement soviétiques pour que le caractère factice de cette « détente » éclate au grand jour. Des accords partiels sur tel ou tel aspect de la course aux armements restent, bien sûr, possibles. Mais un véritable désarmement signifierait la signature par l'impérialisme de sa propre condamnation à mort.

Plutôt que de leurrer les peuples avec des pronostics hyper-optimistes, la IV^e Internationale les met solennellement en garde contre les dangers qui menacent l'humanité. Si le prolétariat international ne désarme pas à temps l'impérialisme, avant tout l'impérialisme américain, celui-ci

précipitera l'humanité dans une guerre nucléaire plutôt que de capituler sans combat devant la Révolution!

Pour défendre la politique mensongère de la « co-existence pacifique », certains affirment que, comme la guerre mondiale nucléaire risque de détruire la civilisation tout entière, et comme tout nouveau progrès de la révolution risque de pousser l'impérialisme à déclencher la guerre, il vaut mieux freiner les progrès de la révolution! Ils excusent de cette façon le comportement traître du Kremlin et des partis communistes envers des mouvements révolutionnaires comme la révolution algérienne. Mais, en réalité, ces partisans de la « résistance passive » ne vont pas jusqu'au bout de leur pensée. Les derniers événements ont démontré que non seulement l'avance de la Révolution, mais encore des bonds en avant de l'économie, de la technique ou de la science soviétique peuvent « provoquer » l'impérialisme. La logique de la capitulation devant le chantage atomique exigerait donc non seulement l'arrêt de la révolution coloniale mais encore l'arrêt des progrès de l'économie soviétique!

Aucune force au monde n'est cependant capable aujourd'hui d'arrêter l'une ou l'autre de ces tendances fondamentales de notre temps. La tâche qui s'impose à l'humanité n'est pas de capituler devant le chantage atomique de Washington mais de désarmer aussitôt que possible les fauteurs de guerre nucléaire. Les mouvements qui se développent actuellement à ce sujet en Grande-Bretagne, en Norvège, en Islande et ailleurs indiquent que le prolétariat international, après un moment de stupeur, comprend de mieux en mieux la question de vie ou de mort qui est posée devant l'humanité.

La IV^e Internationale appelle les travailleurs et tous les peuples du monde à l'action concertée contre la folie de la course aux armements nucléaires. Qu'une conférence mondiale réunisse les représentants de toutes les organisations ouvrières, politiques, syndicales et coopératives, dans le but d'établir un plan d'action concerté contre les bombes A et H! Que le 1^{er} mai soit proclamé dans le monde entier journée de lutte commune contre les armes nucléaires! Que la voix du prolétariat international retentisse puissante, dans des milliers de meetings, de manifestations, de grèves, à travers le monde:

Arrêt immédiat des expériences nucléaires!

Interdiction immédiate sous contrôle des organisations ouvrières des armes nucléaires et destruction de tous les stocks accumulés de ces armes!

Halte sur la route qui conduit les fous au pouvoir vers l'abîme de la guerre nucléaire!

En même temps la IV^e Internationale avertit les travailleurs et les peuples de tous les pays qu'il n'y a en définitive qu'un seul moyen efficace pour désarmer l'impérialisme: *c'est de lui arracher les richesses et le pouvoir, de renverser ses Etats et de construire des Etats ouvriers dans les grands pays du monde.*

POUR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION COLONIALE !

La force principale qui a modifié les rapports de force globaux entre les classes, ce fut la révolution chinoise et la formidable vague de la révolution coloniale à travers le monde. Inspirée par la soif élémentaire de liberté et de dignité humaine des masses réveillées après un sommeil séculaire; alimentée par une misère sans nom qui contraste avec le confort et le luxe que les pays impérialistes assurent à une partie de leurs propres habitants; encouragée par les défaites successives subies par l'impérialisme en Chine, en Corée et au Vietnam, la révolution coloniale embrase aujourd'hui tous les pays arabes, du Pakistan à Casablanca, détermine une puissante montée du mouvement des masses dans de nombreux pays d'Amérique latine (Bolivie, Argentine, Colombie, Cuba...), sape la stabilité apparente du régime bourgeois de Nehru en Inde et de Sukarno en Indonésie, commence à s'infiltrer par mille crevasses dans l'édifice impérialiste construit en Afrique noire.

La structure sociale des pays coloniaux et semi-coloniaux; la faiblesse numérique extrême du prolétariat; la trahison des grands partis ouvriers métropolitains envers la révolution coloniale; la politique opportuniste du Kremlin d'appui sans réserve accordé à la bourgeoisie coloniale, à laquelle les partis communistes sont appelés à se subordonner servilement — tous ces phénomènes favorisent pendant une première phase de la révolution le maintien à leur direction d'équipes bourgeoises ou petites bourgeoises, manœu-

vraient entre les masses d'une part et l'impérialisme de l'autre, recherchant des appuis diplomatiques sans discrimination du côté de Washington ou du côté du Kremlin.

L'impérialisme américain, comprenant les conséquences désastreuses pour son régime d'une alliance tant soit peu durable des bourgeoisies coloniales et du Kremlin à l'échelle mondiale, s'est efforcé d'acheter la sympathie de celles-là en leur promettant une aide financière et en les appuyant dans une certaine mesure contre les impérialismes européens. L'attitude des impérialistes américains au moment de la crise de Suez, où ils agirent avec les bourgeoisies coloniales et avec le bloc des Etats ouvriers contre Paris et Londres a marqué le point culminant de cette manœuvre.

Celle-ci se heurte cependant à une série d'obstacles objectifs. En Amérique latine, où l'impérialisme contre lequel se lèvent les masses est précisément l'impérialisme américain lui-même, elle n'a qu'un champ d'application limité (par exemple l'appui donné actuellement à la droite du M.N.R. en Bolivie). De par sa nature sociale et malgré des réserves financières infiniment plus larges que celles de l'U.R.S.S., l'impérialisme américain est incapable de stimuler une industrialisation véritable des pays coloniaux. Sa propre richesse, qui en fait un pays exportateur de produits agricoles autant que de produits manufacturés, l'empêche de propulser l'accroissement de la production marchande de nombreux pays coloniaux et semi-coloniaux (par exemple du coton en Egypte!). Finalement, la logique propre de la révolution coloniale la fera dépasser sa phase actuelle à directions bourgeoises ou petites bourgeoises vacillantes ou traîtresses. Plus le mouvement de masse s'amplifie, et plus des équipes plébéiennes, d'inspiration ouvrière sinon marxiste, disputeront aux vieilles directions la conduite de la révolution coloniale. La constitution de partis ouvriers indépendants, nés du mouvement national ou du mouvement syndical, est à l'ordre du jour dans tous ces pays. Elle éliminera rapidement les manœuvres de l'impérialisme yankee.

De toutes les manifestations de la révolution coloniale qui se sont produites au cours des dernières années, depuis Dien-Bien-Phu, c'est l'héroïque soulèvement révolutionnaire du peuple algérien qui représente à l'heure actuelle la menace la plus directe pour l'impérialisme mondial. Remettant de plus en plus en question les compromis instables conclus entre l'impérialisme français et les bourgeoisies marocaine et tunisienne; sapant la stabilité de l'économie, des finances et de l'Etat de la France métropolitaine même; ouvrant le flanc de toute l'Afrique noire à un nouvel élargissement de la révolution; détruisant les derniers espoirs de « grandeur » de l'impérialisme français basés sur les sables pétrolières du Sahara, la révolution algérienne mérite le respect et l'admiration de tous les travailleurs du monde pour l'esprit de sacrifice et d'abnégation sans pareil des masses qui s'y sont engagées, pour l'audace et la volonté inébranlable de victoire de ses combattants.

Devant les profonds remous que l'éclatement de la révolution algérienne avait provoqués en France; devant les refus d'obéissance et les premières mutineries de jeunes recrues de l'armée française, le mouvement ouvrier français aurait pu à la fois apporter une aide importante à la révolution algérienne et profiter de cette occasion unique pour frapper un coup décisif à son ennemi n° 1, le grand capital français. Au lieu d'agir ainsi, les organisations de masse du mouvement ouvrier français se sont couvertes de honte par leur couardise, leur hypocrisie, leur passivité sinon leur trahison ouverte envers la révolution algérienne.

La direction réformiste de Guy Mollet, jetant au vent ses promesses électorales et capitulant devant l'émeute des colonialistes à Alger, s'est glorifiée d'avoir organisé la répression contre-révolutionnaire en Algérie. Elle a sur sa conscience des massacres ayant pris l'ampleur du génocide, une terreur et des tortures qui valent celles d'Hitler, l'établissement d'un régime concentrationnaire que la loi dite des « pouvoirs spéciaux » a déjà transféré en France. Quant au Parti Communiste, prêt il n'y a pas si longtemps à mobiliser ses militants contre le général « américain » Ridgway ou contre le général « allemand » Speidel, il n'a pas su organiser une seule action de classe, une seule grève, une seule manifestation d'envergure pour arracher le retrait des troupes françaises et de l'impérialisme d'Algérie. Il ne peut invoquer pour se justifier la vague chauvine qui a déferlé sur la France, car il l'a lui-même nourrie sinon déclenchée, en complicité avec la S. F. I. O. Il ne peut pas non plus invoquer la passivité relative des travailleurs dont il porte lui-même la responsabilité de par ses crimes passés. Et tout de même, le P.C.F. bien plus faible de 1925, dans des conditions

infiniment plus défavorables, a mené une campagne autrement dynamique contre la guerre au Maroc.

Il a appartenu à la section française de la IV^e Internationale, comme seule organisation ouvrière du pays, de lever fièrement le drapeau de Lénine, le drapeau de la lutte commune des travailleurs français et du peuple algérien pour la défaite de l'impérialisme français. Ce faisant, elle a sauvé l'honneur de la classe ouvrière devant le bain de sang dont se sont rendus coupables les maîtres versaillais du Palais-Bourbon.

En Amérique latine, la révolution bolivienne est entrée dans une phase décisive. Sans base sociale tant soit peu importante, le gouvernement réactionnaire de Siles, appuyé à fond par l'impérialisme yankee et encouragé par la couardise de la direction officielle de la gauche, les Lechin et autres ex-ministres « ouvriers », se prépare à enlever aux masses toutes les conquêtes de la révolution d'avril 1952 et à instaurer une sanglante dictature militaire.

Mais l'esprit combatif des héroïques masses boliviennes, des mineurs de Catavi et Siglo XX, des paysans, de leurs organisations et de leurs milices, est aussi élevé que jamais. Guidées par le P. O. R. (section bolivienne de la IV^e Internationale), elles sauront bientôt imposer la convocation d'un Congrès extraordinaire de la C.O.B. qui décide la formation d'un véritable Gouvernement ouvrier et paysan, libérant les masses du pays du cauchemar économique dans lequel elles vivent actuellement et de la menace de dictature.

Toute victoire en Bolivie retentirait dans toute l'Amérique latine, traversée à nouveau d'un bout à l'autre par la fièvre révolutionnaire, devant l'instabilité extraordinaire de gouvernements bourgeois débiles et le chaos économique qu'ils maintiennent. De l'Argentine à la Colombie et jusqu'à Cuba, les masses latino-américaines salueront les succès de la Révolution bolivienne et sauront suivre tumultueusement la même voie victorieuse!

Vive la victoire de la révolution coloniale!

Indépendance pleine et entière de tous les peuples!

Retrait des troupes d'occupation impérialistes de tous les pays coloniaux et semi-coloniaux!

Gloire à l'héroïque révolution algérienne!

Pour la défaite de l'impérialisme français, ennemi commun du prolétariat français, du peuple algérien et de tous les peuples opprimés de l'Union française!

POUR UN NOUVEL ASSAUT CONTRE LES CITADELLES OCCIDENTALES DU CAPITAL

Grâce à la trahison des directions réformistes et staliniennes, qui ont appelé les travailleurs à reconstruire l'économie et l'Etat capitalistes délabrés à la fin de la deuxième guerre mondiale, alors que la prise du pouvoir était à leur portée, le capitalisme a réussi à traverser une nouvelle période de haute conjoncture dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Certes, aucun problème structurel n'a été résolu. L'Italie méridionale n'est pas industrialisée; l'Espagne reste courbée sous le poids de salaires de famine et d'une propriété terrienne semi-coloniale; la décadence de l'économie britannique se précise de plus en plus; la France n'a pas réussi à moderniser ses industries de transformation ni à équilibrer ses finances, l'Allemagne n'a pas réussi à recouvrer son unité. Cependant, au cours des dernières années, l'industrie capitaliste a connu sans aucun doute un essor remarquable et les salaires réels ont été modestement augmentés dans la plupart des pays.

Mais comme cette haute conjoncture s'est réalisée en régime capitaliste, elle a été caractérisée par tous les phénomènes qui l'accompagnent traditionnellement. La capacité de production s'est développée bien davantage que la capacité de consommation des larges masses. Des fortunes rapides ont été acquises grâce à la spéculation et aux trafics louches, alors que des millions de salariés, de femmes et de jeunes avant tout, gagnent moins que le minimum vital le plus strict tout en travaillant plus intensément que jamais. Il y a surabondance de constructions luxueuses, alors que des millions de familles souffrent d'une crise de logement, source de démoralisation et de catastrophes individuelles. Dans la course générale aux profits, la conjoncture s'est échauffée, l'inflation a commencé par se manifester, le déficit en dollars a reparu en Europe, le déséquilibre des échanges internationaux s'est accentué. Ainsi se trouvent réunis tous les éléments d'une nouvelle récession qui a déjà commencé dans plusieurs pays.

Aux Etats-Unis, où la haute conjoncture se maintient essentiellement

grâce aux énormes dépenses militaires, des fluctuations régionales ont créé dans ce pays le plus prospère du monde des situations sociales tragiques et des déséquilibres économiques sans cesse accentués. L'industrie textile est depuis des années en déclin. La récession dans l'industrie de l'automobile dure depuis deux ans, créant une masse de chômeurs dans les régions les plus industrialisées. A ces chômeurs s'ajouteront les travailleurs licenciés des usines d'aviation par suite de la révision des programmes d'armement. L'industrialisation dans le Sud, loin de résoudre de façon harmonieuse la question raciale, a exacerbé la tension entre la masse noire, exigeant de façon de plus en plus pressante son émancipation et l'égalité réelle des droits, et le « noyau dur » des racistes qui s'accrochent à tous prix à leurs privilèges. Ainsi est née une crise politique d'une gravité exceptionnelle pour l'équilibre du gouvernement bourgeois américain, crise qui n'est que le reflet, à l'intérieur des Etats-Unis, des progrès réalisés par la révolution coloniale à l'échelle mondiale.

C'est dire que, malgré la haute conjoncture, aussi bien en Europe occidentale qu'aux Etats-Unis, le mouvement ouvrier était de nouveau en mesure de porter des coups très durs sinon décisifs à son adversaire de classe. C'est dire que les moments de crise n'ont pas manqué, moments que le mouvement ouvrier aurait pu mettre à profit pour présenter hardiment aux peuples, comme solution de rechange devant le gâchis du désordre et de l'exploitation capitaliste, la réorganisation de la société sur une base socialiste. Si ces occasions n'ont pas été exploitées, la faute en incombe non aux « conditions objectives » mais à l'impuissance et à la couardise des directions traditionnelles « socialistes » et « communistes » plus que jamais terrorisées par l'idée de devoir dépasser à un moment donné le cadre sacro-saint de la démocratie bourgeoise.

Aujourd'hui, au seuil d'une nouvelle récession dont l'ampleur sera déterminée en dernière analyse par l'importance d'une nouvelle vague de dépenses militaires qui saperont encore plus la stabilité des monnaies, la IV^e Internationale appelle les travailleurs de tous les pays capitalistes avancés à s'élever à la hauteur des possibilités socialistes ouvertes par l'agonie du capitalisme.

Ne permettez pas au patronat de fermer des entreprises construites avec votre labeur et vos peines. Ne permettez pas que le fléau du chômage s'étende. Nationalisation des banques et de toutes les industries de base et leur gestion sous contrôle ouvrier! Expropriation d'office par l'Etat de toutes les entreprises fermées par leurs propriétaires! Etablissement de plans d'ensemble pour le développement économique, élaborés sous le contrôle des syndicats! Contre « l'Europe » des trusts, pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe qui élaboreront un plan économique commun et offriront l'intégration, sur une base socialiste, aux pays de « démocratie populaire » et à l'U.R.S.S.! Réduction de la semaine de travail à 40 heures dans tous les pays où elle est effectivement de 48 ou de 45 heures, et à 35 heures où elle est effectivement de 40 heures! Application de toute technique d'automation sous contrôle ouvrier, et dans le cadre d'un plan économique d'ensemble garantissant le plein emploi!

POUR LE RETABLISSEMENT DE LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE EN U. R. S. S.

Au moment où l'agonie du capitalisme entre dans sa phase décisive, commence celle de la bureaucratie soviétique. Les mêmes forces qui ébranlent les assises mondiales du Capital font voler en éclat la dictature monolithique du Kremlin. La montée de la révolution coloniale et les progrès remarquables de la technique et de l'économie soviétiques sapent les bases objectives et subjectives de cette dictature, à savoir la faiblesse relative du prolétariat et sa peur d'un rétablissement du capitalisme en U.R.S.S. Assurée de la victoire mondiale du socialisme, confiante dans l'avenir et fière de ses réalisations industrielles incomparables, la classe ouvrière soviétique relève la tête, fustige l'oppression policière, l'inégalité sociale croissante, les privilèges exorbitants des bureaucrates et la médiocrité de la vie quotidienne, en contradiction criante avec les énormes progrès de l'économie du pays.

Cette pression croissante des masses s'était déjà fait sentir avant la mort de Staline. Celle-ci a accentué la tendance. Pris de panique devant les vagues montantes du mécontentement populaire, les successeurs de Staline

ont lâché du lest, accordé successivement des concessions économiques et politiques aux masses, renié le culte de Staline, admis fût-ce à demi mot la plupart des crimes du dictateur haï et promis de revenir à la voie de Lénine. Loin d'avoir calmé les voix qui grondent, les concessions du Kremlin autant que les nouveaux succès réalisés par la société soviétique ont stimulé et stimuleront encore plus l'appétit et les aspirations du peuple.

Dans les pays de « démocratie populaire », à l'ensemble de ces raisons qui expliquent la pression croissante des masses sur les directions bureaucratiques en place s'ajoute leur sentiment d'être victime d'une oppression nationale et de voir le pays exploité par le Kremlin. La puissance de ces sentiments et une situation économique intolérable des travailleurs ont provoqué les grandes révoltes ouvrières de Berlin-Est et de Poznan. S'intégrant dans un courant d'opposition politique au sein du mouvement communiste contre la dictature bureaucratique, elles ont abouti aux révolutions polonaise et hongroise.

En Pologne, le mouvement des masses, victorieux de la résistance stalinienne grâce à l'alliance avec une aile libérale de la bureaucratie, s'est momentanément arrêté à mi-chemin de la victoire. En Hongrie, devant la résistance acharnée de l'appareil stalinien mobilisant à son aide l'armée soviétique, la révolution a pris rapidement un déroulement classique, opposant la quasi-totalité de la population aux instruments haïs de la dictature bureaucratique. A peine la révolution était-elle déclenchée que les prolétaires hongrois, renouant avec les traditions de toutes les révolutions prolétariennes, ont construit leurs soviets, leurs conseils ouvriers réclamant tout le pouvoir dans le pays. Devant cet exemple qui risquait d'allumer tout son « glaciais », voire l'U.R.S.S. même, la bureaucratie soviétique a frappé impitoyablement. Mais elle n'a pas pu briser la résistance héroïque d'une classe ouvrière avec laquelle les travailleurs de tous les pays, y compris les travailleurs communistes, se sont sentis solidaires. Les effets de la révolution politique dans les « démocraties populaires » européennes et en U.R.S.S. se font sentir déjà également en Chine et même en Yougoslavie.

Avec ses hauts et ses bas inévitables, subissant des temps d'arrêt et des reculs momentanés, la révolution politique contre la bureaucratie soviétique, en U.R.S.S. même et dans les « démocraties populaires », est d'ores et déjà une des forces motrices principales de la révolution mondiale. Elle s'épanouira en interaction intime avec celle-ci, stimulée par la reconstruction d'une nouvelle avant-garde bolchevik-léniniste, reconstruction que le mouvement révolutionnaire international doit aider de toutes ses forces. Se mettant hardiment à la tête des masses, les bolcheviks-léninistes d'U.R.S.S. et d'Europe orientale éviteront des phases intermédiaires de confusion et réduiront au minimum les faux frais de la révolution politique, ainsi que les profits temporaires que la contre-révolution pourrait, ici ou là, en tirer.

Vive la révolution hongroise qui se redressera, invincible, jusqu'à ce que le pouvoir appartienne aux comités démocratiques du peuple travailleur! A bas la sanglante intervention contre-révolutionnaire du Kremlin en Hongrie!

Vive l'Octobre polonais qui finira par triompher de toutes les hésitations, reculs et trahisons des centristes gomulkistes!

Vive la révolution politique en U.R.S.S. qui y rétablira la démocratie soviétique, réorganisera l'économie planifiée, la libérera de la mainmise bureaucratique, stimulera l'enthousiasme créateur des prolétaires et des intellectuels et fera de l'U.R.S.S. le bastion invincible du socialisme dans le monde!

Vive le pouvoir des soviets, le pouvoir des conseils d'ouvriers et de paysans pauvres, sans lequel la régénération des Etats ouvriers est impossible.

Vive la démocratie soviétique qui marquera pour toute l'humanité un énorme progrès par rapport aux formes les plus avancées de la démocratie bourgeoise!

Vive l'alliance de tous les Etats ouvriers sur un pied d'égalité!

CAMARADES TRAVAILLEURS, CAMARADES COMMUNISTES !

Le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale s'est réuni à la veille du 40^e anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre. La IV^e Internationale vous parle comme l'héritière légitime des idées de cette révolution, des

idées du Parti bolchevik de Lénine et de Trotsky, des idées de l'Internationale Communiste. Aujourd'hui, lorsque les dirigeants du Kremlin avouent eux-mêmes les crimes de Staline, ils reconnaissent implicitement que la lutte inlassablement menée par les vieux bolcheviks en U.R.S.S., par l'Opposition de Gauche russe et internationale, par le mouvement trotskyste mondial contre la dégénérescence de l'Etat ouvrier était pleinement justifiée.

C'est dans cette dégénérescence bureaucratique, dans la présence à la tête de l'Etat ouvrier d'une puissante caste privilégiée qu'il faut chercher le secret de tous les échecs et de toutes les défaites qu'a subies le mouvement ouvrier international au cours des trente dernières années. Si, aujourd'hui, les partis communistes sont en crise, en plein recul sinon en décomposition en maints pays d'Occident, ce n'est pas dû à un renforcement du capitalisme dont l'agonie éclate aux yeux de tous. C'est dû au fait de la politique fautive, criminelle, traïtresse, imposée aux Partis Communistes par le Kremlin. Cette politique n'a pas contribué à la défense de l'Union soviétique. Elle a au contraire contribué à dresser contre celle-ci une alliance de pays dont plusieurs auraient pu être aujourd'hui des Etats ouvriers.

Prenez au mot les affirmations des dirigeants du Kremlin selon lesquels ils veulent retourner à la voie de Lénine! Exigez une révision totale et contradictoire de la politique communiste de l'époque stalinienne de ces dernières années! Exigez qu'on rétablisse la liberté de discussion, la liberté de tendance au sein des Partis Communistes. Exigez la reconstitution d'une Internationale communiste au sein de laquelle, sur un pied de stricte égalité, tous les partis communistes élaboreraient ensemble la ligne commune qui conduirait au triomphe mondial du communisme!

En formulant ces revendications, vous vous heurterez une fois de plus à la résistance, à l'obstruction sinon à la répression de vos dirigeants bureaucratiques. Vous verrez bientôt que, s'ils ont lâché du lest, ils s'apprentent à défendre durement leurs positions et leurs privilèges.

Organisez contre eux, pour le redressement du mouvement communiste, une opposition de gauche nationale et internationale. Etudiez les écrits de Lénine, des vieux bolcheviks, de Trotsky et du mouvement trotskyste international: vous y trouverez la seule explication marxiste révolutionnaire des crimes de Staline et des erreurs de vos partis. Prenez contact avec les sections de la IV^e Internationale. Elles préparent patiemment, avec acharnement, la construction d'une nouvelle direction du prolétariat international au sein de laquelle vous avez une place essentielle à occuper.

Ce qui a permis la victoire de l'Octobre russe permettra demain la victoire de l'Octobre mondial: une révolution poussée jusqu'à son ultime logique; le pouvoir des conseils d'ouvriers et de paysans pauvres; un parti au service désintéressé du prolétariat, armé de tous les enseignements de cette science de la société et de la révolution qu'est le marxisme révolutionnaire.

Réunis en ce Congrès Mondial qui reflète le renforcement considérable de leur mouvement, les 100 délégués et assistants d'organisations révolutionnaires de près de 30 nations, représentent une cohorte de militants d'avant-garde qui agissent déjà, chacun dans son pays et tous ensemble à l'échelle mondiale, comme éducateurs, coordinateurs, unificateurs et moteurs du mouvement réel des masses dans lequel ils se sont définitivement intégrés. Avec eux, autour d'eux, les prolétaires les plus conscients construiront le parti bolchevik mondial qui assurera la victoire de l'Octobre mondial.

Vive l'immortelle Révolution d'Octobre, qui ouvrit à l'humanité l'ère du communisme victorieux!

Vive le programme de Lénine et de Trotsky, guides lumineux du prolétariat international!

A bas la bureaucratie stalinienne qui a taché de boue et de sang ce drapeau cher aux travailleurs, et en a détourné une partie importante du prolétariat international!

Vive la IV^e Internationale qui a sauvé l'honneur du communisme et qui regroupera demain tous les communistes honnêtes dans le combat final pour la défaite du capitalisme, pour la victoire de la révolution socialiste mondiale!

Le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.

Octobre 1957.

OCTOBRE 1957

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IV^e INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

Editorial

Tournant de la situation internationale

La situation internationale est arrivée brusquement à un nouveau tournant. Tandis que l'euphorie économique qui régnait depuis quelques années déjà dans le monde capitaliste commence à virer vers la récession, les rapports Est-Ouest se sont de nouveau brusquement aggravés à la suite des progrès de la révolution coloniale dans le Moyen-Orient et des succès techniques sensationnels remportés par l'économie soviétique dans le domaine des engins balistiques intercontinentaux et même planétaires.

Le ton des déclarations soviétiques et des ripostes américaines donne toute la mesure de cette aggravation.

Il se confirme maintenant que le « boom » de l'économie capitaliste, qui dure en Europe occidentale depuis 1953 et aux Etats-Unis depuis 1954, non seulement s'essouffle généralement mais que, dans certains pays, il a déjà cédé la place à la récession.

Le taux d'expansion de l'activité économique est en diminution constante depuis 1955, sauf pour de rares exceptions. Aux Etats-Unis en particulier, ce taux est depuis deux ans déjà inférieur à 3 % et cette année, il dépassera difficilement 2 %. En Angleterre, la production industrielle plétine depuis 1956. En Allemagne même, l'expansion, tout en se poursuivant encore, voit son rythme considérablement ralenti.

Mais, chose encore plus grave, la poursuite même du « boom » a fait naître des contradictions et des déséquilibres qui conduisent inévitablement et rapidement vers la récession générale.

Les excédents de la balance commerciale des pays comme les Etats-Unis et l'Allemagne sont allés de pair — en partie précisément à cause de ces excédents — avec le déficit aggravé de la plupart des pays capitalistes en dollars et en marks. La répercussion de cette situation sur les finances et la monnaie de ces pays a été illustrée dernièrement par la dévaluation de la monnaie française et la crise de devises qui sévit dans plusieurs pays, en commençant par l'Angleterre, le Japon, l'Inde, l'Indonésie.

La menace d'une dévaluation plus grande des monnaies est maintenant réelle. Les mesures prises par les différents gouvernements capitalistes afin de

faire face à ce danger et de stopper les nouveaux progrès de l'inflation (coup de frein brusque au crédit et aux importations), risquent d'accroître le déclin de l'activité économique, de précipiter et d'amplifier la récession.

D'autre part, la tentative de l'Etat capitaliste et du patronat de faire face à la conjoncture en abaissant le niveau de vie acquis par les masses lors de la période de plein emploi et de hauts salaires, ne peut que provoquer une résistance acharnée des ouvriers, qui limitera les marges dont le capitalisme dispose pour circonscrire le recul économique dans le cadre d'une simple récession et éviter que celle-ci ne dégénère en crise véritable.

Reste naturellement le moyen de faire face à cette menace par une nouvelle et ample expansion des dépenses militaires. Mais cette possibilité n'existe en réalité que pour le capitalisme des Etats-Unis, et en particulier pour le capitalisme allemand. Et même, dans ces deux cas, ces dépenses possibles ne peuvent aller actuellement sans attiser davantage le processus d'inflation en cours qui, à une étape ultérieure prochaine, déclencherait le recul de la conjoncture dans des conditions encore pires.

Les répercussions du changement de la conjoncture pour les pays coloniaux et dépendants ne manqueront pas d'aggraver l'instabilité politique et sociale dans laquelle la plupart de ces pays se débattent toujours. La chute des prix des matières premières, et les restrictions aux importations appliquées actuellement par toute une série de pays capitalistes aggraveront les difficultés économiques de pays tels que ceux de l'Amérique latine ou du Sud-Ouest asiatique.

Les perspectives économiques du capitalisme s'assombrissent à un moment où les succès scientifiques et techniques de l'U.R.S.S. s'accroissent, prouvant la supériorité de l'industrie d'avant-garde construite par le premier Etat ouvrier. Certes, ces succès sont encore inégaux, la gestion bureaucratique de l'économie de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers étant le principal responsable du déséquilibre qui existe entre les différentes branches de l'économie, et du niveau de vie des masses incontestablement encore très bas. Il est vrai également que la réorganisation de l'économie soviétique n'ira pas sans créer pour une période un certain chaos administratif, avec des incidences certaines sur le taux d'accroissement de la production.

Mais deux faits restent cependant acquis et déterminent les perspectives de l'avenir : ce taux, vu la diminution parallèle du taux d'accroissement de la production capitaliste, qui semble avoir épuisé les stimulants reçus par les besoins que la guerre avait créés et par les dépenses militaires extraordinaires des dernières années, se maintiendra au moins au double du taux capitaliste. Grâce aux moyens puissants de l'économie étatisée et planifiée, l'U.R.S.S. a pu créer une industrie d'avant-garde qui digèrera facilement, sans inconvénients sociaux, la révolution technologique en cours, en matière d'automatisation et d'énergie atomique, la mettant ainsi de loin à la pointe du progrès scientifique et technique.

Ces deux faits combinés impliqueront dans les années à venir la suprématie économique grandissante des Etats ouvriers sur le capitalisme. Les succès remportés par l'U.R.S.S. dans le domaine des fusées téléguidées et du satellite planétaire, résultat et preuve d'un progrès scientifique et technique plus général de toute une série de branches industrielles, ont sonné à jamais le glas du mythe d'une Russie soi-disant encore considérablement arriérée, ou de la supériorité soi-disant incontestable des Etats-Unis dans tous les domaines.

La décade qui s'ouvre devant nous verrait ainsi, en cas d'une éventuelle « coexistence pacifique » prolongée, s'approcher singulièrement le moment de la victoire, y compris de la victoire économique, du socialisme sur le capitalisme.

En même temps, avec l'aggravation de la situation économique du capitalisme survient actuellement une nouvelle et brusque aggravation des rapports Est-Ouest. Deux faits ont contribué à ce tournant : les conditions de l'échec de la « doctrine Eisenhower » au Moyen-Orient et les conditions de l'échec des négociations sur le désarmement.

Dans la lutte pour le contrôle du Moyen-Orient, les Etats-Unis avaient marqué un point avec l'appui provoquant donné au coup d'Etat en Jordanie.

Mais, peu après, l'U.R.S.S. ripostait en concluant un accord économique et militaire avec la Syrie. Ce pays obtient de l'U.R.S.S. le prêt à long terme qu'il avait des années durant sollicité sans succès de la Banque de Reconstruction, prêt nécessaire au développement économique de la Syrie, et ceci au taux le plus bas. L'U.R.S.S. s'est engagée d'autre part à acheter une grande partie de la production agricole du pays. Nous avons là un exemple de ce que pourrait être dans l'avenir la concurrence des Etats ouvriers à l'impérialisme par rapport aux pays coloniaux et dépendants, et de l'infériorité dans laquelle se trouverait, par sa structure même, l'impérialisme dans ce domaine.

Des promesses formelles ont été d'autre part faites à la Syrie par le Kremlin de la protéger contre toute attaque que l'impérialisme et ses alliés tenteraient contre elle.

Du coup, la situation a de nouveau évolué rapidement dans le Moyen-Orient, amenant un ralliement de tous les Etats arabes sur la politique nasseriste de solidarité avec la Syrie. Dans cette région, à l'heure actuelle, il ne reste en réalité aux Etats-Unis que l'appui de la Turquie et d'Israël qui, incontestablement poussés par Washington, ont sérieusement envisagé d'intervenir en Syrie.

Depuis la guerre, jamais le langage diplomatique aussi bien du Kremlin que de Washington n'est devenu si directement menaçant, sans ambages, qu'à propos de la nouvelle crise qui sévit actuellement au Moyen-Orient. Les raisons qui expliquent les audaces récentes du Kremlin peuvent être bonnes et mauvaises, résultant à la fois de la supériorité acquise en armes balistiques et de la situation non stabilisée pour l'équipe Khrouchtchev à l'intérieur de l'U.R.S.S.

Il est évident que l'U.R.S.S. possède actuellement des armes atomiques capables d'atteindre de son territoire n'importe quel objectif dans le monde. Elle a de ce fait une avance considérable sur les Etats-Unis, qu'elle s'efforcera de monnayer sur le plan diplomatique aussi longtemps que durera cette avance.

Lancés derrière l'objectif de créer des armes de plus en plus puissantes, des armes « absolues », l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sont engagés dans une course aux armements qui, par sa dynamique, rend illusoire tout accord durable dans ce domaine. Les négociations sur le désarmement l'ont clairement démontré.

Dans l'histoire des négociations de ce genre, elles furent les plus extraordinaires, entrecoupées constamment par des annonces d'expériences atomiques des uns et des autres, pour déboucher en définitive sur la fusée téléguidée intercontinentale et le satellite planétaire.

Ces performances sensationnelles de l'U.R.S.S., qui changent le rapport de forces strictement militaire considérablement en sa faveur, ne feront qu'attiser à leur tour de fébriles recherches aux Etats-Unis pour combler le décalage actuel mortellement dangereux par rapport à l'U.R.S.S.

Comme le progrès technique est infini, la course aux « armes absolues » risque d'être la course derrière un objectif illusoire s'éloignant sans cesse. Les limites de cette course ne sont pas celles de la technique mais des finances et des réactions des masses. Aux Etats-Unis même, il est peu probable que le budget militaire puisse s'enfler de nouveau très considérablement sans provoquer une inflation incontrôlable. Quant à l'U.R.S.S., si ses succès attisent la fierté nationale des masses soviétiques en renforçant leur attachement au régime social, ils ne suffisent pas pour effacer leurs difficultés matérielles.

Khrouchtchev ne peut espérer aucune stabilisation durable de son pouvoir sans réussir à élever de manière substantielle le niveau de vie des masses et sans relâcher non moins considérablement le contrôle bureaucratique sur elles. Les masses soviétiques sont portées irrésistiblement vers plus de bien-être matériel et plus de libertés. C'est cette poussée de fond qui est à la base de la crise permanente dans les sommets de la bureaucratie, et qui la fait rebondir de temps à autre.

La lutte pour le pouvoir en U.R.S.S. est loin d'avoir abouti à une solution durable quelconque ; elle se poursuit et prépare inexorablement de nouvelles « surprises » dans un avenir relativement proche.

Quelles conclusions tirer de ce nouveau tournant de la situation internationale ?

Celles énoncées par le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale qui vient d'achever ses travaux : de nouvelles perspectives révolutionnaires s'ouvrent actuellement, y compris pour le prolétariat des pays capitalistes métropolitains.

Il faut saisir les difficultés économiques et politiques du capitalisme — y compris aux Etats-Unis qui connaissent actuellement la crise de confiance en leur puissance la plus grave de leur histoire — pour pousser partout la lutte en avant, sans considérations pour les « risques de guerre » que l'avance de la Révolution peut comporter. Car, qu'on le veuille ou non, de toute manière la situation ne peut se stabiliser sur le *statu quo*, et on ne peut non plus empêcher que le rapport de forces global n'évolue davantage au détriment de l'impérialisme.

D'autre part, le seul moyen d'accentuer la démoralisation de l'impérialisme et, le cas échéant, de le désarmer plus rapidement et facilement, c'est de propulser partout une lutte révolutionnaire victorieuse.

La situation du capitalisme est de nouveau en train de se détériorer non seulement globalement par rapport aux progrès de la révolution coloniale et des Etats ouvriers, mais également séparément dans des pays tels que l'Angleterre, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Argentine, la Bolivie.

Dans le cas où la récession se généralisera, il faut s'attendre à d'importants combats de classe partout qui, dans les conditions générales actuelles du capitalisme, déboucheront rapidement sur de grandes perspectives révolutionnaires.

L'avant-garde marxiste révolutionnaire doit être consciente de ces possibilités nouvelles et s'y préparer adéquatement. Intégrée comme elle l'est déjà dans le réel mouvement de la classe, elle peut rapidement devenir la direction de fait de grands courants dans les organisations de masse où elle agit.

C'est d'ailleurs du rôle qu'elle jouera dans ce sens que dépendra, au moins en partie, l'issue victorieuse des grands combats de classe en perspective, aussi bien dans les pays coloniaux et dépendants que dans les métropoles.

Il n'y a jamais eu un ensemble de conditions objectives si favorables qu'actuellement pour célébrer dans le plus grand éclat et le plus grand optimisme révolutionnaire le 40^e anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre qui a ouvert l'ère du socialisme sur cette terre.

Hongrie et Pologne, un an après

Le prolétariat international et son avant-garde révolutionnaire commémoreront ces jour-ci le premier anniversaire de l'héroïque révolution hongroise qui, du 23 octobre au 4 novembre, puis des semaines durant, opposa l'ensemble des travailleurs hongrois à la petite clique stalinienne hongroise et aux forces armées du Kremlin. Avec une rapidité et une conscience sans pareilles dans l'histoire, cette révolution, née de conditions pourtant des plus défavorables, s'engagea dans la voie classique des soulèvements prolétariens : la voie vers la République des Conseils Ouvriers, la voie de la démocratie soviétique, la voie de Lénine et de Trotsky. Le danger de contagion d'une telle évolution pour l'ensemble de la zone dominée ou influencée par la bureaucratie soviétique était trop évidente pour que celle-ci ne bouge pas. Détruisant lui-même les légendes d'une « auto-réforme » de la bureaucratie ou d'une « démocratisation par en haut », le Kremlin écrasa avec ses tanks le soulèvement des prolétaires hongrois, révélant ainsi une fois de plus sa propre nature au prolétariat international.

Mais si la révolution hongroise a été momentanément battue, ses effets à court et à long terme sont encore incalculables, et on peut déjà affirmer avec certitude que les travailleurs de Czepelel et d'Ujpest auront influencé l'histoire bien plus directement que les Rakosi et les Gerce, les Kadar et les Marosan, les Thorez et les Togliatti n'ont pu le faire depuis 12 ans.

En Hongrie même, la contre-révolution politique triomphante n'a pas pu liquider l'ensemble des acquis d'octobre. Les conseils ouvriers subsistent, fût-ce souvent sous forme embryonnaire. Les modifications dans la législation ouvrière et la législation générale ont été maintenues. Les proportions du plan ont été radicalement modifiées. La collectivisation forcée a été stoppée. Des lambeaux de liberté de pensée restent visibles au public — un hebdomadaire hongrois pouvant un an après la victoire de la réaction indiquer en passant le rôle brillant, de premier plan, joué par Léon Trotsky dans la Révolution russe d'Octobre.

Ce qui subsiste surtout c'est la nouvelle conscience acquise par la partie la plus avancée de la classe ouvrière, des intellectuels, des jeunes de Hongrie : conscience faite d'une compréhension à la fois de la nature méprisable des laquais du genre Kadar, après les forbans du type Rakosi, et des insuffisances de l'équipe dirigeante d'octobre 1956. De cette nouvelle conscience, incarnée dans les milliers de communistes qui dirigèrent la révolution et la résistance armée, sortiront les éléments du Parti révolutionnaire hongrois de demain. Et en U. R. S. S. même, en Chine et dans les démocraties populaires, toute une génération d'oppositionnels s'est dressée à la lumière de l'incendie hongrois.

Car si Kadar et ses comparses s'efforcent désespérément de salir leurs victimes et la révolution qu'ils ont eux-mêmes acclamée, quand elle semblait toute-puissante ; si la bourgeoisie internationale s'efforce de son côté par tous les moyens d'exploiter à son profit la révolution hongroise et l'intervention sanglante du Kremlin, notamment en faisant « condamner » l'U.R.S.S. par l'O.N.U., le fait reste — et il est confirmé par les témoins de moralité de la bourgeoisie elle-même — que cette révolution était essentiellement une révolution prolétarienne, que ses acteurs et principaux dirigeants étaient essentiellement des communistes, que son but n'était ni la restauration du capitalisme ni même le retour au pouvoir des partis petits bourgeois avec lesquels les stalinien avaient conclu pendant des années des pactes d'alliance durables. Le fait reste que cette révolution voulait, sur la base de la propriété nationalisée des moyens de production, ériger une démocratie ouvrière et rendre aux travailleurs le contrôle et la gestion des entreprises et de l'Etat, contrôle usurpé par la bureaucratie indigène chétive à la solde du Kremlin.

Le fait reste qu'il s'agit là d'un premier exemple classique d'une révolution politique du prolétariat contre la bureaucratie, révolution provoquée par la dégénérescence bureaucratique des Etats ouvriers, et qui se répètera partout où le pouvoir a été usurpé par une caste bureaucratique rapace et oppresseuse.

Malgré la répression sanglante que Kadar a fait régner sur la Hongrie, malgré les condamnations de dizaines de révolutionnaires à l'échafaud, la révolution hongroise relèvera la tête, invincible, et parmi les forces qui lui assureront la victoire finale agiront ces masses soviétiques en pleine montée, pour lesquelles la vérité sur les événements de Hongrie, transmise par des soldats soviétiques, reprise et répandue par les premiers groupes d'opposition au sein du parti et des jeunesse, aura été un élément décisif de rupture avec les successeurs « libéraux » de Staline.

Si la révolution hongroise a été momentanément défaite, la révolution polonaise a été momentanément arrêtée. Les forces prolétariennes, révolutionnaires, n'avaient pas la direction et la clarté de vue suffisante pour pousser jusqu'à la victoire finale sur la bureaucratie. Les forces de la bureaucratie étaient, de leur côté, infiniment trop faibles pour imposer la « kadarisation » de la Pologne. Il en est résulté cette situation d'équilibre instable, dans laquelle le groupe centriste de Gomulka, lui-même porté au pouvoir par la révolution d'octobre 1956, s'efforce de neutraliser les pressions antagonistes de la gauche prolétarienne et de la droite bureaucratique.

L'essor de l'agriculture polonaise après la fin de la collectivisation forcée, l'amélioration générale du fonctionnement de l'industrie, l'augmentation réelle du

niveau de vie, semblaient donner une certaine base de stabilité à ce jeu d'équilibre de Gomulka. Mais il apparut bientôt que les masses, réveillées par la révolution de 1956, ne pouvaient se satisfaire de réformes partielles. Les grèves de Lodz d'abord, les manifestations puissantes des étudiants de Varsovie contre l'interdiction de l'hebdomadaire Po Prostu ensuite, indiquaient moins la volonté des masses de sauvegarder des conquêtes partielles d'octobre 1956 (droit de grève et liberté de critique pour le mouvement ouvrier) que la méfiance croissante de la base envers l'équipe Gomulka. Celle-ci est en train de gaspiller rapidement son crédit auprès des masses. Elle prépare de ce fait la riposte inévitable des « natoliniens », pour lesquels elle reste de toute façon suspecte par son programme centriste, et par le cordon ombilical qui la relie aux événements d'octobre 1956. Mais le prolétariat polonais n'acceptera jamais sans combat le retour à l'époque stalinienne. En prétendant défendre « la stabilité » du régime comme une solution programmatique de « moindre mal », Gomulka prépare en réalité des collisions beaucoup plus violentes pour l'avenir.

En Hongrie comme en Pologne, il existe sans doute des forces bourgeoises et petites bourgeoises qui cherchent à exploiter à leur profit les conflits entre la bureaucratie et le prolétariat. Dans les deux pays, l'Eglise semble plus que jamais le point névralgique de ces forces contre-révolutionnaires. La puissance politique de ces forces, et leur influence sur une partie des masses sont cependant le résultat de la dictature bureaucratique qui, loin de diminuer, risque d'augmenter pendant de nombreuses années encore si cette dictature se maintient.

Opérer la relève du règne bureaucratique par la démocratie prolétarienne signifie également créer les conditions les plus propices pour assurer la défaite de la contre-révolution bourgeoise. Eviter les situations délicates, voire dangereuses, pendant la phase transitoire de dualité de pouvoir, on ne pourra y arriver en définitive sans une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat. Mais cette direction ne pourra se forger par des dissertations sur l'importance du danger contre-révolutionnaire. Elle ne se forgera, et ne sera acceptée par les masses, que dans l'action que celles-ci déclenchent contre la bureaucratie. Aider les communistes de gauche les plus avancés de Pologne et de Hongrie à retrouver la voie de Lénine, la voie du programme de la IV^e Internationale, est aujourd'hui une des tâches les plus brûlantes pour tout le mouvement révolutionnaire international.

Après les congrès travaillistes

Aussi bien le congrès des Trade-Unions qu'ensuite celui du Labour Party à Brighton se sont terminés par une note d'unanimité dans la direction, obtenue grâce à des compromis savants entre la « gauche » et la « droite » sur des positions centristes, à « mi-chemin » ou du « juste milieu ».

Ainsi le congrès des Trade-Unions, s'il a recommandé le rejet de la loi sur les loyers passé par le gouvernement conservateur et de la politique du blocage des salaires, n'a rien entrepris de sérieux pour organiser la lutte effective des légions du Labour afin d'améliorer leur pouvoir d'achat détérioré par les progrès de l'inflation en Angleterre.

Son attitude est simplement défensive et ne correspond ni au désir des masses de lutter pour l'amélioration de leurs conditions de vie, ni aux intentions offensives du patronat. La préoccupation majeure des directions réformistes du Labour, des syndicats et du Parti est manifestement d'aider la bourgeoisie à éviter que le « boom » des dernières années ne dégénère actuellement en « récession » et même en crise.

Car le programme « gouvernemental » élaboré plus spécialement à la Conférence du Labour Party est calculé sur la base de conditions d'une prospérité capitaliste continue, et non pour faire face à une situation de « crise ».

Malheureusement pour les stratèges du Labour Party, qui n'ont pas manqué, en commençant par leurs « théoriciens » à la Strachey, d'être fortement impressionnés par la « prospérité » du capitalisme depuis 1953, la conjoncture économique semble s'empirer brusquement, particulièrement en Angleterre. Les réserves en or et dollars de la zone sterling, en diminution constante depuis des mois, ont subi une perte nette de quelque 550 millions de dollars en sept semaines et ont atteint fin septembre le chiffre de 1.850.000.000 dollars, soit le point le plus bas depuis janvier 1952, à 150 millions de dollars environ du niveau considéré comme « le minimum irréductible », en dessous duquel les opérations financières de la zone sterling deviennent difficiles sinon problématiques.

Cette crise financière qui reflète le décalage grandissant entre les importations et les exportations du pays survient dans le cadre d'une situation économique nationale et internationale difficile. La production industrielle du pays dans son ensemble, pour cette année, ne dépasserait, selon les estimations de « l'Economist » (6 octobre) que de 1,5 % celle de l'année 1956. L'élévation du taux d'intérêt de 5 à 7 % décidée

par la Banque d'Angleterre risque de donner un coup d'arrêt brusque à l'expansion et de provoquer sinon le déclin du moins la stagnation de la production aux niveaux de 1956. Ce qui ne manquera pas d'accroître le chômage actuellement en développement, surtout dans l'industrie.

D'autre part la conjoncture internationale, celle des Etats-Unis en particulier, risque de diminuer les importations anglaises dans ce pays, également vitales pour l'équilibre financier de l'Angleterre.

Dans ces conditions, le patronat sera obligé d'accroître son offensive contre le niveau de vie des masses anglaises, qui se détériore rapidement par suite des progrès de l'inflation et de la hausse constante des prix, y compris dernièrement les loyers.

Le mécontentement profond des masses anglaises s'est exprimé clairement aussi bien dans les grands mouvements revendicatifs du prolétariat de ces derniers mois que dans les résultats des élections partielles. La toute dernière d'entre elles, celle de Gloucester a de nouveau clairement indiqué la position largement minoritaire du gouvernement actuel dans le pays. Des élections générales à l'heure actuelle donneraient une très grande majorité au Labour Party. La direction travailliste est consciente de ces faits et de sa prochaine « ministrabilité » inévitable. Son comportement au congrès de Brighton était imprégné du souci majeur de se montrer « pondérée », « responsable », en prévision de ses futures fonctions gouvernementales. Cette vague de conformisme « ministériel » a emporté Bevan qui non seulement a contresigné le document « Industrie et Société » — programme économique scandaleusement modéré du futur gouvernement travailliste — mais s'est chargé de défendre à la tribune du Congrès la nécessité pour l'Angleterre de persister dans la voie du réarmement atomique. Ce fut un vrai scandale qui a divisé l'état-major proprement bevaniste, Michael Foot, éditeur de Tribune, avec Ian Mikardo et Jennie Lee se voyant obligés de « désavouer » au moins en paroles leur idole de leader !

Il est clair que la direction travailliste, de Bevan à Gaitskell, en passant par le nouvel homme « fort » du Labour, F. Cousins, dirigeant du puissant syndicat des ouvriers du transport, vole actuellement au secours du capitalisme anglais menacé. Son souci majeur est de lui épargner qu'il ne sombre brusquement dans la crise. Mais ces plans des dirigeants risquent de se trouver bouleversés de fond en comble précisément par l'aggravation de la situation économique qui mettra en branle les puissantes légions du Labour exigeant cette fois non un retour à 1951 mais un nouveau départ au delà des conquêtes de 1945.

De grands combats de classe se préparent en Angleterre et qui auront leurs répercussions sur l'ensemble du mouvement ouvrier européen. La tendance marxiste révolutionnaire anglaise, tout en persévérant dans son travail méthodique de longue haleine dans le Labour Party, saura trouver les moyens de faire entendre sa voix par toute l'avant-garde ouvrière anglaise, y compris par les ex-membres et les membres actuels du P. C. anglais, et les militants avancés des syndicats.

C'est de l'élargissement de sa base dans la classe que dépend pour beaucoup l'avenir des luttes en Angleterre. Dans cette voie ses chances sont maintenant plus grandes que jamais.

La défaite de la social-démocratie allemande

Le résultat des élections allemandes n'est pas tellement une victoire pour Adenauer qu'une défaite pour la social-démocratie. Au moment où débuta la campagne électorale, les deux partis se trouvaient à égalité. Aux élections municipales de 1956, notamment en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Hesse, les sociaux-démocrates avaient remporté des victoires retentissantes, la C. D. U. essuyé une lourde défaite. En outre, divers incidents politiques, dont l'appel des savants atomistes de Gottingen, avaient placé le gouvernement de Bonn en mauvaise posture. Si néanmoins la social-démocratie a subi une défaite, cela est dû à une campagne électorale incroyablement passive, insipide, sans allant, sans conviction, une campagne de gens qui portaient battus d'avance. Les masses ne s'y sont pas trompées. Elles ont eu l'impression que la direction social-démocrate ne croyait pas à sa propre chance. La défaite devenait ainsi inévitable.

Au lendemain des élections, Ollenhauer a essayé d'expliquer que la social-démocratie n'est pas battue puisqu'elle a gagné des voix par rapport à 1953 et qu'elle a obtenu plus d'un tiers des sièges. En réalité, la défaite est beaucoup plus lourde qu'elle n'apparaît à première vue. Si l'on compare en effet les résultats des élections parlementaires à ceux de 1953, on doit tenir compte du fait que cette fois-ci, les voix communistes et neutralistes ont été bloquées sur le S. P. D. Toute la progression en chiffres absolus est ainsi absorbée. Cela signifierait que le S. P. D. n'aurait pas gagné un seul électeur jeune ou nouveau parmi les millions d'Allemands et d'Allemandes qui se sont présentés pour la première fois aux urnes en 1957.

Si par contre on compare les voix social-démocrates de 1957 à celles obtenues en 1956 aux élections municipales, on constate des pertes de voix de près d'un million,

et ce dans les deux Laender les plus ouvriers : la Ruhr et Hesse. La même impression se renforce lorsqu'on constate que le S.P.D. cesse d'être le parti le plus fort dans presque toutes les circonscriptions de grandes villes qui avaient été « rouges » depuis un demi-siècle : Dortmund, Hanovre, Essen, Francfort, faubourgs ouvriers de Cologne, Munich, Nurenberg, etc.

Finalement, la défaite électorale s'explique mieux encore à la lumière de l'enseignement des deux victoires retentissantes obtenues à Brème et à Hambourg. Dans ces deux Laender, les sociaux-démocrates conquièrent toutes les circonscriptions à une exception près. Leur progression est sensationnelle : ils gagnent de 35 à 40% de voix sur les élections de 1953. Or, dans ces deux métropoles, la social-démocratie, sous l'impulsion des organisations locales du parti, avait mené une campagne électorale extrêmement active, voire violente, qui rappelait par moment les campagnes des débuts des années 1930. Les réunions électorales des partis bourgeois furent systématiquement interrompues, les affiches de la C. D. U. maquillées. Le S. P. D. s'engagea dans la campagne électorale comme un parti sûr de sa victoire. Il l'obtint. Le cas du Land Schleswig-Holstein, où la progression social-démocrate est également importante, s'explique par les effets psychologiques de l'admirable grève des métaux qui dura trois mois et remua profondément la population.

Non seulement les sociaux-démocrates firent preuve d'une passivité véritablement criminelle, sabotant les chances réelles qu'ils avaient eues au début de la campagne électorale — dans les villes comme Francfort, le nombre d'activistes de la campagne électorale se réduisait à quelques dizaines de J. S., et ce dans des centres où le S. P. D. compte plus de 10.000 membres — mais la plupart de leurs discours étaient d'une servilité immonde envers la bourgeoisie. Le professeur Schiller, recteur de l'Université de Hambourg, et une des sommités économiques du S.P.D., ne se gêna pas pour publier en pleine campagne électorale un article dans lequel il affirma que seule une « économie du marché », c'est-à-dire une économie capitaliste, pouvait apporter le bien-être au peuple. Un autre leader social-démocrate affirma au cours de la campagne électorale que « le débat sur la socialisation appartient définitivement au passé ». Un troisième dirigeant alla jusqu'à proclamer que « seule la propriété privée des moyens de production assure la liberté et la dignité des individus ».

Dans ces conditions, des millions de travailleurs allemands ont eu l'impression que les deux partis en présence défendaient au fond le même « ordre social » et qu'il fallait seulement choisir « le gérant le plus efficace » de cet ordre. Quoi d'étonnant qu'ils aient choisi Adenauer, qui pouvait citer à son crédit l'incontestable prospérité capitaliste de son pays ?

Il est vrai que la social-démocratie a mené une campagne énergique sur un seul domaine : celui du danger atomique. Elle a couvert l'Allemagne de l'Ouest d'affiches dénonçant « le chancelier de la mort atomique ». Si, malgré l'immense retentissement de l'appel des savants de Gottingen, cette campagne ne s'est pas soldée par un gain de voix, c'est que les masses avaient très nettement l'impression que les dirigeants sociaux-démocrates eux-mêmes ne prenaient pas au sérieux ces slogans. Comment en effet admettre que des gens, convaincus que la réélection d'Adenauer est l'équivalent d'un danger mortel pour tout le pays, restent si étonnamment passifs dans la campagne électorale, et refusent d'organiser la moindre action politique des jeunes et des masses contre ce gouvernement ?

N'oublions pas, en dernier lieu, que la propagande apparemment maladroite du Kremlin et d'Ulbricht, appelant le peuple allemand à voter contre Adenauer tout en fermant brutalement la porte à toute perspective immédiate de réunification, a été également une aide puissante pour la bourgeoisie. Sans doute le Kremlin préfère-t-il une victoire d'Adenauer à une vague de fond social-démocrate qui éveillerait dans les masses de l'Allemagne de l'Est l'espoir d'une solution rapide du problème de la réunification, avec toutes les conséquences qu'aurait ce regain d'espoir pour le régime d'Ulbricht. La propagande des stalinien de Berlin-Est l'a d'ailleurs nettement indiqué. « Le résultat des élections a démontré qu'il n'y a pas de troisième solution. Ou bien l'Allemagne de Bonn, ou bien l'Allemagne de Pieck et de Grotewohl », a-t-elle proclamé au lendemain du 15 septembre. Tout compte fait, ce résultat électorale était, pour les maîtres de Pankow, le meilleur moyen pour tranquilliser les centaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui cherchent, d'instinct, une « troisième solution » celle de la démocratie socialiste ouvrière.

La défaite électorale de la social-démocratie constitue sans aucun doute une grave défaite politique pour la classe ouvrière allemande. On pourrait objecter : « Les dirigeants sociaux-démocrates ne se trouvent-ils pas depuis le 1^{er} août 1914 dans le camp de la bourgeoisie ? Ne faut-il pas se réjouir du fait que les travailleurs allemands commencent à se détourner d'eux ? Comment peut-on se lamenter sur les « erreurs » de tels traîtres ? ». Seuls d'incurables sectaires défendront pareil raisonnement. Il se justifierait au cas où les voix social-démocrates se déplaceraient à gauche, vers un parti révolutionnaire, ou du moins centriste. Mais lorsqu'une partie de la classe ouvrière d'un pays industriellement avancé comme l'Allemagne retombe sous l'influence politique de la bourgeoisie, dont elle s'était émancipée depuis plus d'un demi-siècle, y compris à l'époque nazie, la gravité de l'échec ne peut échapper à personne. C'est une nouvelle défaite à mettre sur le compte d'une direction réformiste, compe déjà des plus chargés par l'histoire.

Cependant, si la classe ouvrière a subi une défaite politique, elle n'a pas été battue sur le terrain de la lutte de classe directe. Elle conserve ses principales organisations ; elle garde presque intacte sa puissance syndicale. Pas plus qu'avant les élections elle n'est prête à abandonner à la bourgeoisie tous les profits de la

prospérité. Déjà une série d'organisations syndicales ont dénoncé les accords de salaires. Une vaste campagne revendicative se déclenche sous peu. Sur le terrain de la lutte directe, la classe ouvrière pourra reconquérir les positions perdues sur le terrain politique, si elle sait imposer à la direction syndicale une tactique suffisamment combative et audacieuse.

Par ailleurs, beaucoup de signes indiquent que l'euphorie de la haute conjoncture qui, en Allemagne, dure sans interruption depuis plus de huit ans, approche maintenant de sa fin. Depuis plusieurs années, le « boom » allemand a été nourri avant tout par les exportations de biens d'équipement. Le début de la récession dans l'économie capitaliste internationale ; les mesures de déflation prises dans de nombreux pays ; les restrictions d'importations et les réductions de programme d'investissement risquent de provoquer à brève échéance une chute des exportations allemandes que ne compenseront que partiellement les dépenses accrues de réarmement. Les travailleurs allemands habitués à un nouveau standard de vie — bien qu'encore inférieur à celui de la Grande-Bretagne et de la France — résisteront avec acharnement aux tentatives de le réduire, par suite des effets d'une récession même limitée. Pareille évolution pourrait renverser la situation politique à brève échéance.

Il ne faut cependant pas se cacher que ceci ne représente qu'une variante possible de l'évolution allemande dans les mois à venir. La bourgeoisie s'efforcera de son côté d'exploiter au maximum sa victoire politique. Au sein de l'alliance atlantique, elle renforcera l'aile la plus hostile à des accords partiels avec le Kremlin. Elle cherchera à accroître le poids et les prérogatives de l'armée allemande sur le continent européen. Elle essaiera de faire sauter les clauses restrictives des accords de Bonn et de Paris, notamment au sujet de la production d'armes nucléaires.

A l'intérieur du pays, elle fera peser son poids sur les syndicats, en vue d'en détacher la minorité catholique, et sur le parti social-démocrate lui-même, en vue de renforcer l'aile droitiste, ouvertement antimarxiste, des Carlo Schmid et Erlen. Elle appuyera encore plus nettement le patronat dans les conflits de travail, et accélèrera la rentrée politique d'éléments des plus compromis de l'époque nazie.

Pour que le mouvement ouvrier surmonte rapidement les effets du 15 septembre, il faut procéder à une autopsie complète et objective des causes de la défaite, au sein des organisations ouvrières. Il faut regrouper tous les éléments militants et marxistes, non seulement pour défendre la tradition et la doctrine du mouvement ouvrier contre des « rénovateurs » petits bourgeois et bourgeois, mais encore pour passer résolument à l'attaque contre les premiers responsables de l'échec électorale. Le regroupement de la gauche syndicale et social-démocrate, au sein des organisations de masse, la réaction énergique contre les tendances au désarroi et à la démoralisation, contribueront à accroître les chances de luttes ouvrières qui, à leur tour, influenceront favorablement la cristallisation d'une nouvelle direction de la classe ouvrière allemande.

L'évolution de la campagne de « rectification »

Ce qui se passe actuellement en Chine, déclarait récemment (18-9-1957) l'éditorial du Quotidien du Peuple « est une révolution socialiste sur les fronts politique et idéologique ». Il définissait le but de la campagne de « rectification » en cours comme visant à travers la lutte contre « les droitiers bourgeois », à compléter les accomplissements économiques et sociaux de la révolution chinoise également sur le plan politique et idéologique. C'est là maintenant la toute récente justification officielle de la campagne de « rectification » déclenchée à la suite du fameux discours de Mao-Tse-Toung en février dernier.

Ce discours avait cependant — au moins initialement — un but précis différent : « rectifier le style du travail du P.C. chinois » parmi les masses en attirant l'attention sur le nouveau genre de « contradictions » qui surgissent dans un Etat ouvrier entre les masses et leur direction.

Le discours a été interprété jusqu'en mai 1957 environ par la presse chinoise et les porte-parole du P.C. chinois comme visant à relâcher un peu le contrôle bureaucratique sur les masses et à leur reconnaître quelques droits à la libre critique du régime. Mais depuis cette date, la campagne de « rectification » s'est rectifiée à nouveau en tant que campagne de dénonciation et de lutte contre les éléments « droitiers bourgeois », capitalistes et intellectuels, incrustés dans les différents « partis démocratiques ».

L'invitation des masses à la « libre » discussion et critique ne fut pas formellement abandonnée. Pratiquement, cependant, l'accent a été mis sur la lutte contre les « droitiers ». Certes, affirma le Quotidien du Peuple (18-9-1957), il ne s'agit pas « d'arrêter les droitiers ou de les exterminer physiquement », sauf « ceux qui sont activement contre-révolutionnaires ou coupables d'avoir transgressé les lois pénales » ; il s'agit de procéder avec eux par des discussions contradictoires publiques.

Ces éléments, explique actuellement la presse chinoise, avaient jusqu'à maintenant dissimulé leur opposition au socialisme et ne se sont manifestés de manière

agressive qu'à la suite des encouragements reçus des événements hongrois et du discours de Mao-Tsé-Toung. Leur résistance au socialisme fut ranimée par les transformations économiques qui ont eu lieu en 1956 dans le domaine de l'industrie et de l'agriculture.

Que ces transformations hâtives, de caractère plutôt administratif que basées sur des possibilités matérielles et techniques réelles, aient exaspéré la lutte des classes en Chine, c'est certain. La « socialisation » formelle de l'industrie et de l'agriculture a attisé les réactions de toutes les forces sociales hostiles, non encore économiquement liquidées.

Mais ces forces ne sont devenues dangereuses qu'en trouvant des appuis dans leurs critiques contre le régime, dans les masses mêmes, mécontentes de leurs conditions de vie, et surtout du strict contrôle bureaucratique sur elles exercé par l'appareil du P.C. chinois. D'où l'alarme qui a saisi la direction de ce parti dès que les masses ont commencé « à parler franc ».

Que Mao lui-même ait dû, dans ces conditions, restreindre dans le texte écrit de son discours le contenu initial plus « libéral » de celui-ci, ou qu'il ait été mis en minorité par une tendance plus « dure » de la direction du parti, c'est là matière à spéculation que, faute de renseignements exacts, nous ne pouvons pas trancher avec certitude dans un sens ou l'autre.

Il est cependant infiniment probable que la direction chinoise, placée devant les problèmes économiques et politiques que pose l'approfondissement de la révolution dans le pays, n'est pas unanime.

Il ne suffit pas de découvrir maintenant que la « démocratie nouvelle » n'est pas une « troisième voie » entre le capitalisme et la dictature du prolétariat mais se confond avec cette dernière; ni que les capitalistes représentent une force hostile au socialisme, qu'on ne peut réduire seulement — ou principalement — par la « persuasion ». Il faut, tout en affirmant le caractère de classe du régime, lui donner une structure qui combine son caractère de dictature envers les éléments des classes ennemies avec son caractère de démocratie la plus large pour la classe. C'est-à-dire construire un véritable Etat soviétique démocratique, basé sur les Conseils des ouvriers et des paysans, reconnaissant le droit à l'existence politique à toutes les tendances qui se placent dans cette légalité soviétique.

Au lieu de cela, le régime chinois a établi de fait la dictature du P.C. chinois, lui-même monolithique et dirigé d'en haut.

Pour cacher cette réalité, la direction chinoise a permis à quelques « partis démocratiques » de vivoter à ses côtés. Elle découvre maintenant que ces partis n'ont cessé d'être des nids de « droitiers bourgeois ».

La direction chinoise avait consenti à quelques concessions envers les éléments bourgeois, tout en ayant gardé le monopole de la représentation démocratique de l'immense masse des paysans pauvres et des ouvriers du pays. Que la campagne de « rectification » aboutisse seulement à remettre au pas les « partis démocratiques », qui l'un après l'autre procèdent actuellement à leur épuration des « éléments droitiers capitalistes », sans élargir la démocratie réelle pour les masses, ne démontre que l'incapacité de cette direction à affronter le fond de ses difficultés avec les masses.

Premiers commentaires

Comme le verront nos lecteurs par ailleurs, le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale vient d'achever ses travaux.

Dans l'histoire du mouvement trotskyste international, cet événement occupera une place d'une très grande importance. Le 5^e Congrès apparaîtra comme étant celui qui a homogénéisé le mouvement trotskyste international sur les perspectives révolutionnaires ouvertes par les 3^e (1951) et 4^e (1954) Congrès mondiaux, consolidant les positions acquises dans ces dernières années par l'Internationale, et garantissant des progrès importants nouveaux, décisifs même.

Le 3^e Congrès Mondial avait permis au mouvement trotskyste organisé dans la IV^e Internationale de dégager les perspectives révolutionnaires découlant de l'appréciation du rapport de forces global défavorable à l'impérialisme, et de décider le tournant tactique fondamental vers l'intégration des forces de l'Internationale dans le réel mouvement de masses dans chaque pays. C'est grâce à cette réorientation que l'Internationale a pu faire face avec succès aux tournants brusques, aux crises politiques explosives qui ont marqué l'évolution de la situation internationale depuis 1951, du Vietnam, de Formose, de Suez, et à l'éclatement de la crise ouverte du stalinisme.

Le 4^e Congrès Mondial fut surtout celui de la bataille pour la survie de l'Internationale en tant que parti mondial centraliste-démocratique, soumise aux attaques de forces centrifuges et liquidatrices.

Le 5^e Congrès Mondial vient de démontrer de la manière la plus éclatante que l'Internationale a pu conserver et fructifier tout l'acquis positif de ses deux

congrès antérieurs et homogénéiser ses rangs à un degré inconnu dans le passé du mouvement trotskyste international.

Les rapports et les documents issus de ce Congrès — que les lecteurs de Quatrième Internationale auront la possibilité de consulter bientôt — démontreront le haut niveau de maturité politique auquel est parvenu le mouvement organisé de la IV^e Internationale, s'efforçant de donner une réponse à toutes les grandes questions qui préoccupent l'avant-garde communiste internationale: les perspectives économiques et politiques internationales à long et à court terme; le déclin du stalinisme, les conditions et les perspectives de sa chute; les enseignements à tirer de l'évolution de la révolution coloniale depuis la 2^e guerre mondiale, et ses nouvelles perspectives.

La discussion au Congrès même fut une des plus riches dans l'histoire du mouvement trotskyste international, et a porté sur des questions précises actuelles, et non sur des questions doctrinales abstraites. Par exemple: le programme concret de la révolution politique en U.R.S.S. et dans les « Démocraties populaires »; le sens de la dictature du prolétariat en tant que dictature de classe et démocratie la plus large pour la classe; la conception de la révolution permanente à la lumière des expériences concrètes de l'après-guerre en Chine, en Inde, en Indonésie, en Amérique latine, de la révolution arabe en cours; le problème des chances d'industrialisation des pays coloniaux et dépendants en régime capitaliste; les conséquences économiques, à court et à long terme, pour l'impérialisme de la perte des colonies; les possibilités et les conséquences de la concurrence économique des Etats ouvriers et de l'impérialisme dans le domaine des pays coloniaux et dépendants; les perspectives de l'évolution économique, à long et à court terme, du capitalisme et des Etats ouvriers; la question de la guerre vue dans son essence actuelle concrète, en tant que résistance de l'impérialisme à l'avance de la révolution mondiale, etc., etc.

En même temps, le 5^e Congrès Mondial s'est penché sur les problèmes pratiques concrets concernant le travail de l'Internationale dans le réel mouvement de masses de chaque pays: problèmes de l'évolution de la tactique centrée, de la presse, du recrutement, etc.

La IV^e Internationale doit apparaître de plus en plus, non comme se délimitant négativement par rapport au stalinisme agonisant, mais positivement en tant que direction politique communiste qui actualise la réponse du communisme à tous les problèmes politiques, culturels et sociaux de l'humanité de ce milieu d'un siècle extraordinaire, le plus fantastiquement dynamique de toute l'histoire.

Sans se faire d'illusions sur nos limitations encore grandes en effectifs, sur les difficultés dont notre chemin est toujours hérissé, le 5^e Congrès Mondial de l'organisation internationale militante des trotskystes savait pourtant que l'heure de la victoire de nos idées et de nos luttes longues, dures et tenaces est maintenant plus proche que jamais!

I. DAVAL

Où en est la révolution polonaise ?

L'article que nous publions ci-dessous a été écrit bien avant les récents développements en Pologne, marqués par la grève des ouvriers de Lodz, l'interdiction de « Po Prostu » et les manifestations des étudiants qui l'ont suivie. Tel qu'il est il éclaire cependant ces développements.

Dans le cadre d'une situation économique qui ne s'améliore que très lentement, aussi bien sur le plan du pouvoir d'achat des masses que de leurs conditions de logement, le malaise ouvrier mis en évidence par la grève de Lodz persiste et s'aggrave. Seule la remise aux ouvriers du contrôle effectif et de la gestion de l'économie et de l'Etat pourrait leur faire admettre les conditions actuelles de vie et susciter en eux un nouvel élan.

Cette remise devrait s'incarner dans la reconstruction — de la base au sommet — d'un Etat soviétique démocratique. C'est à cela que tendait confusément le mouvement de création des Conseils ouvriers, surgi de la base. La direction centriste bureaucratique de Gomulka s'est efforcée de circonscrire ce mouvement dans de strictes limites qui font peu à peu des Conseils ouvriers de nouveaux organismes bureaucratiques à côté de ceux des syndicats et du Parti dans les usines. Mais, de cette façon, la direction gomulkaïste se prive de l'appui créateur des masses et replonge celles-ci sinon dans une hostilité ouverte du moins dans une indifférence routinière par rapport au régime.

La désaffection des étudiants à l'égard de la direction n'est pas moins profonde. L'interdiction de « Po Prostu » pour avoir, selon les termes mêmes de « Tribuna Ludu » défendu l'idée de la remise de tout le pouvoir aux Conseils ouvriers ; les excès commis par la milice fidèle au gouvernement (à laquelle les ouvriers de Zeran et d'autres usines de Varsovie ont refusé de se joindre) et les exclusions de rédacteurs de « Po Prostu » ne feront qu'accentuer le divorce entre Gomulka, virant de plus en plus vers le néo-conformisme style « titiste » et la gauche ouvrière et estudiantine. La faiblesse de cette gauche consiste cependant toujours dans le manque d'une direction marxiste révolutionnaire.

Comblant cette lacune est la tâche à laquelle les éléments marxistes révolutionnaires du pays doivent maintenant s'atteler sans tarder.

« Quatrième Internationale. »

Une révolution ne surgit pas parce que sous l'ancien régime politique ou social « tout allait mal » ; dans ce cas il y aurait stagnation, pourrissement, désintégration, ne laissant aux forces nouvelles aucune possibilité de développement. Une révolution surgit lorsque, dans les conditions anciennes, il y a eu un réel progrès dans différents terrains essentiels — un progrès qui se trouve freiné par l'ancien cadre organisationnel, de sorte qu'un

nouveau bond en avant ne peut se produire qu'en bouleversant ce cadre. Bien entendu, il faut que la stagnation de l'ancien régime se révèle pratiquement d'une manière tellement évidente que l'ancien groupe dirigeant commence à sentir lui-même son inutilité objective, ce qui le mène à une corruption plus grande et à une désintégration. Il est certain que, pendant la période de freinage et de stagnation, des parties d'autres

couches de la population peuvent être atteintes par cette désintégration et se trouver démoralisées.

L'Octobre polonais a été un authentique mouvement révolutionnaire pendant lequel de jeunes forces, créées par l'ancien régime se révoltèrent contre lui. Ces jeunes forces étaient constituées d'une part par l'avant-garde de la classe ouvrière qui se trouve surtout dans les entreprises de l'industrie lourde, d'autre part par l'avant-garde de la jeunesse intellectuelle, avant tout les étudiants.

Elles ont pu agir comme dirigeants de l'immense majorité de la population polonaise parce que la banqueroute de la direction stalinienne s'était avérée clairement à tous. Pour comprendre la révolution politique polonaise et ses perspectives, il faut savoir évaluer les deux grands résultats positifs de l'après-guerre : l'industrialisation et la réforme de l'enseignement. Il faut en même temps étudier la mauvaise gestion de l'Etat et de l'économie pour mieux comprendre le sens du mouvement révolutionnaire.

L'INDUSTRIALISATION : CONQUÊTES ET ASPECTS NEGATIFS

Le plan sexennal qui commença en 1949 a changé fondamentalement la structure économique polonaise — et même, dans une certaine mesure, il l'a trop changée. En effet, le plan mit en évidence les inepties stalinienne typiques qui avaient eu leur effet négatif en U.R.S.S. même, mais dont l'imitation à l'échelle et dans les conditions des différentes économies des « démocraties populaires » devait engendrer beaucoup plus vite des situations impossibles. Il y eut en premier lieu la manie de construire dans chaque petit pays une économie « complète », imitation ridicule de la politique néfaste de Staline tendant à la construction du socialisme « dans un seul pays ». La division internationale du travail, même dans le cercle plus restreint du « camp socialiste », fut réduite à son minimum, sans que pour aucun des pays des « démocraties populaires » l'autarcie ne devienne possible. Pour des raisons politiques relevant de la direction bureaucratique du Kremlin, une fédération économique des pays de l'Europe orientale fut évitée, et les principales relations économiques furent celles qui existèrent entre chaque « démocratie populaire » prise séparément et l'U.R.S.S.

Ensuite, évidemment en relation avec la manie précédemment citée, il y eut la tendance à commencer la construction de l'économie à partir d'une page blanche, sans tenir compte de l'économie déjà existante, et ce fut bien entendu l'industrie lourde qui bénéficia d'une priorité absolue. On construisit ainsi en Pologne une grande industrie sidérurgique bien que le pays ne contienne presque pas de minerais de fer. La production d'acier s'élevait avant la guerre à 1.450.000 tonnes environ ; aujourd'hui elle est de quelque 5 millions de tonnes, et à la fin du nouveau plan quinquennal ce total devra s'élever à 7 millions.

Evidemment une bonne industrie lourde est à la base de l'industrie légère — on trouvera cela dans les premiers paragraphes de chaque manuel scolaire ; mais il faut douter de la sagesse de cet axiome si son interprétation revient à obliger chaque pays à forcer le développement d'une industrie nationale d'acier. pement d'une industrie nationale d'acier. truire le stalinisme polonais et qui mena à la priorité absolue de la construction d'une industrie lourde a naturellement laissé subsister la dépendance de la Pologne vis-à-vis de son commerce exté-

rieur. Les deux tiers environ du minerai de fer dont la Pologne a besoin viennent de l'U.R.S.S. (trois millions de tonnes environ en 1956, plus encore pour l'année en cours) ; le reste provient de l'Inde, de la Chine, de Suède. Quoi qu'il en soit, une industrie sidérurgique de grande envergure a été réalisée, entre autre par la création d'une ville métallurgique entièrement nouvelle, Nowa Huta (environ 80.000 habitants) près de l'ancienne Cracovie, où l'on trouve environ 17.000 ouvriers métallurgistes et autres.

Beaucoup de Polonais reconnaissent maintenant qu'il eût été préférable de se concentrer plutôt sur la construction de l'industrie chimique puisque le charbon constitue la richesse nationale de la Pologne (1). Les produits de cette industrie chimique pourraient s'échanger contre des produits en acier. De toute façon, on indique officiellement que l'industrie chimique elle aussi a triplé depuis 1949, mais elle souffre du même manque d'harmonie que l'industrie sidérurgique : c'est un fondement sans bâtiment. L'industrie lourde produit trop de matériaux semi-finis, et de grands investissements seront nécessaires pour parvenir à une production suffisante de produits finis sur cette base. Des laminaires « à froid » pour lames (acier noble) sont en construction. On espère terminer la construction d'un laminoir de cette sorte à Nowa Huta en 1958 et à Varsovie vers la fin de 1959. Dans l'industrie chimique, la production de plastique, de rayonne, d'engrais doit être développée.

La base de l'économie nationale polonaise est la production de charbon. Dès avant la guerre la production des mines polonaises s'élevait à 38 millions de tonnes par an ; en 1947 elle atteignait 75 millions de tonnes, ce progrès étant dû évidemment à l'annexion des régions minières allemandes. L'exploitation minière fut ensuite considérablement développée dans le cadre du plan sexennal. La production en 1956 était de 95 millions de tonnes, ce qui était trop peu, le plan ayant posé comme but 100 millions de tonnes. Le nouveau plan pour cette année se limite à une production de 93 millions de tonnes.

(1) La découverte de gisements de soufre riches et exploitables sur le cours supérieur de la Vistule renforce encore ce point de vue.

Cette tendance à la baisse est la conséquence de la sur-exploitation pratiquée pendant des années aux dépens des installations et des ouvriers. Tandis que chaque année les normes du plan se trouvaient automatiquement élevées, l'industrie minière manquait de nouvelles installations et on se basait presque exclusivement sur un effort physique plus grand des mineurs (surtravail, travail du dimanche trois fois par mois, etc) — ce qui ne pouvait avoir pour résultat que la « fuite » des ouvriers par des maladies, etc.

Si la production a augmenté pendant toute une période, en grande partie grâce à cette exploitation excessive, il n'en reste pas moins vrai que l'économie nationale n'en a pas assez profité. Le produit du travail du mineur, le charbon, ne fut pas moins gaspillé que la force musculaire des ouvriers. La consommation nationale de charbon fut toujours plus grande que prévue. Les mines sont déficitaires à cause des prix extrêmement bas du charbon, aussi bien pour l'usage industriel et l'énergie électrique que pour l'usage domestique, si bien que les mines (et, par leur marge déficitaire, l'Etat) subventionnent les autres industries. Tout cela était cause de gaspillages.

Un trait caractéristique de la planification stalinienne était la négation des anciennes forces productives. Par exemple, on construisit six nouvelles usines de coton modernes, mais on refusa de rééquiper les usines existantes qui produisaient encore.

Une autre « loi » de la planification stalinienne était que plus on s'approche du consommateur, plus mauvaise est la production. Lorsqu'il y avait des difficultés à atteindre les objectifs du plan — et ces difficultés s'accumulaient de plus en plus — on les faisait supporter par l'industrie légère et l'agriculture qui ne recevaient pas les moyens nécessaires, et ce pour « sauver » le plan de l'industrie lourde. A la campagne il n'y avait pas de clous, pas de chaux, rien pour entretenir les bâtiments. Ce qui fut construit par un effort considérable fut perdu d'autre part par la négligence de l'appareil productif existant.

Le taux d'investissement était très élevé. Pendant le plan sexennal on investit jusqu'à 28% du revenu national. Le professeur Lange a déclaré récemment au Parlement que ce taux était de 23,3% pour 1955, de 20,5% pour 1956, et qu'il serait de 18,7% pour 1957. On exagéra tellement qu'on dut très vite constater qu'au moins une des normes du plan n'était pas atteinte : la consommation des produits industriels réservés aux ménages était toujours inférieure à ce qui avait été prévu dans le plan, par tête d'habitant.

Cette tête d'habitant polonais ne consiste pas seulement en une bouche mais aussi en un cerveau, siège de la volonté morale, et ce fait, trop négligé par les bureaucrates et les calculateurs, eut une influence négative sur la volonté de travailler, malgré les lois draconiennes sur la discipline socialiste du travail.

Tandis que diminuait la volonté de produire des travailleurs, la couche parasitaire vivant sur la marche de la production ne cessait de croître. Cette croissance de l'appareil d'administration et de contrôle et la grande centralisation eurent pour résultat un gaspillage encore plus grand des forces productives. Chaque ministère industriel tendait à se scinder : on comptait par exemple trois ministères pour le bâtiment — celui des bâtiments industriels, celui des logements et enfin celui des matériaux de construction ; après Octobre on les a à nouveau combinés. Chaque ministère est subdivisé en une série d'agences spéciales (Centralne Zarzandy) pour les différentes parties des tâches ; et chaque agence — comme chaque ministère — s'occupait avant tout d'atteindre ses propres normes, sans compter avec les besoins des autres branches. Un dogme absolu du Bureau de la planification nationale était que chaque unité productive devait produire plus que l'année précédente. Les plans furent fixés en quantités (unités physiques), on tâcha de stimuler la volonté productive par des primes pour ceux qui arrivaient à atteindre les buts et même à les dépasser. Dans ce système (d'autant plus qu'on connaissait les risques encourus si on ne savait pas remplir le plan), chaque moyen était bon pour atteindre les chiffres demandés, d'où la tendance à se « spécialiser » sur le travail grossier et à ne pas fabriquer des produits de précision ou de qualité. Même dans l'industrie de consommation, il y eut un plan rigide dressé par l'Agence Centrale du ministère en question qui fixa le nombre de bonbons roses, carrés, etc..., même si les consommateurs les détestent et n'en achètent point. Comme si le socialisme ne devait pas éliminer le gaspillage de la production anarchique du capitalisme ! On supplanta les contacts avec les marchés par les papiers émanant des bureaux.

La désorganisation croissante causée par la gestion bureaucratique de l'économie, qui était en même temps très centralisée et scindée verticalement à l'extrême, avait des effets visibles pour chaque ouvrier dans son usine. Le rythme de la production était interrompu. Au commencement du mois on ne travaillait guère parce qu'on manquait de certaines choses nécessaires qui n'étaient pas livrées à temps, ou qui étaient livrées en quantité ou en qualité insuffisantes, par une autre usine ressortissant à un autre ministère ou à une autre Agence centrale. L'administration de l'usine commençait la quête pour obtenir les matériaux nécessaires. Dans la seconde moitié du mois, comme on voulait remplir les quotas mensuels, la production redémarrait. Les heures supplémentaires devenaient normales, on ne soignait plus les machines, des fonctionnaires allaient trouver les ouvriers dans leurs maisons pour les amener aux travaux du dimanche. Quand de telles difficultés se produisirent aussi dans l'industrie lourde, le régime bureaucratique s'était rendu impossible, et ce fait s'ancre fermement

dans l'esprit des ouvriers et des dirigeants de l'usine.

Le contrôle administratif et policier se renforçait dans la mesure où les difficultés se multipliaient. Le parti et les syndicats firent tout pour renforcer l'exploitation excessive de la force de travail. Le Bureau central de planification ne planifiait pas seulement, mais contrôlait aussi la réalisation de ses plans. Chaque appareil avait tendance à se doubler d'un appareil de contrôle, et

LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Il y avait enfin le problème assez simple de l'incompétence de beaucoup de gérants d'entreprises. Il est certain qu'un problème semblable se pose dans une certaine mesure après chaque révolution sociale. Il faut parfois remplacer des anciens cadres qui ont servi le régime précédent par des hommes nouveaux qui sont peut-être inférieurs en ce qui concerne leurs connaissances, mais qui, soutenus par les masses révolutionnaires qu'ils mobilisent, sauront dans la plupart des cas inspirer et diriger une nouvelle société. Plus l'enthousiasme et le contrôle démocratique du peuple travailleur seront grands et plus il sera facile, non seulement de s'emparer de l'ancien appareil productif, mais aussi d'utiliser les anciens cadres et de se servir de leurs connaissances techniques. En Pologne il en fut ainsi dans une certaine mesure en 1944 et 1945, quoique dès le commencement de la transformation sociale de la Pologne le fait de « l'importation » des vices bureaucratiques du stalinisme pesa lourdement. Mais les cadres de 1944-1945, voulaient servir parce que la Pologne était reconstituée en Etat indépendant et qu'il y avait la transformation sociale, furent eux-mêmes chassés.

Le remplacement de ces cadres — dont se défiait la bureaucratie stalinienne — par de nouveaux commença sur une grande échelle dès le commencement du plan sexennal, donc dès 1949. Ces nouveaux cadres, qui manquaient parfois de capacité, servaient d'autant mieux les maîtres qui les avaient fabriqués. Dans le cas de la Pologne, il ne s'agit donc pas d'un problème initial à résoudre au cours des années, ce fut au contraire une question qui s'exacerba dans la mesure où la faillite de la planification et de la gestion bureaucratiques se faisait sentir davantage, et dans la mesure où se multipliaient les appareils de contrôle.

Nous avons vu que l'appareil bureaucratique se heurta à sa création favorite, la grande industrie, et au prolétariat concentré travaillant dans celle-ci ; de la même façon, l'incompétence de beaucoup de fonctionnaires aviva le choc entre le stalinisme et la jeune intelligentsia. La réforme de l'enseignement en Pologne, comme dans d'autres pays du bloc soviétique, est un des acquis fondamentaux de l'après-guerre. Il s'agit de la possibilité donnée aux fils et aux filles

cette tendance se renforçait dans la mesure où le contrôle direct des producteurs et des consommateurs était plus éloigné.

Ajoutons à tout cela que la production d'armements, surtout à partir de 1951, exigea une très grande partie des forces productives, les détournant ainsi de la construction de l'économie. Les mises de fonds dans l'industrie de guerre ont atteint en cinq ans — de 1951 à 1955 — 10,4 milliards de zlotys, soit environ 11% des mises de fonds d'investissements dans l'industrie.

des ouvriers manuels et des paysans pauvres de continuer leurs études aux frais de l'Etat lorsqu'ils font preuve de capacités. Avant la guerre, la Pologne comptait environ 30.000 étudiants ; il y en a maintenant 150.000 répartis dans un assez grand nombre d'universités et d'institutions anciennes ou nouvelles. Tandis qu'avant la guerre les études étaient le privilège des classes possédantes ou des classes moyennes, aujourd'hui on peut dire qu'entre 75 et 80% des étudiants sortent des milieux d'ouvriers manuels. Les écoles moyennes (enseignement secondaire) auront cette année quelque 70.000 élèves.

Il est vrai que le niveau de l'instruction universitaire a été assez bas à cause de « l'industrialisation » des études (tant d'étudiants à produire pendant tel trimestre...) et de l'atmosphère idéologique néfaste ; tout cela d'ailleurs s'est beaucoup amélioré depuis 1955. Malgré ses faiblesses, la réforme de l'enseignement commence à porter de très bons fruits, d'une qualité d'autant meilleure que les étudiants ne perdent pas le contact avec leur milieu d'origine pendant les études. Ils ne forment pas une couche privilégiée ou même corrompue ; leur subsistance est garantie par un système de services sociaux et par des allocations peu élevées de 300 à 600 zlotys par mois. En ce moment, douze années environ après la guerre, une nouvelle génération de jeunes, provenant des milieux sociaux plébéiens et prolétariens, a parcouru la plus grande partie de la route de l'enseignement secondaire et universitaire et demande des emplois. Ces emplois sont rares pour beaucoup d'entre eux, non pas parce que le pays n'a pas besoin de leurs connaissances, mais parce que les places auxquelles ils auraient droit sont occupées par un beaucoup trop grand nombre de gens ayant des connaissances et des capacités beaucoup trop petites. La même bureaucratie parasitaire bloque la route aux jeunes intellectuels et empêche les industries les plus modernes de fonctionner d'une manière rentable. Le problème de l'efficacité, de la lutte contre la bureaucratie, et donc de la lutte pour la gestion démocratique, a la même signification pour l'ouvrier que pour le jeune intellectuel. Ils sont des alliés naturels dans la lutte contre le stalinisme.

Il va de soi que les étudiants, qui ont pu s'instruire, grâce à la liquidation du

capitalisme, aussi bien que les ouvriers des nouvelles industries n'ont pas de tendances contre-révolutionnaires. Ils ne peuvent pas aspirer au retour du capitalisme. Ils œuvrent, en tant que créa-

LES AUTRES COUCHES POPULAIRES

Tout cela est suffisant pour avoir une impression des très grands acquis du développement de l'après-guerre et du heurt inévitable des résultats positifs avec l'appareil politique et administratif. La justification historique du régime de dictature du prolétariat (même s'il est déformé d'une manière monstrueuse sous sa forme stalinienne) est qu'il a su créer les forces qui sauront réparer les déformations dans un sens socialiste, et que dans ce cas ces forces ont été en état de diriger toute la population.

Néanmoins il ne faut pas sous-estimer les effets négatifs qu'a eus la dictature stalinienne. Il y a une haine très forte, très grande, contre tout ce qui est russe parmi les larges masses populaires; l'autorité de l'Eglise catholique est extrêmement grande — surtout dans les mêmes couches petites bourgeoises, avant tout à la campagne; il y a de très grandes illusions dans l'Occident capitaliste, tandis que surtout en dehors des grandes industries et des universités on pouvait constater une certaine démoralisation et désintégration sociale. Pour ces raisons encore, c'est un fait extrêmement heureux que de jeunes cadres communistes aient pris entre leurs mains la direction du mouvement antibureaucratique d'Octobre, évitant de cette manière l'explosion de haine des masses petites bourgeoises et régénérant la confiance dans le communisme, tout en confirmant l'hégémonie de la classe ouvrière.

A côté des ouvriers de la grande industrie on trouve une couche nombreuse, mais éparpillée, d'ouvriers remplis de préjugés petits bourgeois. Le stalinisme les a exaspérés. Nombreux sont ceux aux-

L'AGRICULTURE

La politique agraire de la direction stalinienne a eu, elle aussi, de graves conséquences. Tout le monde sait qu'une grande entreprise, outillée avec de grands moyens techniques, peut être plus productive qu'une masse de petites entreprises avec un outillage plus primitif. Il est vrai aussi que, quelque 4 ou 5 récoltes après une réforme agraire qui crée des relations égalitaires à la campagne, une nouvelle différenciation sociale prend des formes claires et qu'on voit naître alors une couche de koulaks. Mais pratiquement, comme l'avouent aujourd'hui les autorités polonaises elles-mêmes, il s'est avéré malheureusement, que la petite exploitation agricole a été plus productive que le secteur étatique ou coopératif, malgré les difficultés rencontrées par les entreprises privées. Et même si on a pu éviter la naissance d'une couche de koulaks qui pouvait être socialement dangereuse pour l'Etat ouvrier, surtout si

tions d'une société nouvelle, à libérer cette propriété d'un cancer qui risque de la tuer. Ce sont eux les forces vivantes du prolétariat révolutionnaire, aspirant vers la démocratie socialiste.

quels il fut rendu impossible de continuer leur petite exploitation située quelque part en province par toutes sortes de pressions administratives (impôts, tarifs différentiels pour l'électricité, mesures politiques ou policières). Beaucoup d'entre eux ont liquidé leur exploitation et se sont réfugiés dans les grandes villes, surtout à Varsovie, où il leur fallait trouver des moyens d'existence et un logement dans des circonstances très difficiles. La plus grande partie d'entre eux ne pouvait pas s'assimiler au nouveau milieu industriel et forment une sorte de sous-prolétariat qui pourrait dans certaines circonstances être dangereux. Beaucoup parmi eux, avaient été, avant la guerre, plus ou moins sous l'influence des traditions socialistes ou communistes; mais aigris, ils ont perdu tout idéalisme et leur mentalité ressemble fort à celle de « l'Opéra de Quat-Sous » : il faut se sauver par tous les moyens, « wir waren lieber gut als roh, doch die Verhaeltnisse, sie sind nicht so...!! ». C'est dans ce milieu qu'on trouve des gens qui font du marché noir et qui, se considérant comme ayant été lésés, ne sont pas toujours honnêtes. Il faut reconnaître — et les économistes le savent bien — que ce processus de démoralisation avait atteint la classe ouvrière. En face du chaos croissant provoqué par la bureaucratie et qui les privait souvent des primes de production, des ouvriers n'avaient pas peur de prendre ce dont ils avaient besoin dans l'usine même. Il est évident que la révolution d'Octobre a plus fait pour réparer cet état de choses que les plus draconniennes des lois stalinienne.

elle trouvait un écho dans d'importants milieux des villes, la politique agraire stalinienne a réussi à entraîner la haine de toute la population agricole contre l'Etat. Il y a évidemment des différences locales. Dans les territoires occidentaux (anciennement allemands), des familles paysannes polonaises furent établies sur des terres pour elles entièrement nouvelles, et dans la Pologne centrale la répartition de l'ancienne grande propriété nobiliaire a créé une « bonne volonté » parmi les paysans, ou tout au moins des relations de dépendance envers l'Etat ouvrier par peur d'une intervention occidentale ou d'un retour des « ci-devant ». Dans ces territoires, la collectivisation a été la plus facile à effectuer et il semble que, surtout vers l'Ouest, il existe des entreprises collectives qui ont survécu aux tempêtes de la décollectivisation en octobre et novembre.

Malgré la collectivisation, la masse des

gens travaillant sur des petites exploitations agraires est restée très grande. Selon les statistiques officielles, la Pologne comptait, en 1954, 2.874.800 entreprises agricoles privées, dont 60% comprenaient au maximum cinq hectares. Un peu plus de 30% des familles paysannes n'avaient que 10 à 15 hectares à travailler; près de 10% possédaient ou travaillaient des fermes de 15 à 20 hectares. Les chiffres officiels indiquent que 10% des terres arables étaient réparties entre environ 10.000 coopératives de production; les entreprises agricoles d'Etat comprenaient environ 12% des terres arables.

Les mesures prises contre les koulaks eurent pour résultat que les paysans se gardaient bien de devenir des koulaks, et qu'ils préféraient avoir une petite entreprise plutôt qu'une grande. Le manque de produits fabriqués pour le maintien des constructions, etc., a fait baisser le rendement, et il y avait et il y a encore une grande résistance aux livraisons obligatoires à l'Etat à des prix réduits. Mais peut-être est-ce surtout la menace de la collectivisation qui a agi défavorablement sur la productivité des paysans privés.

Tout cela a eu des conséquences curieuses. Les paysans revenaient à une production qui était en grande partie destinée à leur propre consommation, et les économistes pensent que la consommation paysanne des produits agricoles est en général plus grande qu'elle ne l'était avant la guerre. Les paysans ont parfois refusé de vendre plus que la livraison ne les y obligeait, malgré l'existence du marché libre pour les excédents de production, parce que l'argent, par suite du manque de produits industriels pour les villages, n'avait pas grande valeur pour eux. Il semble que de grandes sommes d'argent (on parle même de 6 à 7 milliards de zlotys) sont entassés chez les paysans; cet argent est maintenant remis en circulation et peut avoir une mauvaise influence, augmentant les dangers d'inflation. Il y eut une campagne systématique pour quitter les campagnes, surtout chez les jeunes, stimulée d'ailleurs par la réforme de l'enseignement. Il semble que, dans certaines régions, on manquait de main-d'œuvre pour l'agriculture. De toute façon les fermes d'Etat peuvent utiliser plus de bras.

Le vent d'Octobre a été trop fort pour la plupart des coopératives. On ne connaît pas encore le bilan final, mais on estime qu'entre 70 et 80% des coopératives agricoles ont été dissoutes. Le sort des machines et des stations de tracteurs n'est pas très clair; il semble que ces machines ont parfois été vendues à un très bas prix, mais aussi que des stations d'Etat ont été données aux communes à la campagne.

La résistance aux livraisons obligatoires à l'Etat à des prix réduits augmente, aussi parce que depuis peu de temps toutes sortes de produits industriels sont à nouveau livrées à la campagne qui sait donc maintenant comment utiliser son argent. On a supprimé la livraison obli-

gatoire du lait, mais pas encore celle des autres produits. Il est difficile pour l'Etat de prendre cette décision parce que, dans ce cas, les prix des aliments augmenteraient dans les villes et provoqueraient une nouvelle distribution du revenu national en faveur des paysans. La livraison obligatoire du blé englobe environ 30% de la récolte qui est fixée en fonction du nombre d'hectares.

Le cours nouveau de la politique agraire après Octobre a encouragé l'initiative des paysans. Ils veulent à nouveau louer plus de terres et acheter du bétail. Les prix des produits agricoles sur le marché libre ont, pour la première fois depuis longtemps, une tendance à la baisse.

Quelle est l'attitude des paysans envers le régime actuel? C'est une contre-vérité historique de dire que les petits paysans privés sont en principe des contre-révolutionnaires. Dans certaines circonstances historiques, même la paysannerie pauvre peut être entraînée, par l'intermédiaire d'institutions politiques ou religieuses sous la dénomination de la réaction des villes, à être un instrument de la grande bourgeoisie; mais ses intérêts sont autres. Dans l'histoire même de la Pologne, l'organisation de la jeunesse paysanne, ou une partie de celle-ci, organisée sous le nom de « Wici » (signal de feu) a parfois laissé entendre des points de vue radicaux, malgré une idéologie foncièrement réactionnaire; au temps du régime Pilsudsky, il y eut parfois une collaboration entre les jeunes communistes, socialiste et agraire. Maintenant que la Pologne ne connaît plus de grande bourgeoisie puissante pouvant se rendre maîtresse du mouvement paysan pour l'utiliser à ses propres fins, il n'y a aucune raison pour considérer a priori la masse des paysans comme l'instrument des contre-révolutionnaires. On ne peut pas supposer qu'ils veuillent restaurer l'ancien régime, même si la politique des stalinien a engendré une grande méfiance à l'égard de l'Etat ouvrier. Cependant, sous l'effet du stalinisme, l'Eglise catholique a renforcé son autorité, et d'autre part certains aspects du stalinisme ont ou bien renforcé ou revivifié des tendances antisémites. Mais ce n'est pas par hasard que le clergé catholique a adopté une position très nuancée envers la direction Gomułka, prudence qui est d'ailleurs réciproque. Car si la haine des paysans contre les apparetschiks (fonctionnaires) locaux peut être très profonde, leur vénération pour le nom de Gomułka n'est pas moindre, celui-ci leur paraissant un véritable « deus ex machina » ou un Messie. Des explosions peuvent avoir lieu contre des fonctionnaires locaux, exaspérés encore par l'athéisme des cadres communistes, mais elles ne constituent pas en ce moment dans l'esprit des paysans une révolte contre Gomułka, mais plutôt une révolte contre ceux qui ont fait incarner Gomułka et le cardinal Wyszyński.

Il est clair que cette situation ambiguë ne peut pas se prolonger éternellement. C'est pourquoi le gouvernement polonais peut être amené plus vite que les écono-

mistes ne le souhaitent, à liquider ou à amoindrir les autres livraisons obligatoires que le lait, ou du moins à augmenter le prix payé par l'Etat pour ces marchandises. Cela pourrait alors avoir des conséquences graves pour le niveau

L'EGLISE CATHOLIQUE

Il faut s'étendre un peu plus sur l'influence de l'Eglise catholique en Pologne. Il est indéniable que la hiérarchie catholique représente une grande force organisée qui, par ses liaisons avec le Vatican, est en contact avec la réaction mondiale. Mais le clergé ne peut pas être identifié avec la contre-révolution qui ne représente pas un danger intérieur dans la Pologne actuelle. La Pologne a montré dans les conditions défavorables qu'a créées le stalinisme, qu'il est possible de trouver un *modus vivendi* entre le clergé et l'Etat ouvrier, si la grande bourgeoisie et la féodalité sont réellement à tout jamais liquidées.

Une véritable direction révolutionnaire aurait pu obtenir un semblable résultat avec beaucoup moins de sacrifices. Mais la direction stalinienne a d'une part privé les campagnes des produits dont elles avaient besoin, créant ainsi une grande animosité contre l'Etat, et, d'autre part, essayé en même temps de se procurer à bon marché la servilité des paysans en utilisant l'appareil de l'Eglise à ses propres fins. Or, ce qu'une force d'Etat féodale et bureaucratique a pu faire avec par exemple les églises d'Etat luthériennes de la Prusse, ou orthodoxes de la Russie, elle n'a pas pu le réussir avec le clergé catholique de la Pologne, malgré la parade des « prêtres partisans de la paix ». La cause réside en partie dans le caractère international de l'Eglise catholique qui a son centre dans le monde capitaliste, et d'autre part on peut expliquer cela par le fait que la domination russe a prolongé le rôle « national » de cette Eglise. A l'exception de l'Irlande, il n'y a pas de pays où le clergé catholique a joué un aussi grand rôle dans la lutte pour l'indépendance nationale qu'en Pologne, et cela parce que cette lutte était aussi dirigée contre les Eglises d'Etat des oppresseurs. (Eglise anglicane, Eglise orthodoxe). Enfin, dès la fin de la deuxième guerre mondiale, le poids spécifique du catholicisme a pu augmenter parce que le pays a perdu presque tous ses citoyens orthodoxes, qui sont devenus des citoyens soviétiques; ses citoyens luthériens, qui ont été expulsés en grande partie vers l'Allemagne, tandis que les Juifs avaient été pour la plupart exterminés pendant la barbarie nazie, si bien que jamais dans son histoire la Pologne n'a été aussi homogène du point de vue religieux.

Gomulka a dû faire sans doute de grandes concessions à l'Eglise, surtout en ce qui concerne l'enseignement de la religion dans les écoles. En effet, les staliniens, voulant utiliser l'Eglise pour leurs propres buts, n'ont pas instauré cette réforme de la révolution bourgeoise classique, à savoir la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il est impossible de

de vie des ouvriers urbains, et c'est entre autres une des raisons pour laquelle le gouvernement polonais cherche à obtenir des crédits étrangers pour l'importation à brève échéance de produits agricoles.

de le faire maintenant. En ce moment, il est extrêmement difficile pour des parents athées de retirer leurs enfants de l'école aux heures où le prêtre payé par l'Etat, donne ses cours de religion. En dehors des grands centres urbains, et même dans ceux-ci, il règne un climat de terreur qui, dans le cas d'une attitude courageuse des parents athées sur cette question, met les enfants dans une situation très difficile. Dans les rangs du Parti Ouvrier Unifié sévit un grand mécontentement à cet égard, qui semble d'ailleurs être plus grand chez les anciens socialistes que parmi ceux qui ont été éduqués par le stalinisme. On dit dans ces cercles que Gomulka n'aurait pas voulu faire ces concessions, mais y a consenti parce que le cardinal l'aurait menacé d'une pétition monstre qui aurait débordé le cadre de l'enseignement proprement dit.

Ainsi le Parti ouvrier a dû faire un grand pas en arrière, le clergé donnant en échange son soutien politique au régime Gomulka, soutien qu'il pouvait difficilement refuser étant donné la vénération des paysans pour la personne de Gomulka. Une solution durable doit être recherchée dans le domaine de la politique économique envers la paysannerie et les couches petites bourgeoises en général, en faisant diminuer graduellement les possibilités du clergé à se livrer à une activité politique plutôt que dans un heurt entre l'Etat et l'Eglise. L'Etat ouvrier est aidé dans tout cela par la réforme de l'enseignement.

Il semble possible d'améliorer beaucoup la situation, même à brève échéance. La vague de décollectivisation est passée, et nombreux sont les paysans qui recommencent d'une manière ou d'une autre une collaboration coopérative sans contrainte et avec les statuts les plus variés. Il doit être possible de donner une direction et un développement plus grand à cette tendance, à condition de fournir les moyens d'investissement nécessaires à des prix raisonnables. Déjà depuis 1954 des améliorations dans ce domaine se sont produites. On indique maintenant qu'on livre trois fois plus de machines agricoles qu'en 1953 et qu'on se spécialise à l'heure actuelle surtout dans la livraison des petites machines agricoles, les autres n'étant nécessaires que pour les grandes exploitations. En une année on a augmenté les livraisons de bois pour les campagnes jusqu'à 271%, le ciment de 73%, etc. On encourage aussi la production artisanale en donnant des crédits à ceux qui veulent commencer une petite entreprise; malheureusement, il semble que certains d'entre les « would be » artisans utilisent plutôt ces fonds pour le commerce, c'est-à-dire le marché noir et la spéculation, que pour la production.

LE DANGER D'INFLATION

Le chaos économique résultant de l'échec de la politique stalinienne constitue une hypothèque qui pèse lourdement sur le nouveau régime. Mais il est nécessaire d'étudier de près le caractère des difficultés économiques. La Pologne n'est pas un pays économiquement sous-développé comme l'étaient l'U.R.S.S. après 1917 ou la Yougoslavie, à l'heure actuelle. Les forces productives et le niveau culturel de la population sont bien développés — quoique de manière inégale. Exception faite du cas d'un boycottage économique ou d'une guerre, on peut supposer que l'économie polonaise est suffisamment développée pour pouvoir surmonter à un rythme rapide l'héritage du stalinisme — à condition d'un changement radical du système de planification. C'est avant tout une question politique et organisationnelle, et beaucoup moins une question de développement insuffisant des forces productives, quoiqu'il soit évidemment vrai que le développement de celles-ci reste une tâche centrale. Mais cette tâche ne peut être remplie que par une réorganisation et une démocratisation radicales. En d'autres termes, la continuation du mouvement anti-bureaucratique, le développement du mouvement des Conseils ouvriers d'une manière révolutionnaire jusqu'à ce qu'ils deviennent la force dirigeante du pays, politiquement et économiquement, tout cela constitue la condition pour surmonter les difficultés économiques.

Quelles sont ces difficultés? La direction actuelle du parti et du gouvernement, et les têtes économiques les plus importantes du pays ne connaissent pas de fatigue quand il s'agit d'expliquer qu'une nouvelle augmentation du pouvoir d'achat ne sera possible qu'après une augmentation de la production par le plan quinquennal. Sinon, toute hausse de salaires signifierait l'inflation. Il faut s'étendre un peu sur le danger d'inflation. Y a-t-il déjà inflation?

Le manque de matériaux statistiques ne permet pas de donner facilement une réponse précise à cette question. L'impression générale est que les prix des aliments n'ont pas augmenté les derniers temps; qu'au contraire, les prix des produits industriels de grande consommation ont augmenté peut-être d'environ 10% depuis octobre 1956. Le plan économique vise à éviter l'inflation, mais les deux points faibles sont, selon l'avis des économistes polonais, la poussée des ouvriers

pour augmenter leurs salaires, et la balance commerciale défavorable. Commentons par ce dernier point.

La balance commerciale, positive l'année dernière pour un montant d'environ 80 millions de dollars, sera négative en 1957; le déficit sera peut-être de 220 millions de dollars. La cause réside entre autre dans la chute vertigineuse de l'exportation de charbon. (L'année dernière encore, environ 19,5 millions de tonnes; cette année, environ 13 millions).

La balance des paiements donne un tableau plus favorable: la Pologne gagne 80 millions de dollars ou plus pour des services rendus au transit commercial entre l'U.R.S.S. et la D.D.R. Des crédits provenant des pays de l'Occident et de l'Orient peuvent aider à combler le trou.

Mais il ne s'agit pas seulement du montant des crédits obtenus de l'étranger; il s'agit aussi des conditions. Pour éviter une hausse des prix des aliments, il faut importer du blé et d'autres marchandises de consommation courante. L'U.R.S.S. livrera 1.400.000 tonnes de blé à crédit, mais on n'en recevra pas la totalité avant la prochaine récolte. Des crédits américains seront utilisés en grande partie pour obtenir un peu du surplus agricole des Etats-Unis, mais la quantité est insuffisante. Pour réduire le décalage entre la paysannerie et l'Etat, il faudra liquider les livraisons obligatoires à bas prix, ou au moins les amoindrir et élever les prix payés aux paysans.

L'autre source du danger d'inflation — Gomulka et les autres dirigeants le disent toujours — c'est la poussée des ouvriers pour obtenir une hausse des salaires. Il est difficile de se former une opinion sur la hausse des salaires de l'an dernier. Officiellement on parle d'une moyenne d'environ 25%, mais certains économistes l'évaluent à environ 15%. Il y a une grande différenciation dans cette hausse, selon les branches. Les salaires des mineurs travaillant dans le fond ont été augmentés fortement (de quelque 42%) et les ouvriers mineurs qualifiés peuvent gagner plus de 3.000 zł. par mois. En général le manque d'ouvriers mineurs est maintenant s'irmoné et la production houillère semble augmenter à nouveau. La plupart des ouvriers gagnent, après la hausse des salaires, entre 1.200 et 1.500 zł. par mois. Les ouvriers du textile peut-être moins, mais il y a une différenciation assez importante de salaires selon les lieux de travail.

LE NIVEAU DE VIE, LE LOGEMENT, LE CHOMAGE

Il est très clair que le standard de vie de la grande masse de la population est très bas. Les ouvriers ont-ils un niveau de vie plus bas qu'avant la guerre? L'absence d'un index du coût de la vie (le Plan fixant les normes, de sorte que la statistique devenait « superflue »...) rend difficile une réponse à cette question. Peut-être n'est-on pas trop éloigné de

la vérité quand on dit qu'en moyenne le niveau de vie de la classe ouvrière est maintenant égal à celui d'avant la guerre. Mais avant la guerre il y avait un grand chômage; les ouvriers occupés gagnaient davantage dans différentes branches.

Avec un salaire d'un peu plus de 1.200 zlotys l'ouvrier ne peut vivre que très modestement. Il faut cependant tenir

compte du fait que les loyers ne sont que symboliques, que le charbon à usage domestique est très bon marché, et que les articles de consommation courante sont vendus à des prix normaux ou même bas par comparaison avec les pays occidentaux. Ceci est vrai pour les pommes de terre, les choux, le pain, la viande, les cigarettes, les transports publics... Ensuite, il faut savoir que la Pologne connaît dans différents domaines de bons services sociaux, tandis qu'il est normal que les femmes mariées, elles aussi, travaillent dans l'industrie ou ailleurs, ce qui peut donc doubler le salaire du ménage. Malgré tout cela, les familles ouvrières vivent en général sur une base minimum, au dessus de laquelle on ne peut pas s'élever. Pour pouvoir acheter des appareils techniques, des habits d'une qualité un peu meilleure et, en général, pour se procurer des produits de qualité ou d'un luxe modeste, il faut avoir un salaire qui est beaucoup plus élevé que la moyenne. Le système des prix est tel que les produits nécessaires à la subsistance minimum peuvent être payés avec un bas salaire, mais que tout ce qui est d'une meilleure qualité ou un peu luxueux est très cher, et pour un ouvrier est très difficilement payable.

Cela explique pour beaucoup l'amertume qu'on trouve parmi les ouvriers et la poussée à des hausses de salaires très fortes. Après 12 années de « construction du socialisme », il est presque impossible de s'élever au dessus d'un niveau de vie minimum.

Une autre cause d'amertume est la crise du logement pour les ouvriers. L'activité dans le bâtiment est très grande. Le nouveau plan vise à construire jusqu'à 1960 1.200.000 chambres nouvelles. À Varsovie, détruite par la guerre et les révoltes, la moyenne est d'une chambre pour deux personnes. Mais c'est la moyenne, et la situation dans beaucoup de cas est bien pire. C'est peut-être dans le domaine du logement que la distance entre le bureaucrate et l'ouvrier est la plus grande. Dans une ville comme Stettin, la situation est meilleure : 1,6 personnes par chambre en moyenne. Dans les campagnes la situation est évidemment assez bonne, quoique beaucoup de maisons paysannes se trouvent dans un état misérable. Si l'on réalise le plan de construction de logements, on aura juste stabilisé la situation... Par l'accroissement de la population et à cause du

LA CONSCIENCE OUVRIERE

L'expérience d'Octobre, de la grande mobilisation politique de la classe ouvrière, surtout dans l'industrie lourde, a prouvé que les ouvriers sont capables de très grandes et fructueuses initiatives. Cela a laissé dans la conscience ouvrière une empreinte qui ne s'effacera plus. La mobilisation ouvrière a laissé en outre le mouvement des Conseils ouvriers qui reste très vivant et qui constitue une véritable école d'organisation et d'action collective pour la classe ouvrière, même si la bureaucratie tâche d'en falsifier le sens

remplacement urgent d'habitations très mauvaises, les maisons nouvellement construites serviront à maintenir la situation... En outre, on a mal entretenu les logements nouveaux, même de construction récente; les réparations nécessaires demanderont aussi un grand effort.

Plus que misérable est la situation des ouvriers qui habitent les soi-disant « hôtels ouvriers ». On les trouve aux lieux où l'on édifie de nouvelles industries (Nowa Huta, les régions minières, etc.). Pendant des années, ces ouvriers vivent parfois à 5 personnes dans une chambre, les hommes dans d'autres bâtiments que les femmes, de sorte que les couples sont séparés. La situation morale et culturelle dans ces endroits est terrible; des ouvriers y viennent quand même attirés par les salaires élevés payés en ces endroits, ce qui leur donne la possibilité d'échapper à une autre misère matérielle.

Enfin, dans les derniers temps, le chômage est devenu une chose assez importante. Depuis Octobre, beaucoup de personnel superflu, surtout administratif, a été licencié. Nombreux aussi sont ceux qui, venus des campagnes ou des postes dans l'administration, chôment parce qu'ils manquent de qualifications techniques. Les données officielles indiquent que dans le premier semestre de 1956 il y avait 38.000 chômeurs (0,6% des travailleurs) tandis qu'au 1^{er} mars 1957 on enregistrait 62.000 chômeurs. Mais le chiffre est en réalité beaucoup plus élevé, et l'enregistrement est très défectueux, étant donné que la Pologne ne connaît pas d'allocations pour les chômeurs...

Le chômage d'ailleurs a une intensité différente avec les différentes régions; dans certaines régions on a besoin de bras, mais on n'a pas de logements pour héberger des ouvriers qui pourraient venir d'ailleurs. C'est aussi comme indiqué ci-dessus, une question de qualification technique : à Lodz par exemple on manque de tisserands dans l'industrie textile, mais en même temps il y a dans cette ville 1.500 chômeurs. L'Etat dépensera cette année 300 millions de zlotys pour créer du travail dans les régions où le chômage est le plus grand. On a un plan pour créer cette année 200.000 postes dans l'industrie, 60.000 dans l'artisanat. Le plus grand problème cependant reste de transformer des employés superflus en ouvriers qualifiés.

et de limiter leur importance à des questions relatives à la gestion économique et sociale de l'usine. Nous en parlerons plus loin en détail.

La mobilisation d'Octobre apparaît d'autant plus formidable, compte tenu des facteurs de démoralisation introduits par le stalinisme pendant des années. Des ouvriers courageux et expérimentés dans la lutte furent liquidés physiquement; de nouveaux cadres montants furent parfois corrompus par leur intégration dans l'appareil du parti, des syndicats, de

l'Etat. Tout en servant des organisations ouvrières et l'Etat ouvrier, ils pouvaient être séparés de la classe et absorbés dans la bureaucratie. Il y avait la situation caractéristique de toute bureaucratie croissante sur un corps ouvrier : la désorientation de la classe ouvrière ne voulant pas lutter contre ses propres organisations, mais qui était en même temps en train de perdre tout contrôle sur ces mêmes organisations. En réalité, par ce processus de bureaucratisation et par la terreur, il ne restait aucune organisation de défense des ouvriers, et la possibilité manquait aux jeunes de se former à l'école d'organisation, d'action et d'idéologie que doivent constituer les organisations ouvrières (syndicales et politiques).

Pendant des années, la possibilité manquait pour lutter collectivement par exemple pour une hausse de salaires, ce qui amenait les travailleurs à se récompenser par l'action individuelle, par le vol dans l'entreprise. Ces vols d'ailleurs étaient tellement « normaux » et presque érigés en système que cela prenait même dans une certaine mesure la forme d'une action organisée... D'autre part, les conditions de vie dégradantes en ce qui concerne le niveau de vie, le logement, la vie familiale, amenaient un abus très grand des boissons alcooliques, une ivrognerie qui elle-même devenait un facteur de démoralisation.

Ainsi, l'hypothèque du stalinisme était

LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

Par contre, l'action politique de la classe ouvrière après le recul du mouvement au lendemain d'Octobre est beaucoup moins grande. Le Parti Ouvrier Unifié de la Pologne n'est toujours pas le parti qui lutte pour les intérêts ouvriers contre la bureaucratie; la « gauche » y est nettement minoritaire et la bureaucratie contrôle toujours l'appareil. Même l'organisation de la jeunesse, le Z. M. S., est de nouveau largement contrôlée par les cadres de l'ancien Z. M. P. qui fut à juste titre liquidé en octobre, et les groupes les plus progressifs, les plus révolutionnaires, de la jeunesse étudiante de Varsovie et de Cracovie boycottent en réalité le Z. M. S. Il faut dire d'ailleurs que la situation dans le Z. M. S. n'est pas partout la même et qu'il y a aussi certains centres locaux du Z. M. S. où les jeunes forces qui ont fait Octobre dirigent cette organisation. Les syndicats, malgré le licenciement des hommes les plus haïs, restent en grande mesure des appareils bureaucratiques. Ainsi la classe ouvrière se trouve encore largement sans organisation propre, et la masse ouvrière et étudiante est plus à gauche que l'appareil du parti, et beaucoup de forces révolutionnaires sont en dehors du parti et de l'organisation de la jeunesse.

On pourrait distinguer à l'intérieur du parti quatre tendances ou groupes :

1. Les gens dits de « Natolin », les véritables agents de Moscou, qui sont

lourde également sur la classe ouvrière. Dans un élan magnifique, la classe ouvrière s'est placée au-dessus de tout cela et s'est attaquée à la source de cette dégradation, la bureaucratie stalinienne. Les résultats dans la vie quotidienne sont très grands. Le résultat peut-être le plus grand, c'est que, sur la base de la conscience acquise dans l'action, l'avant-garde de la classe s'est à nouveau formée et a commencé à étudier la place de l'Octobre polonais dans le mouvement révolutionnaire mondial, et surtout à élaborer un nouveau programme de luttes anti-bureaucratiques.

Après la grande action d'Octobre, c'est donc la réorientation idéologique, programmatique, de l'avant-garde qui est à l'ordre du jour et qui doit nous occuper. Entre temps le gros de la classe formule surtout des revendications économiques. Nous pouvons les énumérer comme suit :

- a) hausse des salaires et des allocations familiales ;
- b) meilleures conditions de logement, liquidation des « hôtels ouvriers » ;
- c) contre les licenciements ;
- d) contre les différences inouïes dans les salaires payés pour le même genre de travail, et en général pour la réorganisation du système des salaires dans un sens beaucoup plus égalitaire, contre les privilèges de la bureaucratie parasitaire.

peu nombreux et démoralisés et qui, après l'échec de leur offensive au 9^e Plenum et après l'élimination de Molotov en U.R.S.S., n'ont pas pu améliorer leur position.

2. Les « conservateurs » par conviction, qu'on trouve beaucoup dans les hautes sphères de l'appareil du parti, de l'économie et de l'Etat. C'est la véritable caste ossifiée et bien convaincue que c'est son droit de commander, de contrôler et de profiter. S'ils ont beaucoup reculé en Octobre, ils sont toujours en train de saboter la démocratisation et l'épanouissement du mouvement des Conseils ouvriers.

3. Le centre gomulviste qui gouverne actuellement.

4. La gauche.

Toute la situation politique en Pologne est maintenant incertaine et est quand même pour ainsi dire gelée dans cette incertitude. L'Octobre polonais a abouti à un compromis multiple : entre la Pologne et la bureaucratie russe ; entre l'appareil du parti polonais et la classe ouvrière et ses Conseils ; entre l'Etat et les paysans ; entre l'Etat et l'Eglise, et enfin dans le parti même entre différentes tendances. Sur la base de ce compromis multiple, il y a une certaine stabilisation de la situation, dans laquelle la tragédie hongroise a joué son rôle. D'une part, elle a aiguë le sentiment antistalinien et anti-russe, et d'autre part elle a cons-

titué un avertissement à ne pas mettre en danger le compromis d'Octobre.

Après l'éclat et les grands espoirs d'Octobre, il se produit un certain reflux, une certaine paralysie même des forces révolutionnaires; on a même connu une offensive limitée des « natoliniens » et « conservateurs ». La base réelle des « conservateurs » est évidemment très restreinte. Ils s'appuyent sur la position politico-géographique très difficile de la Pologne, mais surtout sur la résistance de l'appareil gonflé du parti, des ministères, etc., à la démocratisation et à l'assainissement de la vie politique et économique. La masse des employés de ces appareils n'est certainement pas constituée par des stalinien; ce sont de petites gens qui vivent parfois aussi modestement ou même plus misérablement que les ouvriers et qui souffraient eux aussi de la terreur de la police politique et de toute l'atmosphère idéologique intolérable. Mais elles ont peur maintenant de devenir superflues et de perdre leur place, surtout si les Conseils ouvriers acquièrent des pouvoirs plus larges et remplacent les appareils existants. Parmi ces employés beaucoup ont obtenu leur poste plus ou moins important dans l'économie, l'Etat et le parti pendant les pires

LES CONSEILS OUVRIERS

Une bonne illustration de ce reflux (d'ailleurs très partiel et limité) est l'attitude officielle envers les Conseils ouvriers. Il existe en Pologne une forte tendance parmi les ouvriers avancés et les intellectuels gauchistes à élargir le rôle des Conseils ouvriers, à en faire les véritables gérants non seulement de l'usine, mais de toute l'économie, en faisant élire des Conseils supérieurs par branches d'industrie, qui remplaceraient les « Agences centrales » des ministres économiques. De ces Conseils supérieurs, en y ajoutant des représentants de la paysannerie et des artisans, on pense à faire émaner une « Chambre des producteurs » où on discuterait et élaborerait les plans économiques. Tout en proposant ce programme, la classe ouvrière a montré vouloir exercer le pouvoir économique, et par cela même une grande partie au moins du pouvoir politique. Dans les mois qui se sont écoulés entre octobre et les élections de janvier, des dirigeants importants ont parlé d'une manière sympathique de ce programme; le professeur Oskar Lange, président du Conseil Economique près du Premier ministre, a admis cette possibilité comme une chose à étudier. Cyrankiewicz a tenu des propos semblables lors d'un meeting électoral à Nowa Huta. Mais maintenant cela a changé. L'opinion officielle reprise aussi par Gomulka lors de l'ouverture du 9^e Plenum du C.C. du parti, est que les Conseils ouvriers doivent se limiter strictement aux questions économiques et sociales de l'usine même, dans les limites fixées par la loi du 19 novembre 1956 et du décret N° 704, sans avoir la possibilité de former des Conseils supérieurs ou d'entrer dans

périodes stalinien; il les avaient obtenus parfois par fidélité politique au stalinisme, donc par manque de qualifications morales, tout en manquant aussi de qualifications professionnelles. Et surtout, cette partie de la bureaucratie moyenne occupe les postes locaux dans l'appareil du parti. La masse des employés-membres-du-parti est avant tout partisan de la situation stabilisée après Octobre, donc pour le *statu quo*, et s'aligne pour beaucoup de raisons derrière Gomulka, le nouveau maître de l'appareil. Sans vouloir retourner à la situation intolérable d'avant Octobre, ce courant centriste veut surtout qu'on laisse tranquille l'appareil de gestion bureaucratique.

La tendance « conservatrice » a tâché de profiter de cet état de chose, sans pour cela avoir une chance réelle de se rendre maître de l'appareil.

Ainsi, l'appareil qui montrait mille fissures en octobre, se ferme à nouveau et s'est consolidé dans une certaine mesure. De jeunes forces révolutionnaires qui, immédiatement après Octobre, avaient pénétré dans des directions locales ou régionales du parti, en sont éliminées et mises à l'arrière-plan.

les questions de planification générale. Et parler de pouvoir politique pour les Conseil ouvriers, d'en vouloir faire les bases démocratiques de la dictature du prolétariat, ça constitue une action « anti-parti »...

On est donc, pour le moment, loin de la situation d'Octobre et du lendemain d'Octobre, quand les ouvriers des plus importantes usines (Zeran et autres à Varsovie, Cegielsky à Poznan, Nowa Huta, etc.) déployaient une grande activité politique révolutionnaire et convoquaient des réunions régionales de conseillers ouvriers pour développer le pouvoir ouvrier. On peut ici rappeler la résolution de la conférence régionale des Conseil ouvriers tenue à Chrzanow le 11 février, qui fut publiée dans le numéro de mars 1957 de cette revue. Et quand on veut illustrer le sabotage du mouvement pour le pouvoir ouvrier par les fonctionnaires du parti, il suffit de savoir que la *Gazeta Krakowska* publiait une nouvelle sur cette conférence tout en changeant le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Conseils ouvriers » en : « Tout le pouvoir dans les usines aux Conseils ouvriers »...

Mais, même avec les attributions actuelles, avec tous les risques d'une certaine désillusion et d'un désintéressement des ouvriers pour les Conseils, avec tous les dangers aussi, par ces faits, d'une mainmise de l'appareil sur certains Conseils et d'une bureaucratization, les Conseils ouvriers n'en constituent pas moins une réalisation énorme de la classe ouvrière polonaise. Dans l'usine même, et dans les limites précitées, leurs pouvoirs sont très grands et très réels. Ils s'occupent de l'élaboration des plans

annuels et trimestriels de l'usine dans le cadre du plan général, des changements importants dans l'organisation de l'établissement, de l'introduction du calcul commercial; dans certaines entreprises dites expérimentales du changement du système des normes et des salaires, de l'élaboration de nouveaux règlements de travail (maintenant que la loi sur la discipline du travail n'existe plus), etc. Les Conseils sont de cette façon de véritables écoles de gestion et d'organisation pour la classe ouvrière, et les seuls organes représentant largement la classe contre la bureaucratie.

Dans leurs activités, ces Conseils se heurtent continuellement à l'administration ancienne, aux « Agences » des ministères, etc. Certains directeurs savent très bien manipuler une multitude d'anciennes lois et décrets pour freiner et sauter le travail des Conseils. Parfois, les cliques qui gouvernent les instances locales du parti et des pouvoirs publics interviennent contre les décisions des Conseils. Dans cette guérilla incessante, les

Conseils ouvriers deviennent des écoles aussi de la lutte anti-bureaucratique, et pendant leurs travaux ils trouvent beaucoup d'occasions à réflexion sur la nature de la bureaucratie, sur les véritables bases de la dictature du prolétariat, pour arriver à une conscience politique plus élevée.

Un phénomène des plus heureux dans ces conditions, c'est que des équipes révolutionnaires d'étudiants interviennent activement dans ces mêlées entre la bureaucratie et les ouvriers, pour aider ces derniers de leurs connaissances légales. Parce que, dans ces mêlées, les lois d'après Octobre sont souvent avec les ouvriers, et telles sont aussi les décisions officielles du parti. La « gauche » trouve ici un terrain tout à fait excellent, aussi dans le sens qu'il est « légal-dans-le-Parti », pour pousser les choses de l'avant, renouer les liens avec les grandes masses de la classe ouvrière, profiter enfin de la différence qui existe dans les sphères plus élevées de l'appareil entre le centre et la droite conservatrice.

LA GAUCHE

La gauche ne constitue pas un courant homogène; elle n'est pas organisée et n'a pas de plate-forme politique proprement dite. Les frontières entre le centre, le centre-gauche et la gauche sont fluides, et il se peut que des personnes qui, dans un certain problème (comme la liberté culturelle, idéologique, de presse) sont très « gauchistes », ne le sont pas dans d'autres. C'est que, depuis le 20^e congrès du parti soviétique, et plus encore depuis les événements de Poznan, un bouillonnement d'idées a commencé qui se poursuit toujours. Avant Octobre on pouvait appeler « gauchistes » ou « libéraux » tous ceux qui luttèrent dans la presse et dans le parti contre la terreur et la mauvaise gestion stalinienne, contre les phénomènes néfastes de la dictature bureaucratique. Mais une fois la libéralisation du régime conquise, de nouveaux problèmes se posent pour la « gauche ». Le problème principal, c'est celui du fondement même de la dictature du prolétariat. On peut dire que véritablement gauchistes sont ceux qui luttent pour le pouvoir ouvrier, c'est-à-dire pour faire que des organes des larges masses du prolétariat, comme les Conseils ouvriers, deviennent la base même du pouvoir politique, donnant à l'Etat une structure comparable à la structure soviétique initiale. Mais dans cette question les pensées ne sont pas encore claires, même pas parmi ceux qui ont des tendances gauchistes évidentes. J'ai déjà parlé du point de vue très répandu aujourd'hui qu'il faut que des Conseils ouvriers et des représentants d'autres groupes sociaux laborieux émane une sorte de « Chambre des producteurs » qui, par son existence même et ses attributions de planification économique, constituerait aussi un pouvoir politique. Mais beaucoup de communistes polonais n'ont

pas encore poussé plus loin ces idées; ils pensent toujours dans le sens de la collaboration d'un tel organe avec les pouvoirs existants, sans comprendre qu'un tel organe devrait être le pouvoir même. Il y a dans tout cela un peu trop de respect pour le parlement (Sejm) et les formes de démocratie bourgeoise, et surtout une compréhension insuffisante du « rôle dirigeant du parti ». C'est que le stalinisme lui-même a créé ce respect pour les formes bourgeoises, tout en érigeant ou en conservant des parlements fantoches, tandis que les organes de démocratie ouvrière étaient inexistantes.

Il y a aussi chez beaucoup de gauchistes la tendance à ne lutter que pour des libertés civiles, démocratiques, pour l'individu, sans trop vouloir parler des questions du pouvoir. C'est une tendance qui apparaît évidemment parmi les couches d'intellectuels et de techniciens matériellement et culturellement privilégiées. Or, personne ne peut contester l'importance des mots d'ordre démocratiques; il ne faut jamais oublier qu'un des buts centraux des révolutionnaires prolétaires, c'est de créer une situation dans laquelle les libertés civiles et démocratiques seront plus grandes et surtout plus réelles pour les plus grandes masses de la population. Mais ce n'est malheureusement pas exactement la préoccupation de certains publicistes gauchistes de la Pologne actuelle. Ils ne semblent pas tellement viser à une organisation étatique et économique par les organes de la masse ouvrière, mais plutôt à conserver et élargir les possibilités déjà acquises de publications pour une couche restreinte d'intellectuels. Autrement dit, la préoccupation principale de certains n'est pas l'organisation de l'Etat et de l'économie, mais la liberté individuelle dans le régime actuel, sans toucher aux fondements du régime.

Cette liberté d'expression pour les intellectuels dans la Pologne gomulviste n'est certes pas absolue, mais elle est quand même réalisée dans une mesure assez large. Il existe la censure, qui est très attentive aux écrits qui peuvent trop irriter les autorités soviétiques ou qui mettent en danger le pouvoir bureaucratique polonais. Mais cette censure est beaucoup plus sévère pour les quotidiens et les organes à tirage massif que pour les revues à tirage restreint. Sous la responsabilité du C. C. paraît même une revue — « *Zeszyty teorytyczno polityczne* » — qui publie une quantité de traductions d'écrivains étrangers antistalinien de gauche ; c'est que la volonté de savoir et de comprendre est répandue dans toute l'intelligentsia et que les traductions sont moins irritantes que les écrits d'auteurs polonais. Cette liberté assez grande d'expression constitue un progrès énorme, même si certains auteurs qualifiés par l'appareil de « révisionnistes dangereux », comme Kolakowski et Edda Werfel, ne peuvent pas publier tout ce qu'ils veulent.

La tendance à se borner à réclamer des libertés individuelles, sans toucher à l'organisation du pouvoir, peut être expliquée aussi par la peur de certains intellectuels de provoquer un nouveau mouvement populaire massif et révolutionnaire, qui mènerait à un heurt entre l'appareil et les masses ; on craint des conséquences « hongroises ». De cette façon, certains, avec une conscience trouble d'ailleurs, laissent les masses prolétariennes sans organes, sans possibilités d'expression et particulièrement sans direction. Ils ont la conscience troublée parce qu'ils savent très bien qu'aucun mouvement de révolte n'implique autant de risques qu'un mouvement qui à son début ne connaît ni direction ni programme clair ; c'était ce qui manquait à Poznan, à Budapest... La résultante de ces craintes est qu'ils espèrent que des crédits étrangers, les développements dans la direction de l'U.R.S.S. même, et la pression des Chinois sur le Kremlin, serviront de substituts à l'action des masses polonaises, rendant possible une amélioration du niveau de vie et un élargissement graduel des libertés individuelles.

Dans tout cela joue aussi la conception du « rôle dirigeant du parti » dans le sens bureaucratique du mot. Les pays de « démocratie populaire » n'ont jamais connu la forme démocratique de la dictature du prolétariat ; dans la théorie et en pratique, dictature du prolétariat était synonyme de dictature d'un appareil d'un parti monolithique. Cette vue, dans laquelle le parti est identifié à la classe toute entière, et le C.C. du parti remplace les membres en tant que pouvoir décisif, cette vue foncièrement bureaucratique est toujours assez répandue ; c'est aussi le point de vue officiel. Il semble que le parti polonais va s'aligner à son congrès, qui se tiendra probablement en décembre, derrière les théories de « despotisme éclairé » de Mao-Tsé-Tung, et cela a une signification plus grande que seulement un jeu tactique envers la bureaucratie russe. Si une par-

tie de ceux qui, dans la préparation d'Octobre, ont joué un rôle « libéralisant » parfois courageux, semblent partager ces vues, c'est aussi par manque de clarté programmatique et idéologique, par incompréhension du fait que le parti n'est qu'une partie de la classe, qui dirigera la classe tout entière par la confiance, tout en convainquant la classe de ses arguments qu'elle doit librement discuter et adopter ou non dans ses organes propres — les Conseils.

Une partie de la gauche, peut-être surtout ceux qui ont été formés dans les années assez « libérales » de 1944 à 1949, se contente plus ou moins de la situation actuelle ; ils sont aussi en grande partie séparés de la classe ouvrière. Mais il existe une génération plus jeune de ceux qui sont dans les dernières années d'études aux universités et aux autres écoles supérieures, et qui, formés dans les années d'un stalinisme qui menait à l'absurde dans tous les domaines de la vie, ont une attitude fondamentalement révolutionnaire. Ils n'ont pas eu l'occasion d'atteindre une position matérielle privilégiée, d'être séparés des couches populaires d'où ils proviennent. C'est une jeunesse hardie, enflammée par un sens de justice très vif, qui partage les préoccupations des masses ouvrières et en général des masses laborieuses. Ces jeunes sont indignés de la misère physique dans laquelle vivent ces masses, ils partagent la haine de celles-ci contre une bureaucratie parasitaire et autoritaire ; ils en comprennent les réactions morales de désespoir ; ils partagent leurs espoirs en une vie meilleure, humaine, digne et libre. Ils ont compris que le sacrosaint compromis d'Octobre n'est pas et ne peut pas être le dernier mot pour les classes travailleuses. Ils ont compris que la bureaucratie tâchera de réagir par la force physique brutale contre toute attaque à son pouvoir. Ils savent que les masses sont plus à gauche que l'appareil et qu'on aura besoin d'une nouvelle mobilisation de ces masses pour neutraliser et même conquérir même le parti, la milice, l'armée, tout en chassant tous les « conservateurs ».

Cette jeunesse est à l'avant-garde pour une autre raison encore. Elle a été formée dans des conceptions généralement marxistes. Elle a lu et compris les œuvres de Marx et de Lénine qui, glorifiés par les stalinien, n'étaient pas moins des combattants anti-bureaucratiques, qui ne partagent certes pas les vues stalinien, ou même mao-istes ou gomulvistes. Les meilleurs d'entre eux sont à la recherche d'une explication marxiste de la naissance de la bureaucratie soviétique ; ils découvrent les travaux des bolcheviks anti-stalinien et renouvellent les liens avec la lutte de l'Opposition de gauche.

Certes, ayant été isolés du mouvement révolutionnaire international, ils manquent de beaucoup de connaissances. Ils n'ont pas tous les éléments pour comprendre le processus révolutionnaire mondial des peuples coloniaux, du prolétariat métropolitain, et les liens entre ces luttes et la révolution politique montante dans le bloc oriental. Ils doivent mieux com-

prendre ce qu'est le processus de la révolution permanente. Mais ils étudient et ils comprendront.

Dans une certaine mesure, ils sont placés dans une situation privilégiée. Il était plus facile de chasser la bureaucratie de la vie universitaire que de l'administration étatique et économique en général. Pouvant lire et étudier et n'ayant pas encore la responsabilité de devoir entretenir une famille, ils peuvent agir plus librement et avec plus de compréhension que la masse des ouvriers. Mais ils ont compris que c'est l'action de cette masse qui sera décisive, et ils l'aident à se former et à lutter, par exemple dans les conflits entre Conseils ouvriers et administrations.

Ce sont eux aussi qui, à l'encontre de beaucoup d'intellectuels « gauchistes » un peu plus âgés, ne sont pas tellement impressionnés par l'argumentation économique, l'argument de l'inflation, contre les désirs économiques de la classe ouvrière. Ils comprennent qu'il y aurait beaucoup de possibilités d'améliorer le

sort des masses si la gestion bureaucratique était remplacée par une gestion démocratique épargnant à la société tous les faux frais du bureaucratisme.

Dans la question des salaires, ils sont à côté des masses.

Certes, ils sont encore à la recherche d'un programme d'ensemble, d'une conception cohérente de la révolution mondiale et de la lutte en Pologne même.

La période prochaine sera pour la Pologne probablement, non une période de luttes politiques d'envergure des masses, mais de la préparation de ces actions, de la formation d'une conscience politique plus claire parmi les masses et leur avant-garde, de la formation de cette avant-garde même, à travers toute une série d'expériences partielles, à travers la généralisation et la théorisation des expériences d'Octobre, à travers le renouement des liens avec le mouvement révolutionnaire mondial. Cette jeunesse estudiantine et prolétarienne vit dans une époque où enfin le vent révolutionnaire souffle fortement ; elle saura vaincre.

Juillet 1957.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE DE L'ITALIE

(Résolution adoptée par la 6^e Conférence nationale des Groupes Communistes Révolutionnaires
Section Italienne de la IV^e Internationale)

1) Le déroulement de la dernière crise gouvernementale et la situation qui en est découlée ont remis sur le tapis le problème de la crise de la direction politique de la bourgeoisie.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler l'élément caractéristique de cet après-guerre, élément qui a influé sur les développements de la situation et qui constitue par lui-même un symptôme d'un tableau plus général de la réalité italienne — et pas seulement italienne — de ces dernières années. En général, lorsque la bourgeoisie a eu à sa disposition une direction politique relativement stable et homogène, elle a du faire face à une

situation économique difficile (période 1948-1951-52). Par contre lorsque la situation économique lui était favorable, elle a rencontré sur le plan politique de sérieuses difficultés (période autour de 1953). D'un côté ce fait a limité, au cours de ses deux phases, la portée de la « néo-stabilisation » de l'ensemble du régime; d'un autre côté, cependant, l'équilibre politique relatif à la première phase a facilité la reprise économique pendant la seconde et cette reprise économique, à son tour, a atténué sensiblement le déséquilibre politique qui a fait suite aux années 1952-1953.

LA CRISE DE 1953

Déjà vers la fin de la période de Gasperi, la direction politique de la bourgeoisie était entrée en crise par suite de l'effet convergent de trois facteurs: la volonté de la classe dominante de renforcer ultérieurement l'appareil et l'action de l'Etat pour permettre une consolidation du rapport de force en sa faveur; la résistance des gros propriétaires fonciers, en particulier de ceux du Sud, à la réforme agraire; l'inquiétude de larges secteurs de la petite bourgeoisie qui, selon les résultats des élections administratives de 1951-1952, semblaient s'orienter alors vers les partis de droite.

La crise qui s'était alors dessinée atteignit son paroxysme en juin 1953 et dans les mois suivants, au moment où la formule « centriste » semblait sérieusement compromise par le résultat des élections, alors que toute autre solution demeurait

LES EVENEMENTS PLUS RECENTS ET LE GOUVERNEMENT ZOLI

Ceci d'ailleurs a été rendu possible par le fait que les problèmes qui avaient été posés en 1952 ou bien avaient trouvé une solution, ou bien se avaient de façon différente. Ainsi la nécessité d'un renforcement de l'Etat, et en général du pouvoir de classe de la bourgeoisie, bien que l'on n'ait pas eu recours à des lois d'exception ou d'autres du même type, a été largement satisfaite (renforcement du contrôle policier, complet rétablissement de l'hégémonie patronale dans les usines et dans les campagnes, etc.). Pour cette raison, la bourgeoisie industrielle a en définitive accepté la formule « centriste », se contentant d'exercer des pressions (par exemple à l'aide d'organismes du type Confindustria) ou de stimuler et de critiquer de l'intérieur (surtout par l'intermédiaire des libéraux),

plus que problématique, pour les raisons que nous avons indiquées à l'époque.

L'incapacité des directions prolétariennes traditionnelles à exploiter une situation favorable; les répercussions internes de ce que l'on a appelé la « détente » (même sur le plan de ces directions); les défaites subies par le mouvement ouvrier dans certaines luttes revendicatives d'une grande portée; l'amélioration nette et progressive de la situation économique: voilà les facteurs qui ont permis à la classe dirigeante de surmonter le moment critique représenté par la fin de 1953 et le début de 1954, et de rétablir un équilibre, bien que relatif, même sur le plan de la direction gouvernementale (formation des gouvernements Scelba et Segni, qui se sont révélés, l'un comme l'autre, plus stables de ce que l'on pouvait prévoir au moment de leur constitution).

mais ne recherchant pas la formation d'une direction différente. D'autre part, lorsque les limites de la réforme agraire furent fixées et la phase des expropriations conclue, l'opposition des propriétaires fonciers perdit beaucoup de son agressivité, d'autant plus que la Démocratie-Chrétienne décida d'enterrer la « juste cause », que les progrès du P. C. italien dans le Sud semblèrent enrayer et que les groupements de droite firent preuve d'une stérilité maladroite. Enfin les masses de la petite bourgeoisie, après la crise et les oscillations des années 1952-1953, se détournèrent des positions de droite et subissaient de moins en moins l'attraction de la gauche, retournant à une stagnation qui ne pouvait que renforcer le conservatisme « centriste ».

L'action de tous ces facteurs a rendu

possible, depuis la moitié de 1954 jusqu'au début 1957, un certain équilibre même sur le plan politique, équilibre qui correspondait à une situation économique favorable dans ses grandes lignes.

2) Cet équilibre avait cependant toujours des limites. Bien que la situation ait évolué de façon largement favorable à la bourgeoisie en ce qui concerne les rapports de force en 1954-55-56, les rapports sur le plan parlementaire, restaient ceux de juin 1953. Ceci représentait pour la classe dirigeante un obstacle important, qui pouvait revenir au premier plan dès que les facteurs en présence agiraient de façon différente ou dès que d'autres problèmes se poseraient. La proximité de nouvelles élections et la nécessité pour le centre, et en particulier pour la Démocratie-Chrétienne, d'élargir sa base électorale ne pouvaient que rendre plus aigus tous ces problèmes et rendre plus difficiles les rapports à l'intérieur même du front de la bourgeoisie.

En particulier, la persistance des graves faiblesses dans la structure économique-sociale du pays et d'une large influence des partis ouvriers, malgré les reculs de ces dernières années et les événements de 1956, continuait à alimenter une tendance bourgeoise « réformiste », gauchisante, c'est-à-dire disposée soit à développer, grâce à des interventions toujours plus importantes de l'Etat, une politique économique du type « Plan Vanoni », soit à rechercher un élargissement de la base de masse du régime grâce à une « ouverture » vers le parti socialiste. Pour d'autres tendances, au contraire, il s'agissait plutôt d'établir une ligne plus orientée vers les exigences de la droite,

afin d'attirer vers la Démocratie-Chrétienne un plus grand nombre de suffrages, ce qui aurait rendu possible une plus large unité et une plus grande homogénéité du front de la bourgeoisie, tout en laissant intactes, ou presque, les positions des partis ouvriers. L'ensemble de cette situation était en outre compliqué par le fait que, dans les courants de la Démocratie-Chrétienne et même parmi les différentes personnalités représentatives, des fragments de l'une et l'autre tendance se mélangeaient, et par le fait que l'on essayait de réaliser alors une politique de compensation: un coup à droite, un coup à gauche. Si l'on ajoute à cela les difficultés auxquelles devaient faire face les alliés mineurs du « Centre démocratique » — difficultés à cause desquelles, d'un côté le Parti social démocrate (Saragat) et le Parti Républicain devaient se préoccuper de ne pas perdre de positions à gauche, alors que le PLI, de l'autre côté, défendait systématiquement les solutions les plus ouvertement conservatrices — on aura alors un tableau complet de la situation qui a déterminé la chute du gouvernement Segni.

La manière dont s'est déroulée la longue crise gouvernementale, avec la formation, puis la disparition et la réapparition d'un gouvernement appuyé sur la droite mais qui ne cache pas des velléités de manœuvre vers la gauche, a mis en lumière à nouveau les difficultés que rencontre la classe dominante pour rétablir son équilibre sur le plan gouvernemental, c'est-à-dire pour définir une ligne de conduite claire sur les questions les plus importantes qui doivent être affrontées.

LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES

3) Une clarification au sujet des tendances alternatives de la direction bourgeoise ne pourra se dessiner maintenant qu'avec les élections qui précéderont les réels rapports de force dans le pays. Mais les développements, sur un plan plus général, seront, en dernière analyse, conditionnés par deux facteurs fondamentaux: le développement de la situation économique et le développement du mouvement des masses.

Les perspectives économiques tracées en 1956 dans la résolution de notre 5^e Conférence Nationale ont été en substance correctes, ainsi qu'il n'était d'ailleurs pas difficile de le prévoir. Effectivement l'année 1956 a été marquée par un nouvel accroissement du revenu national, mais le rythme de cet accroissement a été inférieur à celui de l'année précédente: la contraction de la production agricole — due dans une large mesure à des facteurs saisonniers — a surtout contribué à cette diminution. Mais le rythme d'accroissement de la production industrielle — dont la montée a continué — a subi aussi un ralentissement, la tendance à l'augmentation des prix, bien que contenue, s'est cependant confirmée alors que l'on a constaté une détérioration de la balance commerciale, même si elle a pu être compensée, encore une fois, par ce

que l'on appelle les « entrées invisibles » (tourisme, rentrée de devises par les émigrants, etc.). Il faut pourtant noter que les possibilités de l'Italie dans la concurrence internationale sont devenues plus importantes et que, pour la première fois dans l'histoire économique, l'industrie mécanique a pris la première place dans les exportations. En outre il ne faut pas négliger le fait que l'industrie italienne a subi les répercussions de l'affaire de Suez dans une mesure bien moindre que celle des autres pays importants d'Europe Occidentale.

Le seul élément d'une certaine importance qui n'avait pas été souligné dans nos prévisions est le suivant: l'année 1956 a marqué un arrêt de la tendance à de plus grands investissements.

Si nous reprenons les termes de la résolution de l'an passé, on peut de toutes façons dire que l'année 1956, dans le cadre d'une « stabilisation » persistante relative, s'est montrée moins favorable que l'année qui l'a précédée.

Si l'on considère les perspectives à échéance brève ou relativement brève, dans le cadre de l'évolution générale tracée dans la résolution internationale, tous les éléments qui peuvent être actuellement évalués portent à la conclusion que des renversements imprévus ou des

modifications brutales ne sont pas probables. Il est plus probable que l'équilibre relatif, qui s'est réalisé pendant ces dernières années, se prolongera encore pendant un certain temps, aucune des difficultés de l'année 1956 n'étant appelée à s'aggraver ou à se consolider, tout au moins pour le moment, de façon véritablement régressive (agriculture, investissements). Pour certains des secteurs qui ont contribué de façon importante à la reprise des années passées (par exemple, les biens de consommation durables) il existe encore de larges marges de développement (il n'y a pas saturation du

DES DIFFICULTES QUI PERSISTENT

En tous les cas il ne faudra jamais perdre de vue que le progrès relatif de ces dernières années ou bien a été caractérisé, entre autres, par l'expansion de secteurs non essentiellement productifs comme ceux des activités dites « tertiaires » (services, etc.), ou bien n'a même pas pu mettre sur la voie d'une solution des problèmes économique-sociaux chroniques comme celui du chômage et de la condition arriérée de toute une partie du pays ainsi que celui de la « libération » de l'agriculture du poids d'une importante masse de travailleurs toujours « sous employés ». Dans ce sens il n'existe aucune sérieuse possibilité d'amélioration ; au contraire, on peut prévoir une nouvelle aggravation liée aux progrès de la mécanisation de l'agriculture, alors que d'autre part il n'est pas exclu — en particulier si le développement des nouvelles techniques est rapide — qu'une crise de la petite et moyenne industrie ne vienne augmenter le nombre des chômeurs même dans l'industrie, ou n'empêche, pour le moins une réduction de leur nombre.

On doit tenir compte de l'ensemble de ces facteurs pour, d'une part, bien comprendre la nature de la phase économique que nous vivons encore actuellement et d'autre part éviter de surestimer la portée de la « stabilisation » et d'en déduire un développement sans difficulté et contraste aigus.

4) Sur la base de ces perspectives économiques et en considérant les facteurs d'ordre interne, quelles perspectives peut-on tracer pour le développement du mouvement des masses ?

Nous croyons qu'il est superflu d'insister sur des phénomènes — sur le plan politique et syndical — que nous avons signalés dans les documents de notre dernière Conférence et qui sont encore vrais (absentéisme, différentes manifestations de méfiance envers les dirigeants, etc...). Il suffira de rappeler que, dans les 12 mois qui viennent de s'écouler, le despotisme patronal a encore marqué des points en sa faveur et qu'il s'est vérifié un nouvel affaiblissement du mouvement ouvrier sur le plan des rapports de force qui, en dernière analyse, sont les plus importants. D'un autre côté, les premiers mois de 1957 ont été marqués par un nouveau recul de la C.G.I.L. aux élections des Comités d'Usine, ce qui s'est traduit par une amélioration des positions de la C.I.S.L. et de la U.I.L.

marché), alors que pour certains autres secteurs (par exemple le bâtiment) le ralentissement qui est à prévoir dans certaines branches pourra probablement être compensé par une nouvelle progression dans d'autres.

Si nous avons tracé là, probablement, la tendance essentielle, il n'en reste pas moins — en rapport aussi avec une tendance analogue prévisible pour l'Europe occidentale dans son ensemble — que ce processus sera moins rapide et moins vaste et que certaines difficultés continueront à exister, et se feront mieux sentir dans une plus grande mesure.

Et ceci, dans des usines importantes dans lesquelles on avait déjà perdu beaucoup de terrain.

Au cours des deux derniers mois on a pu noter une incontestable reprise de l'agitation et des grèves. Des catégories déterminées sont tout d'abord entrées dans la lutte, mais petit à petit d'autres catégories — plus importantes — se sont jointes à la lutte et, avec la grève des métallos, même des secteurs ouvriers de pointe se sont trouvés à nouveau mobilisés. En général cette agitation et ces grèves ont trouvé un écho très favorable dans les masses dont la pression, cependant, ne pouvait laisser indifférents les dirigeants. A tel point que même la C.I.S.L. et la U.I.L. ont presque toujours dû participer à ces manifestations. D'un autre côté, c'est justement cette participation qui a stimulé des secteurs plus arriérés, contribuant ainsi au succès des grèves.

Il reste cependant — et c'est un facteur qui est loin d'être négligeable — que cette mobilisation de secteurs ouvriers et paysans a été contenue sur un plan économique, revendicatif. Sur le plan politique, la stagnation continue et, pour donner un exemple et quoi qu'on prétende démagogiquement Togliatti, les masses n'ont pris aucune part active dans la crise gouvernementale des mois de mai-juin.

On dira que les résultats d'une partie des élections administratives de 1957 devraient constituer une indication en sens contraire. Mais ce phénomène ne doit pas être surestimé ; tout d'abord parce qu'il s'agit toujours de changements relativement modestes, ensuite parce que l'on a le plus souvent assisté à des renversements de position par rapport au mois de mai 1956, le P.C. italien récupérant les voix qui avaient été alors gagnées par le P.S.I. (Nenni). Ceci est sans doute dû aussi bien à la confusion politique actuelle du P.S.I. qu'à la nouvelle tension internationale ; mais cela ne correspond aucunement à une mobilisation ou radicalisation réelle des masses. Le vote en faveur du P.C. italien continue à représenter pour les électeurs ouvriers et paysans un vote de classe et, quand la situation devient plus aiguë, on observe toujours un regroupement autour du parti qui se présente comme le pôle d'attraction le plus solide.

En conclusion : la situation pendant le premier semestre 1957 est caractérisée par

le maintien des rapports de forces fondamentaux en faveur de la classe dominante, par une reprise des mouvements des masses sur le plan économique et revendicatif, mais aussi par une stagnation continue sur le plan plus spécifiquement politique.

En ce qui concerne les perspectives : l'évolution de la situation économique et politique ne devrait pas pouvoir — toujours pour une échéance relativement brève — provoquer de véritables renversements, ou modifications essentielles dans les rapports de force, des mouvements explosifs de la part des masses. La « stabilisation » relative a de grandes chances de continuer encore pendant un certain temps et la classe dominante a donc la possibilité de sauvegarder l'équilibre relatif qui a caractérisé ces dernières années.

Ceci ne signifie absolument pas qu'il n'y aura pas de luttes dans des secteurs importants de la classe ouvrière, même dans ceux considérés comme « privilégiés ». Des revendications comme la réduction des heures de travail l'extension des jours fériés, les augmentations de salaire, etc., seront toujours plus « senties » et, sur cette base, la mobilisation de larges couches ouvrières pourra toujours se vérifier. Il s'agira toutefois de luttes à caractère « réformiste », qui seront conduites par les masses dans le but d'améliorer partiellement leur niveau de vie dans le cadre des conditions actuelles et non dans la perspective d'aboutir à un choc décisif avec l'adversaire de classe. Ce qui a surtout manqué aux masses au cours des années passées,

L'ALTERNATIVE POSSIBLE

Il faut considérer tous ces éléments pour se rendre compte que, même dans l'éventualité d'un développement moins « accidenté », il y aura des conflits et des déséquilibres répétés, parfois graves, et qui feront que la « stabilisation » continuera à être relative. Plus encore : en fonction du ralentissement du rythme de développement de l'économie, ceci impliquera malgré tout, pour la classe dominante des difficultés plus grandes que celles connues pendant les années passées.

5) Sur le plan de la direction politique, de sérieuses difficultés pourraient être créées à la bourgeoisie si les résultats des prochaines élections n'étaient pas plus favorables (de son point de vue) et plus clairs que ceux du 7 juin. La formule « centriste » apparaît désormais passablement usée et la Démocratie-Chrétienne se fixe assez ouvertement comme objectif un nouveau 18 avril qui lui permette de gouverner sans l'appui de ses alliés. Cette perspective, même si elle est loin d'être certaine, est cependant

c'est la conviction qu'il était possible de renverser le régime bourgeois : et cette situation n'est pas destinée à se transformer radicalement dans un avenir proche.

Cependant il n'est pas exclu, en plus de ce que nous venons de dire, que dans des secteurs particuliers puissent se créer des conditions de tension telles que se développent des luttes particulièrement âpres. Nous avons signalé la possibilité d'une réduction de l'emploi de main-d'œuvre dans certaines branches de l'industrie. Si ce phénomène prenait des proportions alarmantes, on pourrait arriver à la répétition d'épisodes de résistance ouvrière désespérée comme ceux qui se sont produits en 1948-50. Si les progrès de l'automatisation dépassaient les prévisions actuelles, ce phénomène pourrait même avoir une portée encore plus grande.

D'un autre côté, il est probable que des situations tendues se créent dans les campagnes où le développement de la mécanisation tendra à augmenter inévitablement l'importance de la population en chômage ou ne travaillant que partiellement. En particulier dans les régions de salariat agricole ce fait provoquera des luttes acharnées et désespérées (en dernière analyse, les récentes grèves de Polesine ont été déterminées aussi par la nécessité de combattre des dangers de cette espèce). Plus particulièrement, dans certaines régions du Sud, le développement de situations de ce genre — dans une conjoncture saisonnière déterminée — pourrait provoquer à tout instant des épisodes comme ceux des années 1949-1950.

du domaine du possible et, si elle se réalisait, elle marquerait de toute évidence un point en faveur de la classe dominante qui pourrait s'en servir comme d'un facteur dominant, même si elle devait éventuellement faire face à des difficultés d'ordre économique.

En ce qui concerne les résultats des élections il ne faut pas ardemment exclure a priori une nouvelle édition du « centrisme », comme il n'est pas exclu non plus qu'après la première expérience tentée par Zoli on assiste à une nouvelle tentative de compromis avec les partis de droite. D'autre part il est hors de doute que certains secteurs absolument pas négligeables de la Démocratie chrétienne soutiennent dans certaines conditions une alliance avec le P.S.I., alliance qui aurait évidemment pour but de faire rentrer dans le cadre du régime des forces qui étaient jusqu'à présent restées dans l'opposition, ce qui amènerait la division des partis ouvriers et l'isolement du P.C. italien.

NI LE P.C. NI LE P.S. N'ONT DE PERSPECTIVES RELLES

De toutes façons le résultat de la partie sera décidé par l'attitude de certaines couches de la petite bourgeoisie, lesquelles, par leurs oscillations, ont

toujours contribué à déterminer certains équilibres et déséquilibres politiques en cet après-guerre. Après la flambée « socialiste » des années 1945-46, ces secteurs

ont été un élément de la victoire de la Démocratie chrétienne du 18 avril, pour subir ensuite une régression vers la droite à la fin de la période de Gasperi. Mais la courbe ascendante de la droite atteignit vite son sommet et depuis des années on assiste à un affaiblissement progressif des partis de droite.

Aujourd'hui les masses de la petite bourgeoisie sont plutôt caractérisées par leur apathie et leur passivité. Les secteurs qui se séparent de la droite ne sont pas attirés par la gauche : c'est plutôt le centre démocratique qui paraît profiter de cette situation et, si les choses ne changent pas au cours de la campagne électorale la Démocratie chrétienne aura la partie belle pour exercer les pressions, les menaces, les chantages, etc... qui avaient eu tant d'importance le 18 avril.

Si une telle situation se dessinait — et d'autant plus si en même temps la tension internationale s'accroît — elle pourrait favoriser encore une fois une polarisation autour du P.C. italien des forces d'opposition, réduisant ainsi les possibilités de manœuvre du P.R.I. et du P.S.D.I., mais aussi celles du P.S.I. lui-même. Toutefois une semblable éventualité, si elle avait des répercussions sur les rapports de forces internes dans le front ouvrier et paysan, ne modifierait pas beaucoup les rapports entre les deux camps fondamentaux.

6) Une conclusion peut être formulée en ces termes :

Puisqu'il n'y a pas de perspective d'une crise économique ou même de difficultés graves dans des secteurs fondamentaux à échéance relativement brève; étant donnée aussi l'incapacité des partis ouvriers majoritaires à exploiter les possibilités existantes dans le sens d'un approfondissement progressif des conflits de classe; les facteurs « autonomes » de la situation tendent à opter dans le sens d'une prolongation de la « stabilisation » relative aussi bien économique que politique, ceci n'excluant pas des fluctuations de types divers et un accroissement progressif des difficultés d'ordre économique.

Une transformation radicale de la situation — dans l'espace de temps envisagé (une période d'une ou deux années) — ne pourrait être que le fait d'incidences de facteur d'ordre international. Dans quelle mesure cela peut-il se produire et dans quel sens : voilà qui peut être déduit du document relatif à la situation internationale, document déjà discuté.

7) La ligne fondamentalement opportuniste du P.C. italien a été de nouveau accentuée et approuvée par le 8^e Congrès. Toutefois, ainsi que nous l'avons souligné dans notre document sur la tactique, la direction Togliatti s'est bien gardée

LA PLATE-FORME DES GROUPES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES

8) La plateforme d'agitation et de propagande des G.C.R., puisque la situation n'a pas subi de changements notables,

d'épouser les positions déclarées et — de son point de vue — conséquentes de la droite. Elle a préféré créer un « centre » plus ou moins factice qui se déclare opposé aussi bien au « maximalisme » qu'au « révisionisme ». Dans ce but Togliatti et ses amis n'ont pas craint d'utiliser une certaine intransigeance verbale pas plus qu'un retour à la politique ainsi dite « double » sur la question des « voies italiennes vers le socialisme ». Le but de cette attitude était aussi bien d'assurer une reprise du contrôle sur la base prolétarienne que de garantir une espèce de défense par rapport au P.S.I.

Si, à l'intérieur du parti, cette manœuvre a incontestablement donné quelques résultats et si, d'autre part, la polémique du P.C. italien a créé des difficultés évidentes au P.S.I., par contre, du point de vue politique générale, cette attitude n'a fait que confirmer l'absence réelle de perspectives du parti lui-même. D'une part, en effet, la perspective révolutionnaire a été délibérément rejetée; d'autre part une lutte sur le plan d'un réformisme cohérent est interdite au P.C. italien aussi bien par les liens que ses dirigeants maintiennent avec la bureaucratie de l'U.R.S.S., que par le « maximalisme » (qui est un réel « maximalisme ») auquel Togliatti se trouve contraint pour conserver son contrôle sur les secteurs les plus progressifs de la base.

Le P.S.I. avait espéré que son heure était sonnée en particulier après les élections de 1956 et après les événements de Pologne et de Hongrie. Mais les espoirs de Nenni et de ses amis pour un renversement en leur faveur avant tout, du rapport de force interne du mouvement ouvrier, se sont rapidement révélés dénués de réalité. Evidemment le P.S.I. est apparu comme compromis, même si c'est dans une mesure moindre que le P.C. italien, par la démolition du stalinisme; d'autre part ses tergiversations et ses incertitudes aussi bien que son évidente évolution vers la droite, ont fait naître la méfiance à son égard, provoquant ainsi le retour vers le P.C. italien d'une partie au moins de la base électorale qui en 1956 s'était orientée vers les socialistes (certains résultats en sens contraire ne semblent être pour le moment que des exceptions). Ainsi, bien qu'ayant opté pour une politique fondamentalement social-démocrate plus conséquente et organique que celle du P.C. italien, le P.S.I. se trouve placé hors du jeu pour ne pas avoir à sa disposition la base de masse qui lui serait nécessaire. D'un autre côté, par sa tradition, par l'influence de sa base prolétarienne et par la formation même d'une partie de ses cadres, le P.S.I. ne peut pas se décomposer jusqu'au niveau de Saragat, sans se transformer en une mesquine fonction de couverture absolument subalterne.

restera basée sur les critères fixés par la V^e Conférence. Au premier plan doit se placer évidemment la polémique de cla-

rification envers les militants du P.C. italien, polémique qui portera toujours plus, non sur des questions secondaires ou partielles, mais sur les problèmes fondamentaux posés devant le mouvement ouvrier italien et international.

Sur un plan plus décidément politique on devra souligner la nécessité que la reprise du mouvement des masses se traduise aussi sur le plan politique. Il faudra démontrer que ceci est la condition fondamentale pour une reprise sérieuse et durable.

Dans la critique de la politique du P.C. italien et du P.S.I., il faudra en particulier préciser qu'un travail d'agitation et de propagande révolutionnaire est toujours une nécessité même lorsque la situation objective n'est pas révolutionnaire. Il s'agit, en effet, de conserver au mouvement ouvrier ses perspectives fondamentales et de donner aux cadres les plus avancés du monde ouvrier la formation révolutionnaire faite de laquelle ils seraient condamnés à une irrémédiable dégénérescence opportuniste et incapables d'exploiter avantageusement les conditions révolutionnaires qui se présenteraient.

Il faudra aussi démontrer le caractère absolument abstrait de la politique du P.C. italien et du P.S.I., dont le réalisme est purement velléitaire. Sur le plan de la direction politique il faudra réaffirmer l'opposition à toute collaboration gouvernementale avec les partis de la bour-

geoisie, collaboration qui, ainsi que toutes les expériences passées l'ont démontré, est destinée à se résoudre fatalement à l'avantage de la classe dominante. La perspective du mouvement ouvrier doit être celle d'un gouvernement ouvrier et paysan sans ministres capitalistes, même s'il faut lutter longtemps pour que ce mot d'ordre puisse passer du plan de la propagande à celui de l'agitation.

En ce qui concerne la politique syndicale, les G.C.R. doivent souligner:

a) Que la reprise syndicale a été rendue possible dans certains secteurs justement par l'abandon pratique de la tactique d'usine, alors que là où cette tactique a persisté la reprise ne s'amorce pas encore;

b) Que pour une reprise des luttes il peut être nécessaire de partir même d'une base limitée, avec des revendications bien définies, avec des manifestations d'« essai » en ce qui concerne l'état d'esprit des masses;

c) Que le passage à des « liaisons » nationales de catégories ou de secteurs semble parfaitement possible même dans cette phase et doit être réalisé;

d) Que, si les méthodes adoptées ces derniers mois ont rendu possible une mobilisation notable de secteurs importants, ces méthodes sont insuffisantes pour atteindre les objectifs fixés. Si l'on insistait avec les méthodes passées et si cela devait amener de nouveaux échecs (ce qui serait inévitable), la reprise pourrait être annulée et l'on pourrait se retrouver au point de départ.

L'UNITE SYNDICALE

A cause de cela les militants des G.C.R. doivent lutter pour que, dans les secteurs actuellement les plus engagés, la base exerce une forte pression sur les dirigeants pour l'adoption de méthodes de lutte plus résolues. Des exemples récents démontrent que cela est possible, au moins entre certaines limites, même si la possibilité d'une reprise généralisée semble problématique à moins d'un renouvellement de la direction syndicale.

e) Les G.C.R. devront lutter pour une profonde démocratisation des syndicats, exigeant en particulier que la base soit conviée à se prononcer sur toutes les questions;

f) Les G.C.R. s'opposeront à toute unification syndicale sur une base opportuniste, qui aurait comme conséquence de « châtrer » complètement le syndicat. Ils ne devront pourtant pas oublier que, dans la phase actuelle, l'unité syndicale est souvent un élément déterminant pour la réussite des agitations. Dans ce but ils soutiendront la nécessité que l'unité soit recherchée à l'occasion des différentes agitations aussi bien à la base qu'au sommet. Mais en aucun cas ceci ne devra signifier un renoncement à une éventuelle liberté d'action, à la liberté permanente de critique ou constituer un prétexte pour renoncer aux luttes ou arriver à des compromis désastreux dans le cas où les syndicats scissionnistes céderaient de capituler.

Dans le cas d'agitations et de grèves il faudra demander l'élection par la base de comités unitaires d'agitation dont la tâche sera de diriger la lutte en conservant un contact constant avec la base.

g) Les revendications de catégorie devront être déterminées chaque fois sur la base des exigences des catégories elles-mêmes et avec la participation directe de la base. Des mots d'ordre de caractère général pourront être encore valables; réduction des heures de travail sans réduction de salaire (36 heures dans les monopoles, 40 heures pour tous) — augmentation des salaires en fonction de l'augmentation du coût de la vie — révision de la structure des salaires (salaires mensuels), etc.

Si les syndicats ne peuvent pas ne pas tenir compte des différences qui se créent dans chaque secteur et dans les différentes usines, ils doivent toutefois tendre à mettre en relief les éléments unitaires qui peuvent être à la base d'une mobilisation des ouvriers et ils doivent se battre pour une réduction des différenciations de différentes espèces (zones, catégories, qualifications, etc.).

L'expérience a suffisamment démontré la faillite de la tactique « par usine » et tous les militants doivent lutter pour qu'elle soit éliminée de la plateforme de la C.G.I.L.

LA BOLIVIE

devant la guerre civile

La rupture du gouvernement de Siles Suazo et de la direction du M.N.R. avec les grandes masses boliviennes s'est approfondie d'une manière permanente depuis l'approbation du plan Eder, plan de stabilisation de la misère comme l'ont appelé les trotskystes. Au cours du 2^e Congrès de la C.O.B. et dans la lutte menée par le gouvernement contre la préparation de la grève générale, cette rupture s'est manifestée de façon ouverte.

La crise révolutionnaire de la Bolivie continue à se développer depuis ce mo-

FAILLITE DE LA DIRECTION OUVRIERE

Ce qui est décisif dans cette situation de désorganisation, c'est la crise de la direction ouvrière. L'affrontement ouvert entre les grandes forces de la révolution d'un côté et l'impérialisme, les grands propriétaires fonciers, les thermidoriens du M.N.R. d'autre part, a brisé la direction syndicale. Le congrès des mineurs de Pulacayo, le 2^e congrès de la C.O.B. et le processus ultérieur de préparation de la grève générale qui s'est terminée par une capitulation ont mis en lumière ce processus profond de la révolution : les masses veulent le pouvoir, luttent pour le pouvoir et exercent le pouvoir au travers de leurs syndicats et de leurs milices dans beaucoup de points de la Bolivie. Elles exigent une direction centrale, un programme d'action, un Gouvernement Ouvrier et Paysan.

La grève générale approuvée dans le 2^e Congrès de la C.O.B. sous la pression des masses, répond à la tendance des masses à livrer une bataille d'ensemble pour un changement complet de leur situation et leur participation à la solution des grands problèmes de la révolution. Depuis que cette tendance des masses à l'affrontement contre l'impérialisme et le gouvernement Siles a acquis une telle vigueur et un tel élan, la faillite de la direction ouvrière s'est montrée en pleine lumière.

En face des grandes tâches politiques, l'empirisme, le caractère de soumission politique au gouvernement et au M.N.R. de la direction de Lechin, Sanjines, Moller, ont causé cette faillite. Des secteurs ont déserté le camp révolutionnaire (Sanjines, Castel et compagnie) ou sont gagnés par la désorientation et la paralysie com-

ment de façon ininterrompue, tendant vers un heurt, une expression ouverte.

Les mineurs ne tiennent pas compte des résolutions du gouvernement. Face à la paralysie de l'Etat pour satisfaire leurs revendications les plus minimes, les paysans s'emparent des biens de celui-ci dans leurs régions.

Le pouvoir est dans la rue. Il n'y a aucun secteur capitaliste, qui ait une force suffisante pour reprendre entre ses mains le contrôle total de la situation. Il n'y a d'autorité dans aucun secteur, toutes les forces sociales sont en crise.

plète, cherchant désespérément un compromis, comme c'est le cas pour Lechin. L'impuissance des secteurs les plus avancés de cette direction a été mise à nu, comme dans le cas de Moller et d'une partie importante de la direction minière.

La crise révolutionnaire ouverte par le 2^e congrès de la C.O.B. a liquidé toutes les fictions et les illusions centrées et a posé avec plus de force que jamais la nécessité d'une direction marxiste. Le programme et les déclarations politiques du P.O.R. ont, dans cette crise même, connu un développement important dans la conscience des masses, de leurs secteurs les plus avancés, et sont apparus comme la seule solution opposée à la solution impérialiste mise en avant par le gouvernement du M.N.R.

La crise de la direction de la C.O.B. reflète une crise plus profonde, celle de la direction petite bourgeoise de la révolution bolivienne. La crise de l'économie capitaliste, la faillite de toute perspective de développement capitaliste, le processus permanent de la révolution qui met de plus en plus en avant les aspirations, les nécessités et la force des masses ouvrières et paysannes, qui ont de plus en plus conscience de leur force propre et de leur défiance envers la petite bourgeoisie dirigeante, et enfin, la pression contradictoire des forces de la révolution et de la contre-révolution ont complètement brisé le M. N. R., le front M.N.R.-C.O.B., et liquidé les bases objectives et subjectives des illusions petites bourgeoises dans un développement capitaliste de la Bolivie.

Le manque de perspectives claires et d'un centre révolutionnaire ayant suffisamment de poids et de vigueur, fait apparaître une quantité de tendances confuses, qui tendent à fractionner et à limiter les forces de la révolution. Seul le développement du parti révolutionnaire réduira le champ de développement

de ces tendances et empêchera qu'elles continuent à peser sur les grandes organisations de masse et à les paralyser, permettant ainsi à l'impérialisme de garder l'initiative et d'essayer que se créent des conditions plus favorables en face de la guerre civile pratiquement inévitable.

FORCE ET FAIBLESSE DE SILES SUAZO

L'impérialisme et le gouvernement de Siles qui s'appuie sur lui sont très faibles en face de la situation. Leur force véritable réside dans la paralysie politique de la direction de la C.O.B.

Siles doit faire front à cette situation, au milieu de la crise et de la démoralisation complète de son parti, de l'Etat, de la police, de l'armée, de l'administration. Dès avant le Congrès de la C.O.B. il a dû faire front à des heurts publics entre la police politique et la police en uniforme, laquelle se volatilisait au cours de manifestation et d'actions répressives ; également à des heurts entre l'armée et les miliciens du M.N.R., qui en apparence soutenaient le gouvernement. Quand la grève générale se préparait, les soldats de certains régiments résolurent dans leur majorité de ne pas intervenir contre les ouvriers et, si on voulait les obliger à le faire, à tirer sur les officiers. Dans les jours précédant l'éclatement de la grève générale les membres les plus importants du gouvernement retiraient leur argent des banques. Plusieurs fois, Siles tenta de lancer des bandes petites bourgeoises contre les dirigeants ouvriers et n'y réussit pas. Dans ces derniers jours, une résolution du gouvernement désignant un nouveau chef d'état-major ne fut pas reconnue par les officiers et les autres membres de l'état-major qui fermèrent les bureaux de celui-ci. Comme les autres crises, celle-ci fut réglée par une transaction, mais le gouvernement, l'armée, la police, l'Etat tout entier donnent une impression d'instabilité, de crise permanente qui peut éclater à tout moment.

La direction de Lechin, ne profite pas

de cette situation pour accentuer l'intervention ouvrière et ouvrir la voie aux solutions ouvrières, mais ne voit dans les difficultés de Siles qu'une possibilité d'arriver à un accord avec lui. Mais même ces aspirations très modestes de Lechin ne sont pas réalisables. Siles ne peut arriver à un accord avec lui sur la base d'une situation qui laisse subsister l'organisation et la force de la C.O.B., ne serait-ce que de manière potentielle. Malgré toute sa faiblesse, Siles est la carte la plus forte pour l'impérialisme. La vigueur et l'initiative de Siles proviennent de l'impérialisme américain qui ne peut accepter aucune solution ni aucun compromis qui laisse sur pied les conquêtes des masses, le contrôle ouvrier, l'étatisation des grandes ressources minières, les milices armées, les syndicats, la C.O.B., etc.

Siles, pour le compte de l'impérialisme, se voit obligé de mener la lutte jusqu'au bout. Les délais dont il dispose sont courts. Le développement d'une situation pré-révolutionnaire en Argentine, en Colombie, au Chili, oblige l'impérialisme à mettre en action toute la force possible pour stopper la révolution bolivienne, dont la marche en avant donnerait une impulsion énorme à l'ensemble de la révolution latino-américaine.

La capitulation de la direction de la C.O.B. a été la raison pour laquelle l'offensive de Siles a pu trouver une certaine possibilité de développement, bien qu'elle rencontre en face d'elle la résistance des masses, en premier lieu des mineurs et des paysans.

VERS LA GUERRE CIVILE

La confiance des grandes masses en Lechin et dans la direction de la C.O.B. a reçu un rude coup. Les masses luttent seules contre le gouvernement pour lequel leur direction les a amenées à voter dans les dernières élections. Dans ces conditions la révolution s'étend. Les mineurs des mines de Catavi, XX^e siècle, Pulacayo, San José, Colquiri, font de grandes manifestations dans lesquelles ils ne reconnaissent pas la destitution de Chavez comme vice-président et avertis-

sent le gouvernement qu'il ne doit toucher à aucune de leurs conquêtes. Les paysans réalisent des mesures révolutionnaires dans diverses régions de Bolivie. Les grandes masses minières et paysannes sont debout dans la lutte contre toute tentative de leur voler leurs conquêtes. Elles sentent que celles-ci sont en danger. Elles essaient de faire pression par tous les moyens sur leur direction pour qu'elle lutte. Mais en même temps elles se préparent elles-mêmes à la lutte.

LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

Encourager ces masses, ouvrir les voies de leur développement, les tourner toutes vers l'action, non vers des actions partielles, locales, comme celles dans lesquelles est forcée de s'exprimer maintenant la force révolutionnaire des masses, mais en poussant la C.O.B. au pouvoir, en impulsant la lutte pour le pouvoir, telle est la tâche des trotskystes boliviens, organisés dans le Parti Ouvrier Révolutionnaire. Face à la faillite politique et organisationnelle de la direction de la gauche, face à l'esprit de fuite des dirigeants principaux, le P.O.R. a développé ses positions politiques audacieusement. Le programme du P.O.R. est apparu au Congrès Mineur de Pulacayo, au 2^e Congrès de la C.O.B., dans la préparation de la grève générale trahie par les dirigeants. Le parti a présenté la seule perspective cohérente capable de faire avancer les masses dans leur lutte. Dans les conditions actuelles de la Bolivie, le programme des trotskystes a une force énorme parmi les masses, car celles-ci, lorsqu'elles bougent, avancent dans cette direction.

Les délais en Bolivie sont courts. Dans ces délais il est nécessaire non seulement d'appeler à la lutte pour le pouvoir, mais aussi d'organiser cette lutte, d'organiser l'action des masses.

Le P.O.R. a réalisé des pas en avant importants sur cette voie. La récente Conférence Minière du P.O.R., qui s'est tenue à Catavi dans les derniers jours de septembre, a une importance énorme dans ce processus. De même que devant l'offensive de Siles contre la grève générale à la fin de juin, au milieu de la banqueroute et de la débandade de la direction de la C.O.B., le P.O.R. seul apparaissait debout avec clarté et décision. Maintenant, lorsque la vieille direction se désintègre, le P.O.R. développe son action et se lance à la préparation de nouvelles actions des masses. Cette action approfondie et étendue sur l'échelle nationale, créera le nouveau centre dirigeant dont ont besoin les masses boliviennes.

Le P.O.R. constitue dans l'étape actuelle de la révolution bolivienne la clef de la situation. Il doit se constituer en une véritable direction qui organise, développe et impulse les forces révolutionnaires des masses dans la lutte consciente pour le pouvoir, pour la C.O.B. au pouvoir, pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Le P.O.R. peut porter les masses au pouvoir au travers des organisations qu'elles ont constituées ou constitueront du moment que le Parti, par son action, leur ouvre la voie.

Octobre 1957.

Francisco CANAS

APRES LA CONFERENCE ECONOMIQUE INTERAMERICAINE

La Conférence Economique Inter-américaine de Buenos-Aires s'est terminée, comme prévu, par l'échec le plus complet. Si les journaux et la majorité des délégués (particulièrement ceux de l'Argentine) ont déclaré que la Conférence avait été un succès, une autre partie souligna que la Conférence a été un échec, pour pouvoir faire pression sur l'impérialisme et obtenir des prêts et des investissements financiers. Ils espèrent aussi ne pas se compromettre devant la clientèle électorale petite bourgeoise de leurs pays et continuer à exploiter ses sentiments anti-impérialistes.

Les questions fondamentales à cette Conférence étaient : l'investissement de capitaux, la Banque Interaméricaine, la politique à suivre sur les excédents agricoles et leurs prix, le rapport entre les prix des matières premières latino-américaines et ceux des produits industriels et des matières premières importées. L'impérialisme n'a rien cédé. Le président de la délégation des U.S.A. s'est adressé à la Conférence dans un discours

violent et s'en est allé en claquant les portes.

L'impérialisme yankee craint tout particulièrement — avec raison — que l'écho de la Conférence pousse les tendances petites bourgeoises ou bourgeois nationalistes à chercher à augmenter le commerce avec les Etats ouvriers. L'impérialisme a besoin de maintenir le climat mensonger de l'unité latino-américaine derrière lui.

La Conférence a surtout mis à nu des problèmes économiques et sociaux qui, même exprimés sous une forme capitaliste et bourgeoise, démontrent la nécessité de l'unification planifiée de l'Amérique Latine. Le développement inégal, mixte et combiné de l'Amérique Latine, même s'il s'appuie sur un retard général d'ensemble très considérable, pose la question de la nécessité de son unification que seul le prolétariat, assumant son rôle dirigeant, peut réaliser dans une Fédération de Républiques socialistes soviétiques de l'Amérique Latine.

L'IMPERIALISME ET LES BOURGEOISIES LATINO-AMERICAINES

La Conférence avait été ajournée plusieurs fois depuis 1948. A cette date, toute une série de pays latino-américains se développaient industriellement et économiquement, en s'appuyant sur un marché mondial acheteur. Les prix des matières premières étaient élevés et les marchés étaient avides de recevoir des marchandises. La situation de beaucoup de pays latino-américains était encore celle d'une expansion économique et d'une amélioration du niveau de vie des masses (Brésil, Mexique, Chili, Argentine).

A la Conférence de Bogota, en 1948, l'impérialisme yankee chercha à obtenir l'appui des gouvernements latino-américains derrière sa politique de guerre froide contre l'U.R.S.S. Il dut faire quelques concessions, dont la réunion d'une Conférence économique. Les gouvernements de l'Amérique Latine faisaient pression sur l'impérialisme yankee pour qu'il verse à

cette dernière une partie des capitaux qu'il destinait à l'Europe.

Même aux moments les plus aigus de la politique « nationaliste » de Péron en Argentine, ou dans les cas de la Bolivie, du Guatemala, etc., ces gouvernements n'ont cessé de faire appel à l'impérialisme yankee, lui demandant une participation plus grande dans le développement économique. Mais il n'avait aucun intérêt à s'engager dans une politique du type de Plan Marshall dans l'Amérique Latine. Acceptant la Conférence, il en fit ajourner la tenue jusqu'en 1957.

Depuis 1948, la situation du marché mondial s'est particulièrement empirée pour l'Amérique Latine. Le marché mondial s'est rétréci, les prix des matières premières baissent de plus en plus. On manque de capitaux pour soutenir le

développement économique. L'inflation et le coût de la vie augmentent. Le chômage croît, et crée de graves problèmes sociaux. L'impérialisme yankee possède des excédents agricoles en concurrence ouverte avec les faibles économies latino-américaines.

La pression du développement économique, bien que limitée, l'inflation, les déficits dans les échanges commerciaux, la concurrence économique de l'Afrique, etc., obligent les bourgeoisies latino-américaines à essayer une défense commune contre l'impérialisme. L'impérialisme yankee ne put obtenir une déclaration dans laquelle on reconnaît aux capitaux yankees le droit d'extraterritorialité; au début beaucoup de délégués étaient prêts à l'approuver dans l'espoir d'obtenir en échange une aide ou une concession quelconque. Mais quand il devint clair que l'impérialisme ne céderait en rien, la prétention yankee fut, sous la pression des délégués du Mexique, repoussée presque à l'unanimité.

Le développement historique de l'Amérique Latine agit dans le sens de poser la question d'unifier, donc de décider des

mesures d'expansion des marchés ou des accords financiers, commerciaux et douaniers facilitant l'expansion commerciale. Mais les intérêts contradictoires nationaux, locaux, sont très puissants ainsi que la peur des masses et des repréailles financières, économiques, commerciales, militaires de l'impérialisme yankee.

L'impérialisme domine les bourgeoisies latino-américaines de par son contrôle financier, industriel, commercial, politique, militaire, en utilisant les uns contre les autres les intérêts contradictoires de chaque secteur.

Plusieurs délégués ont demandé la discussion d'un marché commun ou régional latino-américain et proposé un tel marché avec des accords précis tenant compte de la défense du commerce inter-américain; ces propositions ont été accompagnées de la proposition de la formation d'une Banque Latino-américaine. L'impérialisme américain a appuyé l'idée de marché régional avec l'élimination des barrières douanières pour les marchandises et les capitaux; il veut avoir la porte ouverte pour lui.

MARCHE COMMUN LATINO-AMERICAIN

Les plaintes et les reproches, tout comme les propositions de quelques délégations (Uruguay, Mexique et, à un certain moment, Chili) sont de véritables réclamations adressées à l'impérialisme au nom des besoins de ces bourgeoisies. Mais l'impérialisme n'est pas intéressé à servir les besoins et les intérêts des bourgeoisies latino-américaines. Il n'y a aucune possibilité d'un marché commun capitaliste latino-américain. La seule façon d'unir l'Amérique Latine, c'est la planification de ces économies dans l'intérêt des peuples, sous la forme d'une Fédération de Républiques Socialistes Soviétiques de l'Amérique Latine.

Dans les conditions actuelles, le rythme du développement industriel et commercial s'est ralenti grandement, le coût de la vie et l'inflation montent continuellement. Les pays latino-américains dépendent de plus en plus de capitaux étrangers pour la poursuite de leur développement industriel.

En Amérique Latine il existe une forte concurrence entre l'impérialisme yankee, le Japon, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et les Etats ouvriers pour l'investissement de capitaux, le commerce et le développement des industries.

LE COMMERCE AVEC LES ETATS OUVRIERS

Les gouvernements présentent leurs doléances à l'impérialisme yankee en agitant le danger du communisme soviétique et l'énorme pression qu'il exerce sur ces pays. Le commerce avec l'U.R.S.S. et les autres Etats ouvriers est apparu comme

une nécessité concrète et vivante qui pousse ces gouvernements à ne pas s'en détourner complètement. Il ne s'agit pas d'un simple chantage contre l'impérialisme. L'invitation faite à l'U.R.S.S. et aux autres Etats ouvriers pour qu'ils

assistent à la Conférence Inter-américaine fut imposée par quelques gouvernements latino-américains, qui ont dû vaincre l'opposition de l'impérialisme yankee. Cette invitation montre par elle-même que les gouvernements latino-américains n'excluent pas le commerce et les rapports avec les Etats ouvriers, conséquence de la nécessité du développement économique, social et politique de l'Amérique Latine.

Ce commerce réel a une forme très limitée. Jusqu'en 1952, l'impérialisme yankee a pu contrôler le commerce de l'Amérique Latine avec l'U.R.S.S.. Maintenant, même sous la forme limitée sous laquelle il se présente, l'impérialisme yankee ne peut y maintenir son contrôle comme auparavant. L'impérialisme a augmenté sa domination militaire et politique sur les bourgeoisies latino-américaines par des pactes militaires et politiques. Mais en ne pouvant pas empêcher le commerce avec les Etats ouvriers, il montre que son pouvoir ne s'étend pas proportionnellement dans tous les sens. C'est un autre signe révélateur d'un recul de l'impérialisme dans le rapport de forces

avec la révolution mondiale et les Etats ouvriers.

Les économies de quelques pays de l'Amérique Latine, dont le développement est encore limité, sont poussées vers la recherche du commerce soviétique. C'est suffisant pour révéler que, bien que le développement économique de l'Amérique Latine soit encore restreint, même dans le cadre du capitalisme il doit chercher en dehors de l'impérialisme une solution commerciale réduite. En outre, ce commerce avec les Etats ouvriers révèle la pression sociale de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière.

Ce commerce, limité et restreint, est loin de révéler tout ce que l'Amérique Latine peut échanger avec les Etats ouvriers. Les gouvernements latino-américains ne peuvent pas aller très loin sur ce chemin. L'impérialisme mène d'une manière permanente une campagne d'intimidation. L'opposition de l'impérialisme yankee à Batista par exemple, est due, dans une grande partie, au fait que Batista vend du sucre à l'U.R.S.S., la Pologne, la Tchécoslovaquie, etc.

LES PARTIS COMMUNISTES

Etant au service des intérêts de la bureaucratie soviétique, la ligne politique des Partis Communistes de l'Amérique Latine consiste à faire pression sur les bourgeoisies de tous les secteurs (depuis les secteurs industriels jusqu'aux propriétaires terriens) pour réaliser des accords commerciaux et entretenir des rapports diplomatiques avec les Etats ouvriers, essentiellement avec l'U. R. S. S. Quelques Partis communistes mettent l'accent sur des propositions de traités avec la Chine populaire. Ceci paraîtrait indiquer quelque inclination plus accentuée vers la sphère de la Chine. Les Partis communistes s'offrent comme médiateurs entre le mouvement ouvrier aux fins des accords commerciaux ou des reconnaissances diplomatiques.

Les directions des Partis communistes tentent de soumettre les mouvements de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie pauvre aux perspectives de résultats des conventions commerciales et des reconnaissances diplomatiques en Amérique Latine, et ainsi de faire croire aux masses que tout peut être résolu par les échanges commerciaux avec les Etats ouvriers. Les Partis communistes n'omettent pas de mentionner le problème agraire, les augmentations des salaires, les revendications démocratiques et économiques des masses, mais leur ligne générale c'est de soumettre ces positions aux perspectives d'échanges commerciaux et des reconnaissances diplomatiques. La politique des P. C. se soumet au cours fondamental de cette ligne, en tant que partie de sa ligne de coexistence pacifique et du « maintien » de la paix, et ainsi ces partis trompent les masses avec une

perspective bourgeoise, fautive et capitulaire. Au Brésil, en Argentine, au Chili, au Mexique, en Uruguay, etc., les P.C. mènent une politique destinée à « pousser » les bourgeoisies nationales et les oligarchies de ces pays à commercer « en grand » avec les Etats ouvriers et à les reconnaître diplomatiquement.

Du point de vue des intérêts historiques et concrets des peuples il est tout à fait nécessaire, aussi bien pour les pays de l'Amérique Latine que pour les Etats ouvriers, de profiter au maximum des contradictions inter-impérialistes et des contradictions entre les bourgeoisies coloniales et l'impérialisme, pour l'établissement de rapports diplomatiques et d'échanges commerciaux sans entrave avec tous les Etats ouvriers. Cet objectif doit être dans le programme de tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire, syndical et politique. Mais cela doit être fait sans soumettre le mouvement ouvrier et révolutionnaire à cet objectif. Cette lutte est une partie importante de la lutte du mouvement ouvrier mais non son but.

Le commerce le plus ample, la reconnaissance diplomatique des Etats ouvriers, ce sera un coup contre l'impérialisme, ça l'affaiblira; mais cela ne résoudra aucun des problèmes fondamentaux, généraux et historiques de la révolution permanente en Amérique latine. Les rapports économiques et diplomatiques avec les Etats ouvriers peuvent acquérir une importance considérable si en même temps les masses luttent pour un programme indépendant et révolutionnaire de classe, vers le gouvernement ouvrier et paysan.

Les rapports commerciaux avec les Etats ouvriers aideraient au développement économique et contribueraient ainsi à l'amélioration des conditions de vie et de lutte des masses de l'Amérique latine. Et, plus particulièrement, à l'augmentation du poids spécifique du prolétariat.

Les échanges commerciaux avec les Etats ouvriers sont toujours partiels, à cause des possibilités économiques propres des deux côtés. Du côté soviétique et des autres Etats ouvriers, parce qu'ils ne peuvent pas remplacer l'industrie et les investissements totaux de l'impérialisme yankee; et du côté des Etats capitalistes de l'Amérique latine, les possibilités s'appuient sur des structures économiques limitées, sous-développées et arriérées, sur le complexe des intérêts et de la production de matières premières, sur la structure capitaliste de ces pays.

L'impérialisme yankee n'est pas tout puissant; sa force mondiale diminue et s'affaiblit. Les bourgeoisies nationales de l'Amérique Latine tentent d'en profiter. L'échec de la Conférence Inter-américaine démontre clairement que les possibilités dans ce sens sont limitées. Les bourgeoisies latino-américaines, les courants nationalistes petits bourgeois et bourgeois n'ont pas la force historique pour profiter de toutes les possibilités. Le prolétariat

doit lutter pour développer dans toute sa vigueur ses organes indépendants de classe; il doit réaliser une politique révolutionnaire d'expropriation et d'expulsion de l'impérialisme, de nationalisation sans rachat des grandes entreprises, d'expropriation des grandes propriétés terriennes et la distribution des terres aux paysans. Contrôle et administration ouvrière, planification de l'économie nationale et sur toute l'Amérique Latine.

Aucun degré d'échanges commerciaux, aucune reconnaissance diplomatique n'assurera la « coexistence pacifique » entre le monde capitaliste et les Etats ouvriers et la révolution coloniale et semi-coloniale.

Tout doit être situé dans le contexte de l'impossibilité de la « coexistence pacifique », de la « continuation prolongée de la paix » et du développement mondial et permanent des révolutions coloniales et des révolutions politiques dans les Etats ouvriers, de l'éclatement de la guerre mondiale contre-révolutionnaire et de l'extension mondiale de la révolution. Planification de la production en Amérique Latine. Pour l'alliance ouvrière et paysanne, pour des gouvernements ouvriers et paysans, pour les Etats-Unis socialistes soviétiques de l'Amérique Latine.

E. GERMAIN

RÉFLEXIONS sur la révolution coloniale en Afrique

1. — Les particularités de la révolution coloniale dans chaque continent et chaque pays sont déterminées en grande partie par les particularités de la domination impérialiste, c'est-à-dire par les conditions objectives desquelles naît la révolution.

La domination impérialiste sur l'Afrique se distingue notamment :

a) Par le caractère relativement tardif de son établissement, qui ne s'achève qu'au début du XX^e siècle;

b) Par le retard de toute l'évolution sociale africaine, retard aussi de l'industrialisation et de la formation du prolétariat, qui se répercutent dans la faiblesse relative du mouvement révolutionnaire des masses par rapport à la révolution coloniale en Asie et en Amérique latine;

c) Par le rythme extrêmement rapide de cette industrialisation depuis la deuxième guerre mondiale, qui fait du continent noir à la fois le dernier domaine de l'impérialisme et un réservoir de plus en plus important de forces révolutionnaires;

d) Par le caractère hybride de l'implantation impérialiste. En effet, si l'Amérique et l'Australie ont été dès le début des colonies de peuplement; si l'Asie n'a jamais connu de tentatives sérieuses d'implantation de populations européennes par les puissances coloniales (à l'exception de la Sibérie et de la Palestine), l'Afrique par contre se divise en deux zones : l'Afrique occidentale et équatoriale, où l'impérialisme s'est contenté d'asseoir sa domination par des moyens économiques, militaires et politiques; et l'Afrique du Nord (à l'exception de l'Egypte), ainsi que l'Afrique orientale et celle du Sud, où la domination impérialiste s'est en outre assise par la présence d'une masse de colons blancs provenant d'Europe.

L'intensité du mouvement national autochtone et le degré de résistance de l'impérialisme à la transformation de sa domination directe en domination indirecte dépendent en grande partie de la présence et du nombre de ces colons blancs. Les deux pays où ils sont le plus nombreux — l'Afrique du Sud et l'Algérie — sont aussi les pays où la révolution prend et prendra les formes de lutte les plus violentes et s'apparentera à une véritable guerre civile.

2. — Le rôle néfaste de l'impérialisme et, plus généralement, du capitalisme européen, du point de vue du développement général des peuples, n'apparaît nulle part de façon plus nette qu'en Afrique. Le contact des bourgeoisies commerciales portugaise, espagnole et hollandaise d'abord, anglaise et française ensuite, avec les peuples autochtones de l'Afrique noire s'est opéré sous le signe du pillage et de la traite des Noirs. C'est cette traite des Noirs qui a arrêté les progrès lents mais sûrs de la civilisation en Afrique, qui a provoqué la décomposition des anciennes structures tribales sans leur substituer une organisation sociale plus avancée, et qui a en fait causé cette « anarchie » dont les puissances européennes se sont prévaluées pour établir leur domination sur tout le continent noir.

Du 15^e au 19^e siècle, la colonisation de l'Afrique rejette ce continent mille ans en arrière du point de vue du développement de la civilisation. Mais dans le dernier quart du 19^e siècle, l'Afrique apparaît comme la dernière « réserve » du capital passant à la phase impérialiste de son développement. Le partage du continent entre les puissances impérialistes, l'établissement d'un régime colonial organisé, l'exploitation plus systématique des richesses naturelles — s'ils permettent un premier investissement de capitaux et un certain développement des forces productives — sont accompagnés pour la majorité des peuples autochtones de nouvelles dégradations économiques et sociales : vol des meilleures terres, introduction du travail forcé, exploitation capitaliste de la main-d'œuvre, décomposition accélérée du milieu tribal par le dépeuplement, les épidémies, la famine, etc., résultant de la destruction de l'économie traditionnelle.

3. — Jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, l'économie africaine se caractérisait en général — à l'exception de celle de l'Afrique du Sud et, dans des mesures diverses, de celle de certains pays de l'Afrique du Nord et de l'Egypte — par sa division en deux secteurs reliés entre eux du fait de la même masse de producteurs autochtones :

a) L'économie autochtone proprement dite, exclusivement agricole, stagnante à

un niveau misérable de **subsistance pure et simple**.

b) L'économie européenne (c'est-à-dire exploitée par les sociétés ou les colons européens) se limitant à des **monocultures** et à la **monoproduction** de matières premières, dépendant des fluctuations du marché mondial : coton en Egypte et au Soudan ; cacao et huile de palme en Afrique occidentale ; cuivre en Rhodésie ; or et diamants en Afrique du Sud ; cuivre, étain et diamants au Congo belge, etc.

L'économie de chacun de ces pays était dominée étroitement par un ou une poignée de trusts métropolitains : Banque de Paris et des Pays-Bas, au Maroc ; Compagnie du Canal de Suez, en Egypte ; Unilever, en Afrique occidentale britannique ; Union Minière, au Congo belge ; groupe Oppenheimer et trusts de l'or en Afrique du Sud ; trust Firestone, au Libéria, etc.

La crise économique de 1929-1933 et la chute radicale des prix des matières premières qu'elle causa ébranlent ce système économique artificiel. La deuxième guerre mondiale lui porta un coup mortel. Une série de colonies, coupées de leurs métropoles, furent obligées de développer une industrie de transformation sur place. L'établissement de puissantes bases militaires — l'Afrique centrale d'abord, l'Afrique du Nord ensuite étant devenues un des bastions principaux des impérialistes « alliés » au cours de la deuxième guerre mondiale — joua dans le même sens. Au lendemain de la guerre, le reflux des capitaux de l'Asie vers l'Afrique, par suite des progrès de la révolution coloniale, donna un nouveau coup de fouet à l'industrialisation du continent noir. Son importance stratégique-clé dans la « guerre froide » ; l'exploitation accélérée de matières premières décisives comme l'uranium, le pétrole, l'aluminium, le cuivre, etc. ; la concurrence inter-impérialiste accrue (notamment le développement des investissements américains et les perspectives de pénétration allemande dans les colonies françaises, anglaises, belges et portugaises) contribuèrent puissamment à l'essor de l'industrie, à la prolétarianisation des autochtones et à l'urbanisation des travailleurs, marquée par l'apparition d'importants centres prolétariens comme Casablanca, Accra, Dakar, Léopoldville, s'ajoutant aux métropoles plus vieilles du Caire, d'Alger, d'Alexandrie et de Johannesburg.

Cependant l'ampleur de ce mouvement d'industrialisation est loin d'être égale dans toutes les colonies africaines et n'a nulle part atteint un degré de concentration industrielle comparable à celui des centres industriels les plus importants de l'Asie à l'époque du règne impérialiste (Shanghai, Osaka, Bombay, etc.). Même l'industrie textile — sans parler de la sidérurgie ou de la métallurgie — ne subvient encore nulle part, même en Egypte, aux besoins « payants », pourtant misérables, de la population autochtone.

4. — De tous les pays coloniaux et semi-coloniaux entraînés dans le processus de la révolution permanente, les pays de l'Afrique sont ceux qui connaissent la bourgeoisie « nationale » la plus famé-

lique, la plus misérable ; en Afrique équatoriale et orientale, cette bourgeoisie indigène fait même totalement défaut. Les formes particulières que prendra, que prend déjà, le mouvement national révolutionnaire seront largement influencées par ce fait capital.

Le seul noyau solide de bourgeoisie indigène industrielle existe en Egypte, et il y est nettement minoritaire au milieu de couches bourgeoises **compradores**, liées au capital étranger et surtout à la propriété foncière ; la grande majorité des capitaux est investie et continue à être investie dans l'agriculture. Les autres noyaux importants de bourgeoisie indigène qui existent en Afrique — notamment en Tunisie, au Soudan, au Ghana, au Nigéria et en Afrique du Sud — sont presque exclusivement de nature commerciale. S'ils ne sont pas devenus des bourgeoisies **compradores**, c'est que l'impérialisme n'avait pas besoin d'une association avec eux, leur « réservant » seulement le misérable secteur de l'économie indigène. Ces derniers temps, au Soudan, au Ghana et au Nigéria, peut-être aussi au Maroc et en Tunisie, l'impérialisme, obligé de céder du terrain et de reconnaître l'indépendance politique, a esquissé les premières timides manœuvres « d'association » économique avec des noyaux de la bourgeoisie indigène ; ces manœuvres ne dépassent en général pas le stade de la commercialisation de produits indigènes plus ou moins intégrés dans le marché mondial (coton au Soudan, cacao au Ghana et au Nigéria). C'est surtout la conquête de l'autonomie politique et le « stimulant » du pillage du budget national (scandale de la première banque indigène au Nigéria!) qui favorisèrent une accumulation primitive de capitaux fort restreinte, de la part de la bourgeoisie indigène de ces pays.

Un trait particulier qui caractérise la structure sociale de toute l'Afrique, c'est le fait que le petit commerce et même le commerce de gros non européen se trouvent en grande partie concentrée entre les mains de couches nationales non autochtones : Indiens en Afrique du Sud et en Afrique orientale ; Levantins et Arabes en Afrique occidentale, en Ethiopie et même en partie en Afrique équatoriale ; Juifs, Grecs et Levantins, ainsi que quelques tribus particulières comme les M'Zabites en Afrique du Nord. Ce phénomène historiquement classique chez tous les peuples sortant de l'économie naturelle et non encore définitivement intégrés dans l'économie marchande, affaiblit encore davantage les possibilités déjà fort maigres d'accumulation de capitaux indigènes et fournit par ailleurs à l'impérialisme et aux classes dominantes un bouc émissaire contre lequel se déchaîne périodiquement la population urbaine exploitée jusqu'au sang.

5. — La faiblesse extrême, voire l'absence totale de bourgeoisie indigène fait que le seul antagoniste du prolétariat pour prétendre à la direction du mouvement révolutionnaire en Afrique est la petite bourgeoisie cosse, composée d'intellectuels et de représentants des professions libérales (avocats, médecins,

pharmaciens, hauts fonctionnaires). C'est surtout dans les colonies françaises que ces couches imposent leur empreinte au mouvement national. Dans les colonies anglaises, cette couche est plus réduite et plus famélique, l'impérialisme britannique n'ayant esquissé que tardivement une politique « d'assimilation » intellectuelle. Dans les colonies portugaises et belges, elle y fait totalement défaut, la bourgeoisie impérialiste y ayant empêché toute formation d'une **intelligentzia** indigène.

Le comportement politique de la direction petite bourgeoise du mouvement national en Afrique reflète fidèlement les lois générales du comportement politique de la petite bourgeoisie. Coupée de tout espoir de s'intégrer effectivement à la classe des maîtres impérialistes, du fait de discriminations innombrables, voire du **colour bar** pur et simple, l'**intelligentzia** indigène est forcement anti-impérialiste et révolutionnaire dans sa grande majorité, aspirant à l'indépendance nationale qui lui assurerait le rôle dirigeant du nouvel Etat.

En même temps elle est, de par son niveau de vie et de culture, aussi éloignée des masses populaires qu'elle l'est des maîtres impérialistes. Elle craint autant la révolte radicale de celles-là balayant tous les privilèges, que la répression aveugle de ceux-ci « unifiant » tout le peuple dans le même carnage. C'est pourquoi elle préfère généralement une solution « réformiste », « négociée », de l'indépendance à une révolution « violente ». C'est pourquoi elle n'utilise l'arme de la mobilisation des masses contre l'impérialisme qu'au compte-goutte, s'efforçant de maintenir un contrôle rigide sur les organisations populaires. C'est pourquoi elle recherche en définitive un « protecteur » étranger capable de « garantir » le nouveau régime non seulement contre un retour aux anciennes formes de domination coloniale, mais encore contre un assaut des masses indigènes. L'impérialisme américain remplit volontiers ce rôle.

6. — Le fait capital de la structure sociale africaine, c'est que les agriculteurs qui constituent l'écrasante majorité de la population ne sont — à l'exception de l'Egypte et de la Tunisie — sortis que récemment ou pas sortis du tout du cadre tribal traditionnel. La société autochtone africaine, connaissant l'est vrai des statuts multiples et complexes de la propriété foncière, se trouve cependant partout encore à un stade intermédiaire entre la communauté traditionnelle du village et l'agriculture individuelle proprement dite. Ce fait détermine les formes sous lesquelles se pose la question agraire en Afrique et les formes que devront prendre les solutions proposées par les organisations révolutionnaires.

Bien que la question agraire varie de pays en pays, voire de région à région et qu'une analyse spécifique soit chaque fois indispensable à l'élaboration de solutions pratiques, on peut dégager quelques conclusions plus générales concernant les objectifs de la révolution coloniale dans le domaine agraire :

a) Dans tous les pays à colonisation européenne large, les populations autochtones étouffent dans des « réserves » constituées par les terres les moins fertiles. La **conquête des terres des Blancs** sera au Kenya, en Afrique du Sud, en Rhodésie, et sans doute aussi en Algérie, dans la phase finale de la révolution, l'objectif N° 1 des masses populaires. La question de savoir si ces terres doivent être **divisées** par familles ou **restituées aux unités tribales** auxquelles elles ont été arrachées de mémoire d'homme encore vivant, doit être décidée dans chaque cas précis d'après les préoccupations dominantes et l'état de conscience des masses intéressées.

b) Dans les pays où l'exploitation impérialiste de richesses nationales a provoqué, par la modification artificielle des cultures, l'érosion, la disparition des réserves de terre et de gibier, l'exode rural, etc., une situation agricole déficitaire qui maintient une large partie de la population rurale dans un état permanent de semi-famine, la révolution conquerra le droit à la reconversion des cultures et à la protection et l'extension des réserves de terres, sans lesquelles l'Afrique risque de rester le continent d'une agriculture sous-développée, même après la chute de l'impérialisme.

c) Le climat tribal prédominant est particulièrement propice au développement le plus large de systèmes de coopératives de production qui permettront sans doute à l'agriculture africaine de faire en grande partie l'économie de l'étape de l'exploitation individuelle. Cependant, pour que cette économie ne se traduise pas par une perte du point de vue de la productivité du travail, pour que l'agriculture ne dépasse pas le stade de la production de subsistance pure et simple, le crédit à bon marché et surtout la recherche agronomique et l'aide technique sur une grande échelle — y compris, dans de nombreuses régions, des travaux d'irrigation très importants — s'avèreront indispensables.

7. — Le prolétariat d'Europe occidentale avait un solide noyau d'origine citadine et **artisanale** ; le prolétariat d'Europe orientale et d'Asie a une origine essentiellement **rurale** ; le prolétariat d'Afrique, à l'exception de l'Egypte et dans une certaine mesure de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc, a une origine **tribale**. Toutes les particularités du mouvement ouvrier africain peuvent se réduire à cette formule. Elle résume la tâche historique extrêmement lourde que la classe ouvrière africaine aura à remplir : réaliser un saut du seuil de la préhistoire au seuil du socialisme.

L'énorme retard de l'industrialisation de l'Afrique — qui n'est qu'esquissée dans la plupart des pays du continent noir — détermine la faiblesse numérique, culturelle et qualitative qui caractérise encore le prolétariat africain. Seuls deux pays — l'Union Sud-Africaine et le Congo belge — comptent plus de 25% de salariés dans leur population masculine active. L'Egypte, le Maroc, la Rhodésie, l'Algérie, la Tunisie suivent avec un pourcentage de prolétaires plus réduit encore. A cela

s'ajoute que ce prolétariat n'est urbanisé réellement sur une grande échelle qu'en Egypte. Même les travailleurs salariés vivant dans de grands centres urbains de l'Union Sud-africaine et du Congo belge possèdent encore de puissants liens tribaux, ne sont en général pas nés dans la ville et espèrent en partie pouvoir la quitter tôt ou tard pour retourner dans le milieu tribal coutumier.

De ce fait, ce prolétariat en formation, succédant à peine à une classe de **paupers** déracinés, en partie travailleurs migrants, en partie paysans en quête de terres, est partout entouré par une large couche plébéienne semi-prolétarienne faite de **travailleurs occasionnels**, plus misérables encore que les salariés proprement dits, mais sans l'expérience et le mode de vie et de travail qui engendrent la conscience de classe prolétarienne. Dans toutes les grandes villes de l'Afrique, cette couche sociale constitue une partie importante sinon la majorité de la population autochtone.

C'est seulement dans les pays relativement les plus industrialisés qui ne sont pas devenus des colonies de peuplement — surtout l'Egypte et le Congo belge — que les travailleurs autochtones ont été obligatoirement intégrés dans toutes les phases de la production industrielle, accédant au statut d'ouvriers qualifiés et de techniciens. Dans tous les pays africains, au contraire, une partie importante de la population est d'origine européenne, les échelons supérieurs de la production lui ont été jalousement réservés. Les autochtones sont traités comme une réserve de main-d'œuvre non qualifiée extrêmement bon marché. Leurs salaires oscillent autour de la moyenne de 10% des salaires et traitement des Européens. On comprend, dans ces conditions, combien il est illusoire de vouloir les regrouper dans un même mouvement syndical ensemble avec les travailleurs européens et, pis encore, sous leur direction, alors qu'il y a une opposition d'intérêts extrêmement nette en matière de rémunération. En fait, comme les **poor whites** dans les Etats du Sud des U.S.A., c'est souvent la masse des travailleurs et des « petites gens » européens qui, dans les colonies de peuplement, est le plus farouchement opposée à la conquête de l'égalité des droits politiques et sociaux de la population autochtone, craignant non sans raison de perdre ainsi les maigres privilèges dont elle dispose et de retomber par la suite au niveau d'existence des salariés autochtones. Néanmoins, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à expliquer à ces salariés européens que, sans leur intégration dans la lutte d'émancipation de la population autochtone, leur existence même risque d'être menacée. Il est cependant probable que seule une minorité consciente pourra arriver à cette conclusion, en faisant abstraction de ses intérêts immédiats.

8. — Comme dans tous les pays coloniaux, les premiers mouvements et partis politiques apparus en Afrique avaient tous pour objectif la lutte contre la puissance coloniale, pour la conquête de l'indépendance nationale, ou du moins d'une constitution démocratique bourgeoise per-

mettant d'envisager l'indépendance dans un avenir pas trop éloigné. Ces mouvements avaient en général une double origine :

a) Des anciennes classes ou couches dominantes semi-féodales, féodales, esclavagistes ou même tribales, cherchant à rétablir leur pouvoir ébranlé par l'occupant impérialiste et jouissant dans ce sens d'un large appui des masses (insurrection des Riffains ; résistance du Négus d'Abyssinie contre Mussolini ; résistance du Kabaka d'Ouganda contre les Britanniques ; diverses insurrections tribales en Afrique équatoriale, etc.). Le parti du Vieux Destour en Tunisie et les anciens partis nationalistes égyptiens, y compris le W.A.F.D., dominé par des propriétaires fonciers semi-féodaux, même à l'époque de sa plus grande popularité, entrent dans la même catégorie ;

b) Des couches plus modernes de la société, l'intelligentsia petite bourgeoise avant tout, appuyée par une poignée de capitalistes autochtones et par les premiers noyaux du mouvement ouvrier : le Néo-Destour tunisien, l'Etoile Nord-Africaine, puis le P.P.A., puis le M.T.L.D. algérien, l'Istiqlal marocain, le R.D.A. en Afrique noire française, les deux partis de masse soudanais, le parti de Nkrumah au Ghana, le P.C.P. au Nigéria, le South-African Congress, le Kenya African Union de Kenyatta, etc., peuvent toujours être regroupés de la sorte. Le mouvement bonapartiste de Nasser occupe une place à la limite extrême de cette catégorie.

En général, l'évolution économique et sociale qui suit l'intégration des pays d'Afrique dans le marché mondial et le début de leur industrialisation écartent les mouvements et partis du premier type au profit des partis du deuxième genre. Quelquefois — comme dans le cas de l'Istiqlal ou mieux encore du parti soudanais Ummah — le maintien de traditions religieuses très strictes et l'utilisation des anciens chefs féodaux comme symboles politiques, assure une certaine continuité à ce processus de substitution — ce qui devient tôt ou tard un obstacle supplémentaire sur la voie de l'émancipation sociale. D'une façon générale, surtout dans les pays islamiques, toutes les tentatives de maintenir le mouvement national dans le cadre des anciennes structures féodales et religieuses — notamment le pan-islamisme, à ne pas confondre avec le panarabisme! — sont réactionnaires et doivent être combattues par les marxistes. Ceux-ci se garderont cependant de confondre le fond et la forme, et de refuser leur appui à un mouvement anti-impérialiste des masses sous prétexte que celles-ci suivent encore — temporairement — des leaders féodaux ou religieux.

Le caractère apparemment hétéroclite des partis politiques précédemment énumérés comme « partis nationaux africains modernes » s'explique facilement par la structure sociale très floue des couches qui les supportent et qui les dirigent. Aussi longtemps que la bourgeoisie et le prolétariat ne se sont pas définitivement cristallisés sur le plan social, l'intelligentsia nationaliste semble effective-

ment unir le peuple entier dans l'opposition à l'impérialisme. Aux divers degrés de cristallisation de ces classes — ainsi que d'une paysannerie indépendante — dans les divers pays africains correspond **grosso modo** le caractère social plus ou moins flou des partis nationaux. Il ne peut s'agir là cependant que d'une phase transitoire de durée relativement brève. Inévitablement la lutte anti-impérialiste elle-même provoque à l'intérieur de ces partis une opposition entre des éléments « conciliateurs » et des éléments « révolutionnaires ». Inévitablement aussi, chaque succès politique pousse à l'avant-plan les problèmes économiques et sociaux. Les partis « nationaux » se divisent ainsi en tendances et fractions qui correspondent de plus en plus aux intérêts des diverses classes sociales, au fur et à mesure que le processus de la révolution permanente se déroule et accélère par ses propres effets économiques et sociaux la cristallisation définitive de ces classes sociales.

Si, dans ces conditions, des dirigeants démocratiques bourgeois comme Bourguiba ou Nkrumah continuent de s'appeler « socialistes » — comme le fait d'ailleurs aussi Nehru — cela exprime objectivement la nécessité impérieuse pour ces bourgeois naissantes, extrêmement faibles économiquement et socialement, d'asseoir l'industrie privée sur une large base nationalisée des secteurs-clés (financés par le budget public et l'importation de capitaux publics étrangers) et de chercher à réduire les frictions avec le prolétariat, en prétextant un but historique commun.

9. — Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'essor universel de la révolution coloniale n'a pas manqué d'entraîner de larges parties du continent africain dans la tourmente. En dehors de l'agitation politique déclenchée ou canalisée par les partis susmentionnés, on peut distinguer :

a) Le mouvement de résistance des masses sud-africaines contre la dictature raciste et contre l'application de la doctrine de l'**apartheid**, mouvement utilisant la lutte gréviste, les manifestations de rue, les boycotts de masse et la lutte clandestine.

b) La révolution nord-africaine qui se préparait dès 1945 et qui fut finalement précipitée par les défaites de l'impérialisme au Vietnam, aboutissant à l'insurrection armée en Tunisie et au Maroc, qui furent victorieuses en 1955, puis l'insurrection armée algérienne qui se développe toujours.

c) La montée du mouvement de masses en Egypte, qui connut un premier essor ouvrier et syndical en 1945-1946 puis, après une période de reflux, un deuxième essor avec le développement de la résistance contre la présence des troupes britanniques dans la zone de Suez, résistance qui aboutit à la révolution des officiers de juillet 1952, puis un troisième essor en 1956 quand Nasser fut obligé de faire appel aux masses contre l'agression impérialiste en octobre 1956.

d) Les divers mouvements de résistance, ou mouvements insurrectionnels en Afri-

que noire, dirigés par des sectes politico-religieuses clandestines comme les Mau-Mau au Kenya, le Kitawala au Congo belge, etc.

e) Les mouvements de masse en Afrique occidentale combattant pour l'indépendance du Ghana, du Nigéria et du Cameroun.

Il apparaît de cette énumération succincte que ces divers mouvements de masse ne sont pas unifiés ni même reliés entre eux, mais qu'ils sont plutôt centrés autour de plusieurs points focaux : la révolution arabe ; l'empire colonial français en désintégration ; l'Afrique coloniale au sud du Sahara ; et l'Afrique du Sud. Néanmoins, chaque victoire révolutionnaire obtenue dans un secteur déterminé finit par se répercuter dans tous les secteurs à la fois.

Jusqu'à maintenant, la classe ouvrière africaine ne joue pas encore un rôle politiquement prédominant dans la révolution africaine — sauf sans doute en Afrique du Sud où elle domine le S. A. Congress. Mais la décennie passée a vu un essor rapide du mouvement syndical africain, symbolisé par des organisations comme l'U.G.T.T. l'U.G.T.M., l'U.G.T.A., le Ghana TUC, le Kenya TUC, etc. Ces organisations, qui regroupent de larges masses autochtones, prennent rapidement un rôle politique malgré leur direction réformiste et deviennent, notamment en Tunisie, au Kenya, au Maroc et sans doute aussi au Ghana, les premiers porte-parole de la classe ouvrière dans la révolution coloniale. La constitution de **partis travaillistes basés sur ces syndicats** puissants devient au lendemain de la conquête de l'indépendance politique une nécessité pour rompre l'unité d'action nationale qui risque d'être exploitée par la bourgeoisie naissante à son profit exclusif.

10. — Bien que les premières vagues de la révolution coloniale se soient faites sentir en Afrique, la domination impérialiste y est encore — sauf au Nord du Sahara — beaucoup plus solide qu'en Asie ou qu'en Amérique latine. L'Afrique apparaît comme le dernier domaine de l'impérialisme, le dernier bastion colonial qui, de par sa position géographique couvrant à la fois l'Europe et la zone stratégique clé du pétrole du Moyen-Orient, et relativement proche du continent américain, est appelé à jouer un rôle de premier ordre dans le dispositif impérialiste de la troisième guerre mondiale. Pour toutes ces raisons, il est certain que l'impérialisme s'accrochera désespérément à l'Afrique dont la perte pourrait bien renverser les rapports de forces militaires immédiates.

Les divergences de vue de plus en plus marquées entre les « vieilles puissances » impérialistes et l'impérialisme américain quant à la façon la plus adéquate pour arrêter les vagues montantes de la révolution coloniale en Afrique, s'expliquent par deux raisons ;

a) Par le fait que le maintien de la domination politique directe de bases militaires dans ces pays est, dans la plupart des cas, une question d'importance vitale pour les impérialistes européens,

tant de par les avantages économiques qu'ils en retirent (Belgique, Grande-Bretagne, France) que par les répercussions politiques immédiates qu'entraînerait leur perte à l'intérieur même des pays métropolitains (France, Espagne, Portugal). L'impérialisme américain qui n'a, pour le moment, que des intérêts économiques secondaires dans cette zone, peut se permettre le luxe de considérer l'indépendance politique accordée à plusieurs pays africains comme un moyen plus adéquat de les intégrer dans le dispositif stratégique impérialiste.

b) Par le fait que l'impérialisme américain escompte fermement profiter des remous accompagnant l'octroi de l'indépendance politique pour se substituer lui-même aux anciennes puissances coloniales en tant que maître de l'économie africaine.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme américain ne possédait qu'une seule position solide en Afrique : le Libéria dominé par la **Firestone**. Depuis lors, les positions directes acquises restent secondaires : participations industrielles au Tanganyika, au Maroc, en Rhodésie, au Congo belge, etc. Mais indirectement, la pénétration de l'impérialisme américain en Afrique s'est poursuivie systématiquement. Les Etats-Unis sont les principaux sinon les uniques acheteurs d'une série de matières premières clés exportées par l'Afrique : le cuivre, l'or, l'uranium, l'étain, le cacao, etc. Les Etats-Unis, directement, par l'intermédiaire de sociétés canadiennes contrôlées par le capital américain, ou par l'intermédiaire d'organismes internationaux comme la Banque Mondiale, sont appelés à financer la plupart des projets d'électrification et d'irrigation sur une grande échelle, comme le barrage d'Assouan, le projet de la Vallée du Volta, le barrage d'Inga, etc. Finalement, le gouvernement américain, associé ou non à la Banque Mondiale, est appelé à consolider les finances peu solides des nouveaux Etats indépendants — à condition qu'ils se placent dans le dispositif impérialiste.

Le retard de l'industrialisation africaine, la pauvreté du continent en charbon, la nécessité de baser toute expansion industrielle sur le développement de grands projets d'électrification, voire de l'énergie nucléaire, posent devant la révolution coloniale victorieuse, à des stades successifs, sous une forme de plus en plus urgente, la question de l'aide économique étrangère. Pour le moment, seuls l'impérialisme américain ou la bureaucratie soviétique sont capables d'accorder une telle aide, et ce d'ailleurs dans des proportions absolument différentes.

Voilà en dernière analyse l'atout décisif de la stratégie de l'impérialisme américain devant la révolution africaine. Seule la victoire de la révolution dans toute l'Europe ou de nouveaux et sensationnels progrès économiques des Etats ouvriers — pour lesquels cependant l'industrialisation de la Chine restera pendant très longtemps le problème N° 1 à résoudre — modifieraient cette situation.

Cependant, si l'impérialisme américain compte encore exploiter en sa faveur la phase actuelle de la révolution coloniale en Afrique, des progrès importants de la révolution au Sud du Sahara entraîneraient des conséquences politiques incalculables à l'intérieur même des Etats-Unis. Ils sonneraient vraisemblablement le glas du système de **Jim Crow** dans les Etats du Sud, système sur lequel est basée toute la stabilité politique du Congrès (dominé par l'alliance entre les racistes du Sud et les conservateurs du Nord). La conquête de l'égalité politique par les Noirs américains serait le résultat le plus révolutionnaire de la révolution africaine dont les premiers progrès, pourtant encore limités dans l'Afrique noire, ont déjà au cours des dernières années déclenché une importante reprise du mouvement des masses noires aux U.S.A. La révolution africaine apparaît, ensemble avec la révolution latino-américaine et la révolution anglaise, un des moteurs principaux de la révolution aux Etats-Unis.

L'Afrique, entité géographique, ne représente pas une unité ethnique suffisante pour que l'ensemble de ses pays puissent sauter par dessus l'étape de la constitution de nations distinctes. Mais si cette étape est en train de se réaliser dans tout le Nord du continent, de Casablanca à Suez, et si demain l'Egypte et sans doute aussi la Libye, trouveront leur place dans une Fédération arabe des pays du Moyen-Orient, la partie de l'Afrique au Sud du Sahara a été artificiellement découpée lors de la conquête impérialiste en entités ne correspondant à aucune unité historique. Sans sous-estimer l'importance propagandiste que peut avoir pour le mouvement d'émancipation le rappel d'anciens empires noirs disparus (Ghana, Songho, Congo, pays des Kafirs, etc.), et sans manquer d'exploiter toutes les possibilités d'arriver à l'indépendance politique même dans le cadre des frontières artificielles d'aujourd'hui, l'avant-garde révolutionnaire orientera résolument ses efforts vers la constitution des Etats-Unis Socialistes d'Afrique, les pays de l'Afrique du Nord étant libres de choisir leur confédération avec la Fédération des pays arabes, avec l'Afrique socialiste, ou avec l'Europe socialiste, selon leur propre gré.

15 Juillet 1957.

40^e ANNIVERSAIRE D'OCTOBRE

La Révolution Russe

par **Léon TROTSKY**

Pour le 40^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, nous republions le texte de la conférence sur la Révolution russe par Léon Trotsky à Copenhague en décembre 1932.

Dans un ramassé puissant, Trotsky y répond à une série de questions qui sont posées à nouveau par tous ceux qui se séparent du stalinisme, tant sur les causes qui ont fait triompher la révolution prolétarienne en premier lieu dans un pays économiquement arriéré que sur les raisons du stalinisme.

Enfin, quand on se rappellera que cet exposé fut fait au moment où en U.R.S.S., à cause de la politique de collectivisation forcée de Staline, sévissait une crise dangereuse pour l'Etat soviétique, on notera comment Trotsky, mieux averti que quiconque de ces dangers, n'en soulignait pas moins très fortement les immenses possibilités de la planification, montrant une confiance inébranlable dans ses résultats scientifiques et techniques qui a trouvé à présent sa justification la plus éclatante et dans les perspectives du genre humain.

Chers Auditeurs,

Permettez-moi dès le début d'exprimer le regret sincère de ne pas avoir la possibilité de parler en langue danoise devant un auditoire de Copenhague. Ne nous demandons pas si les auditeurs ont quelque chose à y perdre. En ce qui concerne le conférencier, l'ignorance de la langue danoise lui dérobe toutefois la possibilité de suivre la vie scandinave et la littérature scandinave directement, de première main et dans l'original. Et cela est une grande perte!

La langue allemande à laquelle je suis contraint de recourir ici est puissante et riche. Mais ma « langue allemande » est assez limitée. Du reste, sur des questions compliquées on ne peut s'expliquer avec la liberté nécessaire que dans sa propre langue. Je dois par conséquent demander par avance l'indulgence de l'auditoire.

Je fus pour la première fois à Copenhague au Congrès socialiste international et j'emportai avec moi les meilleurs souvenirs de votre ville. Mais cela remonte à près d'un quart de siècle. Dans le Ore-Sund et dans les fiords, l'eau a depuis plusieurs fois changé. Mais pas l'eau seulement. La guerre a brisé la colonne vertébrale du vieux continent européen. Les fleuves et les mers de l'Europe ont charrié avec eux beaucoup de sang humain. L'humanité, en particulier sa partie européenne, est passée à travers de dures épreuves, elle est devenue plus sombre et plus rude. Toutes les formes de lutte sont devenues plus âpres. Le monde est entré dans une époque de grands changements. Ses extériorisations extrêmes sont la guerre et la révolution.

Avant de passer au thème de ma conférence — à la Révolution russe — j'estime devoir exprimer mes remerciements aux organisateurs de la réunion, l'Association de Copenhague des étudiants sociaux-démocrates. Je le fais en tant qu'adversaire politique. Il est vrai que ma conférence poursuit des tâches

scientifiques-historiques et non des tâches politiques. Je le soutiens aussitôt dès le début. Mais il est impossible de parler d'une révolution d'où est sortie la République des Soviets sans occuper une position politique. En ma qualité de conférencier, mon drapeau reste le même que celui sous lequel j'ai participé aux événements révolutionnaires.

Jusqu'à la guerre, le parti bolchevik appartient à la social-démocratie internationale. Le 4 août 1914, le vote de la social-démocratie allemande en faveur des crédits de guerre a mis une fois pour toutes une fin à ce lien et a conduit à l'ère de la lutte incessante et intransigeante du bolchevisme contre la social-démocratie. Cela doit-il signifier que les organisateurs de cette réunion commirent une erreur en m'invitant comme conférencier ? Là-dessus, l'auditoire sera en état de juger seulement après ma conférence. Pour justifier mon acceptation de l'invitation aimable à faire un exposé sur la Révolution russe, je me permets de rappeler que pendant les 35 années de ma vie politique, le thème de la Révolution russe constitua l'axe pratique et théorique de mes préoccupations et de mes actions. Peut-être cela me donne-t-il un certain droit d'espérer que je réussirai à aider non seulement mes amis et amis d'idées mais aussi des adversaires, du moins en partie, à mieux saisir maints traits de la Révolution qui jusqu'à aujourd'hui échappaient à leur attention. Toutefois, le but de ma conférence est d'aider à comprendre. Je ne me propose pas ici de propager la Révolution ni d'appeler à la Révolution, je veux l'expliquer.

La Révolution signifie un changement du régime social. Elle transi et le pouvoir des mains d'une classe qui s'est épuisée entre les mains d'une autre classe en ascension. L'insurrection constitue le moment le plus critique et le plus aigu dans la lutte de deux classes pour le pouvoir. Le soulèvement ne peut mener à la victoire réelle de la révolution et à l'érection d'un nouveau régime que dans le cas où il s'appuie sur une classe progressive qui est capable de rassembler autour d'elle la majorité écrasante du peuple.

A la différence des processus de la nature, la Révolution est réalisée par des hommes au moyen des hommes. Mais dans la Révolution aussi, les hommes agissent sous l'influence des conditions sociales qui ne sont pas librement choisies par eux, mais qui sont héritées du passé et qui leur montrent impérieusement la voie. C'est précisément à cause de cela, et rien qu'à cause de cela que la Révolution a ses propres lois.

Mais la conscience humaine ne reflète pas passivement les conditions objectives. Elle a l'habitude de réagir activement sur celles-ci. A certains moments, cette réaction acquiert un caractère de masse, tendu, passionné. Les barrières du droit et du pouvoir sont renversées. Précisément, l'intervention active des masses dans les événements constitue l'élément le plus essentiel de la révolution.

Mais même l'activité la plus fougueuse peut rester au niveau d'une démonstration, d'une rébellion, sans s'élever à la hauteur de la révolution. Le soulèvement des masses doit mener au renversement de la domination d'une classe et à l'établissement de la domination d'une autre. C'est alors seulement que nous avons une révolution achevée. Le soulèvement des masses n'est pas une entreprise isolée que l'on peut déclencher à son gré. Il représente un élément objectivement conditionné dans le développement de la révolution, de même que la révolution est un processus objectivement conditionné dans le développement de la société. Mais les conditions du soulèvement existent-elles, on ne doit pas attendre passivement, la bouche ouverte : dans les affaires humaines aussi, il y a comme le dit Shakespeare, des flux et des reflux : « There is a tide in the affairs of men which, taken at the flood, leads on to fortune ».

Pour balayer le régime qui se survit, la classe progressive doit comprendre que son heure a sonné, et se poser pour tâche la conquête du pouvoir. Ici s'ouvre le champ de l'action révolutionnaire consciente où la prévoyance et le calcul s'unissent à la volonté et la hardiesse. Autrement dit : ici s'ouvre le champ d'action du parti.

LE « COUP D'ETAT »

Le parti révolutionnaire unit en lui le meilleur de la classe progressive. Sans un parti capable de s'orienter dans les circonstances, d'apprécier la marche et le rythme des événements et de conquérir à temps la confiance des masses, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Tel est le rapport des facteurs objectifs et des facteurs subjectifs de la révolution et de l'insurrection.

Comme vous le savez, dans des discussions, les adversaires — en particulier dans la théologie — ont l'habitude de discréditer fréquemment la vérité scientifique en la poussant à l'absurde. Cette vérité s'appelle même en logique : réduction ad absurdum. Nous allons tenter de suivre la voie opposée : c'est-à-dire que nous prendrons comme point de départ une absurdité afin de nous rapprocher plus sûrement de la vérité. En tout cas, on ne peut se plaindre d'un manque d'absurdités. Prenons-en une des plus fraîches et des plus crues.

L'écrivain italien Malaparte, quelque chose comme un théoricien fasciste — il en existe aussi — a récemment lancé un livre sur la technique du coup d'Etat ; l'auteur consacre bien entendu un nombre de pages non négligeables de son « investigation » à l'insurrection d'Octobre.

A la différence de la « stratégie » de Lénine qui reste liée aux rapports sociaux et politique de la Russie de 1917, « la tactique de Trotsky n'est — selon les termes de Malaparte — au contraire nullement liée aux conditions générales du pays ». Telle est l'idée principale de l'ouvrage ! Malaparte oblige Lénine et Trotsky, dans les pages de son livre, à conduire de nombreux dialogues dans lesquels les interlocuteurs font tous les deux montre d'aussi peu de profondeur d'esprit que la nature en a mis à la disposition du Malaparte. Aux objections de Lénine sur les prémisses sociales et politiques de l'insurrection, Malaparte attribue à Trotsky soi-disant la réponse littérale suivante : « Votre stratégie exige beaucoup trop de conditions favorables ; l'insurrection n'a besoin de rien, elle se suffit à elle-même ». Vous entendez ? « L'insurrection n'a besoin de rien ». Telle est précisément, chers auditeurs, l'absurdité qui doit nous servir à nous rapprocher de la vérité. L'auteur répète avec persistance qu'en octobre ce n'est pas la stratégie de Lénine mais la tactique de Trotsky qui a triomphé. Cette tactique menace, selon ses propres termes, encore maintenant, la tranquillité des Etats européens. « La stratégie de Lénine — je cite textuellement — ne constitue aucun danger immédiat pour les gouvernements de l'Europe. La tactique de Trotsky constitue pour eux un danger actuel et par conséquent permanent ». Plus concrètement : « Mettez Poincaré à la place de Kérensky et le coup d'Etat bolchevik d'octobre 1917 eut tout aussi bien réussi ». Il est difficile de croire qu'un tel livre soit traduit en diverses langues et accueilli sérieusement.

En vain chercherions-nous à approfondir pourquoi en général la stratégie de Lénine dépendant des conditions historiques est nécessaire, si la « tactique de Trotsky » permet de résoudre la même tâche dans toute la situation. Et pourquoi les révolutions victorieuses sont-elles si rares si, pour leur réussite, il ne suffit que d'une paire de recettes techniques ?

Le dialogue entre Lénine et Trotsky présenté par l'écrivain fasciste est dans l'esprit comme dans la forme une invention inepte du commencement jusqu'à la fin. De telles inventions circulent beaucoup dans le monde. Par exemple maintenant à Madrid un livre est imprimé sous mon nom : « La vida del Lenin » (« La vie de Lénine ») pour lequel je suis aussi peu responsable que pour les recettes tactiques de Malaparte. L'hebdomadaire de Madrid « Estampa » présente de ce soi-disant livre de Trotsky sur Lénine en bonnes feuilles des chapitres entiers qui contiennent des outrages abominables contre la mémoire de l'homme que j'estimais et que j'estime incomparablement plus haut que quiconque parmi mes contemporains.

Mais abandonnons les faussaires à leur sort. Le vieux Wilhelm Liebknecht, le père du combattant et héros immortel Karl Liebknecht, aimait répéter : l'homme politique révolutionnaire doit être pourvu d'une peau épaisse. Le doc-

teur Stockmann recommandait encore plus expressivement à celui qui se propose d'aller à l'encontre de l'opinion sociale de ne pas mettre de pantalons neufs.

Nous enregistrons ces deux bons conseils, et nous passons à l'ordre du jour.

Quelles questions la Révolution d'octobre éveille-t-elle chez un homme qui réfléchit ?

1) Pourquoi et comment cette révolution a-t-elle abouti? Plus concrètement: pourquoi la révolution prolétarienne a-t-elle triomphé dans un des pays les plus arriérés d'Europe?

2) Qu'a apporté la Révolution d'Octobre ?

Et enfin:

3) A-t-elle fait ses preuves?

LES CAUSES D'OCTOBRE

A la première question — sur les causes — on peut déjà maintenant répondre d'une façon plus ou moins complète. J'ai tenté de le faire le plus explicitement dans mon Histoire de la Révolution. Ici je ne puis que formuler les conclusions les plus importantes.

Le fait que le prolétariat soit arrivé au pouvoir pour la première fois dans un pays aussi arriéré que l'ancienne Russie tsariste, n'apparaît mystérieux qu'à première vue; en réalité cela est tout à fait logique. On pouvait le prévoir et on l'a prévu. Plus encore: sur la perspective de ce fait, les révolutionnaires marxistes édifièrent leur stratégie longtemps avant les événements décisifs.

L'explication première est la plus générale: la Russie est un pays arriéré mais elle n'est seulement qu'une partie de l'économie mondiale, qu'un élément du système capitaliste mondial. En ce sens, Lénine a résolu l'énigme de la révolution russe par la formule lapidaire: la chaîne est rompue à son maillon le plus faible.

Une illustration nette: la grande guerre, issue des contradictions de l'impérialisme mondial, entraîna dans son tourbillon des pays qui se trouvaient à des étapes différentes de développement, mais elle posa les mêmes exigences à tous les participants. Il est clair que les charges de la guerre devaient être particulièrement insupportables pour les pays les plus arriérés. La Russie fut la première contrainte à céder le terrain. Mais pour se détacher de la guerre, le peuple russe devait abattre les classes dirigeantes. Ainsi la chaîne de la guerre se rompit à son plus faible chaînon.

Mais la guerre n'est pas une catastrophe venue du dehors comme un tremblement de terre, c'est, pour parler avec le vieux Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens. Pendant la guerre, les tendances principales du système impérialiste du temps de « paix » ne firent que s'extérioriser plus crûment. Plus hautes sont les forces productives générales, plus tendue la concurrence mondiale, plus aigus les antagonismes, plus effrénée la course aux armements, et d'autant plus pénible est la situation pour les participants les plus faibles. C'est précisément pourquoi les pays arriérés occupent les premières places dans la série des écroulements. La chaîne du capitalisme mondial a toujours tendance à se rompre au chaînon le plus faible.

Si à la suite de quelques conditions extraordinaires ou extraordinairement défavorables (par exemple une intervention militaire victorieuse de l'extérieur ou des fautes irréparables du gouvernement soviétique lui-même) le capitalisme russe était rétabli sur l'immense territoire soviétique, en même temps que lui serait aussi inévitablement rétablie son insuffisance historique, et lui-même serait bientôt à nouveau la victime des mêmes contradictions qui le conduisirent en 1917 à l'explosion. Aucune recette tactique n'aurait pu donner la vie à la Révolution d'Octobre si la Russie ne l'avait portée dans son corps. Le parti révolutionnaire ne peut finalement prétendre pour lui qu'au rôle d'accoucheur qui est obligé d'avoir recours à une opération césarienne.

On pourrait m'objecter: vos considérations générales peuvent suffisamment expliquer pourquoi la vieille Russie, ce pays où le capitalisme arriéré auprès d'une paysannerie misérable était couronné par une noblesse parasitaire et une monarchie putréfiée, devait faire naufrage. Mais dans l'image de la chaîne et du plus faible maillon il manque toujours encore la clé de l'énigme proprement dite: comment dans un pays arriéré, la révolution socialiste pouvait-elle triompher? Mais l'histoire connaît beaucoup d'exemples de décadence de pays et de cultures avec l'écroulement simultané des vieilles classes pour qui il ne s'est trouvé aucune relève progressive. L'écroulement de la vieille Russie aurait dû à première vue transformer le pays en une colonie capitaliste plutôt qu'en un Etat socialiste.

Cette objection est très intéressante. Elle nous mène directement au cœur de tout le problème. Et cependant cette objection est vicieuse, je dirais dépourvue de proportion interne. D'une part elle provient d'une conception exagérée en ce qui concerne le retard de la Russie, d'autre part d'une fausse conception théorique en ce qui concerne le phénomène du retard historique en général.

Les êtres vivants, entre autre les hommes naturellement aussi, traversent suivant leur âge des stades de développement semblables. Chez un enfant normal de 5 ans, on trouve une certaine correspondance entre le poids, le tour de taille et les organes internes. Mais il en est déjà autrement avec la conscience humaine. En opposition avec l'anatomie et la physiologie, la psychologie, celle de l'individu comme celle de la collectivité, se distingue par l'extraordinaire capacité d'assimilation, la souplesse et l'élasticité: en cela même consiste aussi l'avantage aristocratique de l'homme sur sa parenté zoologique la plus proche de l'espèce des singes. La conscience, susceptible d'assimiler et souple, confère comme condition nécessaire du progrès historique aux « organismes » dits sociaux, à la différence des organismes réels, c'est-à-dire biologiques, une extraordinaire variabilité de la structure interne. Dans le développement des nations et des Etats, des Etats capitalistes en particulier, il n'y a ni similitude ni uniformité. Différents degrés de culture, même leurs pôles se rapprochent et se combinent assez souvent dans la vie d'un seul et même pays.

N'oublions pas, chers auditeurs, que le retard historique est une notion relative. S'il y a des pays arriérés et avancés, il y a aussi une action réciproque entre eux; il y a la pression des pays avancés sur les retardataires; il y a la nécessité pour les pays arriérés de rejoindre les pays progressistes, de leur emprunter la technique, la science, etc. Ainsi surgit un *type combiné du développement*: des traits de retard s'accouplent au dernier mot de la technique mondiale et de la pensée mondiale. Enfin, les pays historiquement arriérés, pour surmonter leur retard, sont parfois contraints de dépasser les autres.

La souplesse de la conscience collective donne la possibilité d'atteindre dans certaines conditions sur l'arène sociale le résultat que l'on appelle dans la psychologie individuelle, « la compensation ». Dans ce sens, on peut dire que la Révolution d'Octobre fut pour les peuples de la Russie un moyen héroïque de surmonter leur propre infériorité économique et culturelle.

Mais passons sur ces généralisations historico-politiques, peut-être quelque peu trop abstraites, pour poser la même question sous une forme plus concrète, c'est-à-dire à travers les faits économiques vivants. Le retard de la Russie au XX^e siècle s'exprime le plus clairement ainsi: l'industrie occupe dans le pays une place minime en comparaison du village, le prolétariat en comparaison de la paysannerie. Dans l'ensemble, cela signifie une basse productivité du travail national. Il suffit de dire qu'à la veille de la guerre, lorsque la Russie tsariste avait atteint le sommet de sa prospérité, le revenu national était 8 à 10 fois plus bas qu'aux Etats-Unis. Cela exprime numériquement « l'amplitude » du retard, si l'on peut en général se servir du mot amplitude en ce qui concerne le retard.

En même temps la loi du développement combiné s'exprime dans le domaine économique à chaque pas dans les phénomènes simples comme dans

les phénomènes complexes. Presque sans routes nationales, la Russie se vit obligée de construire des chemins de fer. Sans être passée par l'artisanat européen et la manufacture, la Russie passa directement aux entreprises mécaniques. Sauter les étapes intermédiaires, tel est le sort des pays arriérés.

Tandis que l'économie paysanne restait fréquemment au niveau du 17^e siècle, l'industrie de la Russie, si ce n'est par sa capacité du moins par son type, se trouvait au niveau des pays avancés et dépassait ceux-ci sous maints rapports. Il suffit de dire que les entreprises géantes avec plus de mille ouvriers occupaient aux Etats-Unis moins de 18% du total des ouvriers industriels, et par contre en Russie plus de 41 %. Ce fait se laisse mal concilier avec la conception banale du retard économique de la Russie. Toutefois, il ne contredit pas le retard, il complète dialectiquement celui-ci.

La structure de classe du pays portait aussi le même caractère contradictoire. Le capital financier de l'Europe industrialisa l'économie russe à un rythme accéléré. La bourgeoisie industrielle acquit aussitôt un caractère de grand capitalisme, ennemi du peuple. De plus, les actionnaires étrangers vivaient hors du pays. Par contre, les ouvriers étaient bien entendu des Russes. Une bourgeoisie russe numériquement faible qui n'avait aucune racine nationale se trouvait de cette manière opposée à un prolétariat relativement fort avec de fortes et profondes racines dans le peuple.

Au caractère révolutionnaire du prolétariat contribua le fait que la Russie, précisément comme pays arriéré obligé de rejoindre les adversaires, n'était pas arrivée à élaborer un conservatisme social ou politique propre. Comme pays le plus conservateur de l'Europe, même du monde entier, le plus ancien pays capitaliste, l'Angleterre me donne raison. Le pays d'Europe le plus libéré du conservatisme pouvait bien être la Russie.

Le prolétariat russe, jeune, frais, résolu, ne constituait cependant toujours qu'une minorité infime de la nation. Les réserves de sa puissance révolutionnaire se trouvaient en dehors du prolétariat même: dans la paysannerie, vivant dans un semi-servage, et dans les nationalités opprimées.

LA PAYSANNERIE

La question agraire constituait la base de la révolution. L'ancien servage étatique-monarchique était doublement insupportable dans les conditions de la nouvelle exploitation capitaliste. La communauté agraire occupait environ 140 millions de déciatines. A trente mille gros propriétaires fonciers dont chacun possédait en moyenne plus de 2.000 déciatines revenaient un total de 70 millions de déciatines, c'est-à-dire autant qu'à environ 10 millions de familles paysannes, ou 50 millions d'êtres formant la population agraire. *Cette statistique de la terre constituait un programme achevé du soulèvement paysan.*

Un noble, Boborkin, écrivit en 1917 au Chambellan Rodzianko, le président de la dernière Douma d'Etat: « Je suis un propriétaire foncier et il ne me vient pas à l'idée que je doive perdre ma terre, et encore pour un but incroyable, pour expérimenter l'enseignement socialiste ». Mais les révolutions ont précisément pour tâche d'accomplir ce qui ne pénètre pas dans les classes dominantes.

A l'automne 1917, presque tout le pays était atteint par le soulèvement paysan. Sur 621 districts de la vieille Russie, 482, c'est-à-dire 77 % étaient touchés par le mouvement. Le reflet de l'incendie du village illuminait l'arène du soulèvement dans les villes.

Mais la guerre paysanne contre les propriétaires fonciers, allez-vous m'objecter, est un des éléments classiques de la révolution bourgeoise et pas du tout de la révolution prolétarienne!

Je réponds: tout à fait juste, il en fut ainsi dans le passé! Mais c'est précisément l'impuissance de vie de la société capitaliste dans un pays historiquement arriéré qui s'exprime en cela même que le soulèvement paysan ne pousse pas en avant les classes bourgeoises de la Russie, mais au contraire les rejette définitivement dans le camp de la réaction. Si la paysannerie ne

voulait pas sombrer, il ne lui restait rien d'autre que l'alliance avec le prolétariat industriel. Cette jonction révolutionnaire des deux classes opprimées, Lénine la prévint génialement, et la prépara de longue main.

Si la question agraire avait été résolue courageusement par la bourgeoisie, alors, assurément le prolétariat russe n'aurait nullement pu arriver au pouvoir en 1917. Venue trop tard, tombée précocement en décrépitude, la bourgeoisie russe, cupide et lâche, n'osa cependant pas lever la main contre la propriété féodale. Ainsi, elle remit le pouvoir au prolétariat, et en même temps le droit de disposer du sort de la société bourgeoise.

Afin que l'Etat soviétique se réalise, l'action combinée de deux facteurs de nature historique différente était par conséquent nécessaire: la guerre paysanne, c'est-à-dire un mouvement qui est caractéristique de l'aurore du développement bourgeois, et le soulèvement prolétarien qui annonce le déclin du mouvement bourgeois. En cela même réside le caractère combiné de la Révolution russe.

Qu'il se dresse une fois sur ses pattes de derrière et l'ours paysan devient redoutable dans son emportement. Cependant il n'est pas en état de donner à son indignation une expression consciente. Il a besoin d'un dirigeant. Pour la première fois dans l'histoire du monde, la paysannerie insurgée a trouvé dans la personne du prolétariat un dirigeant loyal.

4 millions d'ouvriers de l'industrie et des transports dirigent 100 millions de paysans. Tel fut le rapport naturel et inévitable entre le prolétariat et la paysannerie dans la révolution.

LA QUESTION NATIONALE

La seconde réserve révolutionnaire du prolétariat était constituée par les nations opprimées, d'ailleurs à composition paysanne prédominante également. Le caractère extensif du développement de l'Etat qui s'étend comme une tache de graisse du centre moscovite jusqu'à la périphérie est étroitement lié au retard historique du pays. A l'est, il subordonne les populations encore plus arriérées pour mieux étouffer, en s'appuyant sur elles, les nationalités plus développées de l'ouest. Aux 10 millions de grands-russes qui constituaient la masse principale de la population, s'adjoignaient successivement 90 millions d'« allogènes ».

Ainsi se composait l'empire dans la composition duquel la nation dominante ne constituait que 43 % de la population, tandis que les autres 57 % relevaient de nationalités de culture et de régime différents. La pression nationale était en Russie incomparablement plus brutale que dans les Etats voisins, et à vrai dire non seulement de ceux qui étaient de l'autre côté de la frontière occidentale, mais aussi de la frontière orientale. Cela conférait au problème national une force explosive énorme.

La bourgeoisie libérale russe ne voulait, ni dans la question nationale, ni dans la question agraire, aller au-delà de certaines atténuations du régime d'oppression et de violence. Les gouvernements « démocratiques » de Milioukov et de Kerensky qui reflétaient les intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie grand-russe se hâtèrent au cours des huit mois de leur existence précisément de le faire comprendre aux nations mécontentes: vous n'obtiendrez que ce que vous arracherez par la force.

Lénine avait très tôt pris en considération l'inévitabilité du développement du mouvement national centrifuge. Le Parti bolchevik lutta durant des années opiniâtement pour le droit d'autodétermination des nations, c'est-à-dire pour le droit à la complète séparation étatique. Ce n'est que par cette courageuse position dans la question nationale que le prolétariat russe put gagner peu à peu la confiance des populations opprimées. Le mouvement de libération nationale, comme aussi le mouvement paysan se tournèrent forcément contre la démocratie officielle, fortifièrent le prolétariat, et se jetèrent dans le lit de l'insurrection d'Octobre.

LA REVOLUTION PERMANENTE

Ainsi se dévoile peu à peu devant nous l'énigme de l'insurrection prolétarienne dans un pays historiquement arriéré.

Longtemps avant les événements, les révolutionnaires marxistes ont prévu la marche de la révolution et le rôle historique du jeune prolétariat russe. Peut-être me permettra-t-on de donner ici un extrait de mon propre ouvrage sur l'année 1905 :

« Dans un pays économiquement plus arriéré, le prolétariat peut arriver plus tôt au pouvoir que dans un pays capitaliste progressif... »

« La révolution russe crée... de telles conditions dans lesquelles le pouvoir peut passer (avec la victoire de la révolution, doit passer) au prolétariat même avant que la politique du libéralisme bourgeois ait eu la possibilité de déployer dans toute son ampleur son génie étatique. »

« ... Le sort des intérêts révolutionnaires les plus élémentaires de la paysannerie... se noue au sort de toute la révolution, c'est-à-dire au sort du prolétariat. Le prolétariat arrivant au pouvoir apparaîtra à la paysannerie comme le libérateur de classe. »

« Le prolétariat entre au gouvernement comme représentant révolutionnaire de la nation, comme dirigeant reconnu du peuple en lutte contre l'absolutisme et la barbarie du servage... »

« Le régime prolétarien devra dès le début se prononcer pour la solution de la question agraire à laquelle est liée la question du sort de puissantes masses populaires de la Russie. »

Je me suis permis d'apporter cette citation pour témoigner que la théorie de la Révolution d'Octobre présentée aujourd'hui par moi n'est pas une improvisation rapide et ne fut pas construite après coup sous la pression des événements. Non, elle fut émise sous la forme d'un pronostic politique longtemps avant l'insurrection d'Octobre. Vous serez d'accord que la théorie n'a de valeur en général que dans la mesure où elle aide à prévoir le cours du développement et à l'influencer vers ses buts. En cela même consiste, pour parler de façon générale, l'importance inestimable du marxisme comme arme d'orientation sociale et historique. Je regrette que le cadre étroit de l'exposé ne me permette pas d'étendre la citation précédente d'une façon plus large, c'est pourquoi je me contente d'un court résumé de tout l'écrit de l'année 1905.

D'après ses tâches immédiates, la Révolution russe est une révolution bourgeoise. Mais la bourgeoisie russe est anti-révolutionnaire. Par conséquent la victoire de la révolution n'est possible que comme victoire du prolétariat. Or, le prolétariat victorieux ne s'arrêtera pas au programme de la démocratie bourgeoise, il passera au programme du socialisme. La Révolution russe deviendra la première étape de la révolution socialiste mondiale.

Telle était la théorie de la *révolution permanente*, édiflée par moi en 1905 et depuis exposée à la critique la plus acerbe sous le nom de « trotskysme ».

Pour mieux dire : ce n'est qu'une partie de cette théorie. L'autre, maintenant particulièrement d'actualité, exprime :

Les forces productives actuelles ont depuis longtemps dépassé les barrières nationales. La société socialiste est irréalisable dans les limites nationales. Si importants que puissent être les succès économiques d'un Etat ouvrier isolé, le programme du « socialisme dans un seul pays » est une utopie petite bourgeoise. Seule une Fédération européenne, et ensuite mondiale, de républiques socialistes, peut ouvrir la voie à une société socialiste harmonieuse.

Aujourd'hui, après l'épreuve des événements, je vois moins de raisons que jamais de me dédire de cette théorie.

LE BOLCHEVISME

Après tout ce qui vient d'être dit, est-il encore la peine de se souvenir de l'écrivain fasciste Malaparte qui m'attribue une tactique indépendante de la stratégie et découlant de recettes insurrectionnelles techniques qui seraient

applicables toujours et sous tous les méridiens ? Il est du moins bon que le nom du malheureux théoricien du coup d'Etat permette de le distinguer sans peine du praticien victorieux du coup d'Etat : personne ne risque ainsi de confondre Malaparte avec Bonaparte.

Sans le soulèvement armé du 7 novembre 1917, l'Etat soviétique n'existerait pas. Mais le soulèvement même n'était pas tombé du ciel. Pour la Révolution d'Octobre, une série de prémisses historiques était nécessaire.

1° La pourriture des anciennes classes dominantes, de la noblesse, de la monarchie, de la bureaucratie ;

2° La faiblesse politique de la bourgeoisie qui n'avait aucune racine dans les masses populaires ;

3° Le caractère révolutionnaire de la question agraire ;

4° Le caractère révolutionnaire du problème des nationalités opprimées ;

5° Le poids social imposant du prolétariat.

A ces prémisses organiques, on doit ajouter des conditions conjoncturelles hautement importantes :

6° La Révolution de 1905 fut la grande école ou, selon l'expression de Lénine, la « répétition générale » de la Révolution de 1917. Les Soviets comme forme d'organisation irremplaçable du front unique prolétarien dans la révolution furent constitués pour la première fois en 1905 ;

7° La guerre impérialiste aiguë toutes les contradictions, arracha les masses arriérées à leur état d'immobilité, et prépara ainsi le caractère grandiose de la catastrophe.

Mais toutes ces conditions qui suffisaient complètement pour que la *Révolution éclate*, étaient insuffisantes pour assurer la *victoire du prolétariat* dans la Révolution. Pour cette victoire, une condition était encore nécessaire :

8° Le Parti bolchevik.

Si j'énumère cette condition comme la dernière de la série, ce n'est que parce que cela correspond à la conséquence logique et non pas parce que j'attribue au Parti la place la moins importante.

Non, je suis très éloigné de cette pensée. La bourgeoisie libérale, elle, peut s'emparer du pouvoir et l'a pris déjà plusieurs fois comme résultat de luttes auxquelles elle n'avait pas pris part : elle possède à cet effet des organes de préhension magnifiquement développés. Cependant, les masses laborieuses se trouvent dans une autre situation, on les a habituées à donner et non à prendre. Elles travaillent, patientes, aussi longtemps que cela va, espèrent, perdent patience, se soulèvent, combattent, meurent, apportent la victoire aux autres, sont trompées, tombent dans le découragement, elles courbent à nouveau la nuque, elles travaillent à nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour prendre fermement et sûrement le pouvoir dans ses mains, le prolétariat a besoin d'un Parti qui dépasse de loin les autres partis comme clarté de pensée et comme décision révolutionnaire.

Le Parti des Bolcheviks que l'on désigna plus d'une fois et à juste titre comme le parti le plus révolutionnaire dans l'histoire de l'humanité, était la condensation vivante de la nouvelle histoire de la Russie, de tout ce qui était dynamique en elle. Depuis longtemps déjà la chute de la monarchie était devenue la condition préalable du développement de l'économie et de la culture. Mais pour répondre à cette tâche, les forces manquaient. La bourgeoisie s'effrayait devant la Révolution. Les intellectuels tentèrent de dresser la paysannerie sur ses jambes. Incapable de généraliser ses propres peines et ses buts, le moujik laissa cette exhortation sans réponse. L'intelligenza s'arma de dynamite. Toute une génération se consuma dans cette lutte.

Le 1^{er} mars 1887, Alexandre Oulianov exécuta le dernier des grands attentats terroristes. La tentative d'attentat contre Alexandre III échoua. Oulianov et les autres participants furent pendus. La tentative de remplacer la classe révolutionnaire par une préparation chimique, avait fait naufrage. Même l'intelligenza la plus héroïque n'est rien sans les masses. Sous l'impression immédiate de ces faits et de ses conclusions, grandit et se forma le plus jeune frère de Oulianov, Wladimir, le futur Lénine, la plus grande figure de l'histoire

russe. De bonne heure dans sa jeunesse, il se plaça sur le terrain du marxisme et tourna le visage vers le prolétariat. Sans perdre des yeux un instant le village, il chercha le chemin vers la paysannerie à travers les ouvriers. En héritant de ses précurseurs révolutionnaires la résolution, la capacité de sacrifice, la disposition à aller jusqu'au bout, Lénine devint dans ses années de jeunesse l'éducateur de la nouvelle génération intellectuelle et des ouvriers avancés. Dans les luttes grévistes et de rues, dans les prisons et en déportation, les travailleurs acquièrent la trempe nécessaire. Le projecteur du marxisme leur était nécessaire pour éclairer dans l'obscurité de l'autocratie leur voie historique.

En 1883 naquit dans l'émigration le premier groupe marxiste. En 1898, à une assemblée clandestine fut proclamée la création du parti social-démocrate ouvrier russe (nous nous appelions tous en ce temps sociaux-démocrates). En 1903, eut lieu la scission entre bolcheviks et mencheviks. En 1912, la fraction bolchevique devint définitivement un parti indépendant.

Il enseigna à reconnaître la mécanique de classe de la société dans les luttes, dans de grandioses événements, pendant 12 ans (1905-1917). Il éduqua des cadres aptes également à l'initiative comme à l'obéissance. La discipline de l'action révolutionnaire s'appuyait sur l'unité de la doctrine, les traditions des luttes communes et la confiance envers une direction éprouvée.

Tel était le Parti en 1917. Tandis que l'« opinion publique » officielle et les tonnes de papier de la presse intellectuelle le mésestimait, il s'orientait selon le mouvement des masses. Il tenait fermement le levier en main au-dessus des usines et des régiments. Les masses paysannes se tournaient toujours plus vers lui. Si l'on entend par nation non les sommets privilégiés, mais la majorité du peuple, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, alors le bolchevisme devint au cours de l'année 1917 le parti russe véritablement national.

En 1917, Lénine, contraint de se tenir à l'abri, donna le signal : « La crise est mûre, l'heure du soulèvement approche ». Il avait raison. Les classes dominantes étaient tombées dans l'impasse en face des problèmes de la guerre et de la libération nationale. La bourgeoisie perdit définitivement la tête. Les partis démocratiques, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, dissipèrent le dernier reste de leur confiance auprès des masses en soutenant la guerre impérialiste par la politique de compromis impuissants et de concessions aux propriétaires bourgeois et féodaux. L'armée réveillée ne voulait plus lutter pour les buts de l'impérialisme qui lui étaient étrangers. Sans faire attention aux conseils démocratiques, la paysannerie expulsa les propriétaires fonciers de leurs domaines. La périphérie nationale opprimée de l'empire se dressa contre la bureaucratie petersbourgeoise. Dans les conseils d'ouvriers et de soldats les plus importants, les bolcheviks dominaient. Les ouvriers et les soldats exigeaient des actes. L'abcès était mûr. Il fallait un coup de bistouri.

Le soulèvement ne fut possible que dans ces conditions sociales et politiques.

Et il fut aussi inéluctable. Mais on ne peut plaisanter avec l'insurrection. Malheur au chirurgien qui manie négligemment le bistouri. L'insurrection est un art. Elle a ses lois et ses règles.

Le Parti réalisa l'insurrection d'Octobre avec un calcul froid et une résolution ardente. Grâce à cela précisément, elle triompha presque sans victime. Par les Soviëts victorieux, les Bolcheviks se placèrent à la tête du pays qui englobe une sixième de la surface terrestre.

Il est à supposer que la majorité de mes auditeurs d'aujourd'hui ne s'occupaient en 1917 encore nullement de politique. Cela est d'autant mieux. La jeune génération a devant elle beaucoup de choses intéressantes, mais aussi des choses pas toujours faciles.

Mais les représentants des vieilles générations dans cette salle se rappelleront certainement très bien comment fut accueillie la prise du pouvoir par les Bolcheviks : comme une curiosité, un malentendu, un scandale, le plus souvent comme un cauchemar qui devait se dissiper au premier rayon de soleil. Les bolcheviks se maintiendraient 24 heures, une semaine, un mois, une année.

Il fallait repousser les délais toujours plus... Les maîtres du monde entier armaient contre le premier Etat ouvrier : déclenchement de la guerre civile, nouvelles et nouvelles interventions, blocus. Ainsi passa une année après l'autre. L'histoire a eu à enregistrer entre temps quinze années d'existence du pouvoir soviétique.

Oui, dira quelque adversaire : l'aventure d'Octobre s'est montrée beaucoup plus solide que beaucoup d'entre nous le pensions. Peut-être ne fut-ce pas complètement une « aventure ». Néanmoins la question conserve toute sa force : qu'a-t-on obtenu pour ce prix si élevé ? Peut-être a-t-on réalisé ces tâches si brillantes annoncées par les Bolcheviks à la veille de l'insurrection ? Avant de répondre à l'adversaire supposé, observons que la question en elle-même n'est pas nouvelle. Au contraire, elle s'attache aux pas de la Révolution d'Octobre depuis le jour de sa naissance.

Le journaliste français Claude Anet qui séjournait à Pétrograd pendant la Révolution, écrivait déjà le 27 octobre 1917 :

« Les maximalistes (c'est ainsi que les Français appelaient alors les Bolcheviks) ont pris le pouvoir et le grand jour est arrivé. Enfin, me dis-je, je vais voir se réaliser l'Eden socialiste qu'on nous promet depuis tant d'années... Admirable aventure ! Position privilégiée ! », etc., etc., et ainsi de suite. Quelle haine sincère derrière ces salutations ironiques ! Dès le lendemain de la prise du Palais d'Hiver, le journaliste réactionnaire s'empressait d'annoncer ses prétentions à une carte d'entrée pour l'Eden. Quinze années se sont écoulées depuis l'insurrection. Avec un manque de cérémonie d'autant plus grand, les adversaires manifestent leur joie maligne qu'aujourd'hui encore le pays des Soviëts ressemble très peu à un royaume de bien-être général. Pourquoi donc la Révolution et pourquoi les victimes ?

BILAN D'OCTOBRE

Chers auditeurs — je me permets de penser que les contradictions, les difficultés, les fautes et les insuffisances du régime soviétique ne me sont pas moins connues qu'à qui que ce soit. Personnellement, je ne les ai jamais dissimulées, ni en paroles ni en écrits. Je pensais et je pense que la politique révolutionnaire — à la différence de la politique conservatrice — ne peut être édiflée sur le camouflage. « Exprimer ce qui est », doit être le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier.

Mais il faut des perspectives dans la critique comme dans l'activité créatrice. Le subjectivisme est un mauvais aiguilleur, surtout dans les grandes questions. Les délais doivent être adaptés aux tâches et non aux caprices individuels. Quinze années ! Qu'est-ce pour une seule vie ? Pendant ce temps, nombreux sont ceux de notre génération qui furent enterrés, chez les survivants les cheveux gris se sont beaucoup multipliés. Mais ces mêmes quinze années : quelle période minime dans la vie d'un peuple ! Rien qu'une minute sur la montre de l'histoire.

Le capitalisme eut besoin de siècles pour s'affirmer dans la lutte contre le moyen âge, pour élever la science et la technique, pour construire les chemins de fer, pour tendre des fils électriques. Et alors ? Alors, l'humanité fut jetée par le capitalisme dans l'enfer des guerres et des crises ! Mais au socialisme, ses adversaires, c'est-à-dire les partisans du capitalisme, n'accordent qu'une décennie et demi pour instaurer sur terre le paradis avec tout le confort. Non, nous n'avons pas assumé sur nous de telles obligations. Nous n'avons pas posé de tels délais. On doit mesurer les processus de grands changements avec une échelle qui leur soit adéquate. Je ne sais si la société socialiste ressemblera au paradis biblique. J'en doute fort. Mais dans l'Union soviétique, il n'y a pas encore de socialisme. Un état de transition, plein de contradictions, chargé du lourd héritage du passé, en outre, sous la pression ennemie des Etats capitalistes y domine. La Révolution d'Octobre a proclamé le principe de la nouvelle société. La République soviétique n'a montré que le premier stade de sa réalisation. La première lampe d'Edison fut très mauvaise. Sous les

fautes et les erreurs de la première édification socialiste, on doit savoir discerner l'avenir.

Et les calamités qui s'abattent sur les êtres vivants ?

Les résultats de la Révolution justifient-ils peut-être les victimes causées par elle ? Question stérile et profondément rhétorique : comme si les processus de l'histoire relevaient d'un plan comptable ! Avec autant de raison, face aux difficultés et peines de l'existence humaine, on pourrait demander : cela vaut-il vraiment la peine d'être sur la terre ? Lénine écrivit à ce propos : « Et le sot attend une réponse »... Les méditations mélancoliques n'ont pas interdit à l'homme d'engendrer et de naître. Même dans ces jours d'une crise mondiale sans exemple, les suicides constituent heureusement un pourcentage peu élevé. Mais les peuples n'ont pas l'habitude de chercher refuge dans le suicide. Ils cherchent l'issue aux fardeaux insupportables dans la Révolution.

En outre, qui s'indigne au sujet des victimes de la révolution socialiste ? Le plus souvent, ce sont ceux qui ont préparé et glorifié les victimes de la guerre impérialiste ou du moins qui s'en sont très facilement accommodés. C'est notre tour de demander : la guerre s'est-elle justifiée ? Qu'a-t-elle donné ? Qu'a-t-elle enseigné ?

Dans ses 11 volumes de diffamation contre la grande Révolution française, l'historien réactionnaire Hyppolyte Taine décrit non sans joie maligne les souffrances du peuple français dans les années de la dictature jacobine et celles qui la suivirent. Elles furent surtout pénibles pour les couches inférieures des villes, les plébéiens, qui, comme sans-culotte, donnèrent à la Révolution la meilleure partie de leur âme. Eux ou leurs femmes passaient des nuits froides dans des queues pour retourner le lendemain les mains vides, au foyer familial glacial. Dans la dixième année de la Révolution, Paris était plus pauvre qu'avant son éclosion. Des faits soigneusement choisis, artificiellement compilés servent à Taine pour fonder son verdict destructeur contre la Révolution. Voyez-vous, les plébéiens voulaient être des dictateurs et se sont jetés dans la misère !

Il est difficile d'imaginer un moraliste plus plat : premièrement, si la Révolution avait jeté le pays dans la misère, la faute en retombait avant tout sur les classes dirigeantes qui avaient poussé le peuple à la révolution. Deuxièmement : la grande Révolution française ne s'épuisa pas en queues de famine devant les boulangeries. Toute la France moderne, sous certains rapports toute la civilisation moderne sont sorties du bain de la Révolution française !

Au cours de la guerre civile aux Etats-Unis, pendant l'année soixante du siècle précédent, 50.000 hommes sont tombés. Ces victimes se justifient-elles ?

Du point de vue des esclavagistes américains et des classes dominantes de Grande-Bretagne qui marchaient avec eux — non ! Du point de vue du nègre ou du travailleur britannique — complètement ! Et du point de vue du développement de l'humanité dans l'ensemble — il ne peut aussi là-dessus y avoir de doute. De la guerre civile de l'année 60, sont issus les Etats-Unis actuels avec leur initiative pratique effrénée, la technique rationaliste, l'élan économique. Sur ces conquêtes de l'américanisme, l'humanité édifiera la nouvelle société.

La Révolution d'Octobre a pénétré plus profondément que toutes celles qui la précédèrent dans le saint des saints de la société, dans les rapports de propriété. Des délais d'autant plus longs sont nécessaires pour que se manifestent les suites créatrices de la Révolution dans tous les domaines de la vie. Mais l'orientation générale du bouleversement est maintenant déjà claire : devant ses accusateurs capitalistes, la République soviétique n'a aucune raison de courber la tête et de parler le langage de l'excuse.

Pour apprécier le nouveau régime au point de vue du développement humain, on doit d'abord répondre à la question : en quoi s'extériorise le progrès social, et comment peut-il se mesurer ?

Le critère le plus objectif, le plus profond et le plus indiscutable, c'est le progrès qui peut se mesurer par la croissance de la productivité du travail social. L'estimation de la Révolution d'Octobre, sous cet angle, est déjà donnée

par l'expérience. Pour la première fois dans l'histoire, le principe de l'organisation socialiste a montré sa capacité en fournissant des résultats de production jamais obtenus dans une courte période.

En chiffres d'index globaux, la courbe du développement industriel de la Russie s'exprime comme suit : Posons pour l'année 1913, la dernière année avant la guerre, le nombre 100. L'année 1920, le sommet de la guerre civile est aussi le point le plus bas de l'industrie : 25 seulement, c'est-à-dire un quart de la production d'avant guerre ; 1925, un accroissement jusqu'à 75, c'est-à-dire jusqu'aux trois-quarts de la production d'avant-guerre ; 1929, environ 200 ; 1932, 300 ; c'est-à-dire trois fois autant qu'à la veille de la guerre.

Le tableau devient encore plus clair à la lumière des index internationaux. De 1925 à 1932, la production industrielle de l'Allemagne a diminué d'environ une fois et demie, en Amérique environ du double ; dans l'Union soviétique, elle a monté à plus du quadruple ; le chiffre parle pour lui-même.

Je ne songe nullement à nier ou à dissimuler les côtés sombres de l'économie soviétique. Les résultats des index industriels sont extraordinairement influencés par le développement non favorable de l'économie agraire, c'est-à-dire du domaine qui ne s'est pas encore élevé aux méthodes socialistes, mais qui fut en même temps mené sur la voie de la collectivisation, sans préparation suffisante, plutôt bureaucratiquement que techniquement et économiquement. C'est une grande question qui, cependant, débordé les cadres de ma conférence.

Les chiffres des indices présentés appellent encore une réserve essentielle. Les succès indiscutables et brillants à leur façon de l'industrialisation soviétique exigent une vérification économique ultérieure du point de vue de l'harmonie réciproque des différents éléments de l'économie, de leur équilibre dynamique et, par conséquent, de leur capacité de rendement. De grandes difficultés et même des reculs sont encore inévitables. Le socialisme ne sort pas dans sa forme achevée du plan quinquennal comme Minerve de la tête de Jupiter ou Vénus de l'écume de la mer. On est encore devant des décades de travail opiniâtre, de fautes, d'amélioration et de reconstruction. En outre, n'oublions pas que l'édification socialiste, d'après son essence, ne peut atteindre son achèvement que sur l'arène internationale. Mais même le bilan économique le plus défavorable des résultats obtenus jusqu'à présent ne pourrait révéler que l'inexactitude des données, les fautes du plan et les erreurs de la direction, il ne pourrait contredire le fait établi empiriquement ; la possibilité d'élever la productivité du travail collectif à une hauteur jamais existante à l'aide de méthodes socialistes. Cette conquête, d'une importance historique mondiale, personne et rien ne pourra nous la dérober.

Après ce qui vient d'être dit, à peine faut-il s'attarder aux plaintes selon lesquelles la Révolution d'Octobre a mené la Russie au déclin de la culture. Telle est la voix des classes régnautes et des salons inquiets. La « culture » aristocratique-bourgeoise renversée par la révolution prolétarienne n'était qu'une simili-parure de la barbarie. Pendant qu'elle restait inaccessible au peuple russe, elle apportait peu de neuf au trésor de l'humanité.

Mais aussi en ce qui concerne cette culture tant pleurée par l'émigration blanche, on doit préciser la question : dans quel sens est-elle détruite ? Dans un seul sens : le monopole d'une petite minorité sur les biens de la culture est anéanti. Mais tout ce qui était réellement culturel dans l'ancienne culture russe est resté intact. Les Huns du Bolchevisme n'ont piétiné ni la conquête de la pensée ni les œuvres de l'art. Au contraire, ils ont soigneusement rassemblé les monuments de la création humaine et les ont mis en ordre exemplaire. La culture de la monarchie, de la noblesse et de la bourgeoisie est maintenant devenue la culture des musées historiques.

Le peuple visite avec zèle ces musées. Mais il ne vit pas dans les musées. Il apprend. Il construit. Le seul fait que la Révolution d'Octobre ait enseigné au peuple russe, aux dizaines de peuples de la Russie tsariste, à lire et à écrire, se place incomparablement plus haut que toute la culture russe en serre d'autrefois.

La Révolution d'Octobre a posé la base pour une nouvelle culture destinée non à des élus mais à tous. Les masses du monde entier le sentent. D'où leurs

sympathies pour l'Union soviétique, aussi ardentes qu'était jadis leur haine contre la Russie tsariste.

Chers auditeurs, vous savez que le langage humain représente un outil irremplaçable, non seulement pour la désignation des événements mais aussi pour leur estimation. En écartant l'accidentel, l'épisodique, l'artificiel, il absorbe en lui le réel, il le caractérise et le ramasse. Remarquez avec quelle sensibilité les langues des nations civilisées ont distingué deux époques dans le développement de la Russie. La culture aristocratique apporta dans le monde des barbarismes tels que *tzar, cosaque, pogrome, nagaika*. Vous connaissez ces mots et vous savez ce qu'ils signifient. Octobre apporta aux langues du monde des mots tels que *Bolchevik, Soviet, Kolkhoz, Gosplan, Piatiletka*. Ici la linguistique pratique rend son jugement historique suprême !

La signification la plus profonde, cependant plus difficilement soumise à une mesure immédiate, de chaque révolution consiste en ce qu'elle forme et trempe le caractère populaire. La représentation du peuple russe comme un peuple lent, passif, mélancolique, mystique est largement répandue et non par hasard. Elle a ses racines dans le passé. Mais jusqu'à présent, ces modifications profondes que la Révolution a introduites dans le caractère du peuple ne sont pas suffisamment prises en considération en Occident. Pouvait-il en être autrement ?

Chaque homme avec une expérience de la vie peut éveiller dans sa mémoire l'image d'un adolescent quelconque connu de lui qui — impressionnable, lyrique, sentimental enfin — devient plus tard, d'un seul coup, sous l'action d'un fort choc moral, plus fort, mieux trempé et n'est plus à reconnaître. Dans le développement de toute une nation, la Révolution accomplit des transformations morales du même genre.

L'insurrection de février contre l'autocratie, la lutte contre la noblesse, contre la guerre impérialiste, pour la paix, pour la terre, pour l'égalité nationale, l'insurrection d'Octobre, le renversement de la bourgeoisie et des partis qui tendaient aux accords avec la bourgeoisie, trois années de guerre civile sur une ceinture de front de 8.000 kilomètres, les années de blocus, de misère, de famine et d'épidémies, les années d'édification économique tendue, les nouvelles difficultés et privations ; c'est une rude, mais bonne école. Un lourd marteau détruit le verre, mais il forge l'acier. Le marteau de la Révolution forge l'acier du caractère du peuple.

« Qui le croira ? » On devait déjà le croire. Peu après l'insurrection un des généraux tsaristes, Zaleski, s'étonnait « qu'un portier ou qu'un gardien devienne d'un coup un président de tribunal ; un infirmier, directeur d'hôpital ; un coiffeur, dignitaire ; un enseigne-commandant suprême ; un journaliste, maire ; un serrurier dirigeant d'entreprise ».

« Qui le croira ? » On devait déjà le croire. On ne pouvait d'ailleurs pas ne pas le croire, tandis que les enseignes battaient les généraux, le maire, autrefois journalier, brisait la résistance de la vieille bureaucratie, le lampiste mettait de l'ordre dans les transports, le serrurier, comme directeur, rétablissait l'industrie. « Qui le croira ? » Qu'on tente seulement de ne pas le croire.

Pour expliquer la patience inhabituelle que les masses populaires de l'Union soviétique montrèrent dans les années de la Révolution, nombre d'observateurs étrangers font appel par ancienne habitude à la passivité du caractère russe. Anachronisme grossier ! Les masses révolutionnaires supportèrent les privations patiemment mais non passivement. Elles construisent de leurs propres mains un avenir meilleur et elles veulent le créer à tout prix. Que l'ennemi de classe essaie seulement d'imposer à ces masses patientes du dehors sa volonté ! Non, mieux vaut qu'il ne l'essaie pas !

Pour conclure, essayons de fixer la place de la Révolution d'Octobre non seulement dans l'histoire de la Russie, mais dans l'histoire du monde. Pendant l'année 1917, dans l'intervalle de 8 mois, deux courbes historiques se rencontrèrent. La Révolution de février — cet écho attardé des grandes luttes qui se sont déroulées dans les siècles passés sur les territoires des Pays-Bas, d'Angleterre, de France, de presque toute l'Europe continentale — se lie à la série des révolutions bourgeoises. La Révolution d'Octobre proclame et ouvre la

domination du prolétariat. C'est le capitalisme *mondial* qui subit sur le territoire de la Russie sa première grande défaite. La chaîne cassa au plus faible maillon. Mais c'est la chaîne et non seulement le maillon qui cassa.

VERS LE SOCIALISME

Le capitalisme comme système mondial s'est historiquement survécu. Il a cessé de remplir sa mission essentielle ; l'élévation du niveau de la puissance humaine et de la richesse humaine. L'humanité ne peut stagner sur le palier atteint. Seule une puissante élévation des forces productives et une organisation juste, planifiée, c'est-à-dire socialiste, de production et de répartition peut assurer aux hommes — à tous les hommes — un niveau de vie digne et leur conférer en même temps le sentiment précieux de la liberté en face de leur propre économie. De la liberté sous deux sortes de rapports : premièrement, l'homme ne sera plus obligé de consacrer la principale partie de sa vie au travail physique. Deuxièmement, il ne dépendra plus des lois du marché, c'est-à-dire des forces aveugles et obscures qui s'édifient derrière son dos. Il édifiera librement son économie, c'est-à-dire selon un plan, le compas en main. Cette fois, il s'agit de radiographier l'anatomie de la société, de découvrir tous ses secrets et de soumettre toutes ses fonctions à la raison et à la volonté de l'homme collectif. En ce sens, le socialisme doit devenir une nouvelle étape dans la croissance historique de l'humanité. A notre ancêtre qui s'arma pour la première fois d'une hache de pierre, toute la *nature* se présenta comme la conjuration d'une puissance mystérieuse et hostile. Depuis, les sciences naturelles en collaboration étroite avec la technologie pratique ont éclairé la nature jusque dans ses profondeurs les plus obscures. Au moyen de l'énergie électrique, le physicien rend maintenant son jugement sur le noyau atomique. L'heure n'est plus loin où, en se jouant, la science résoudra la tâche de l'alchimie, transformant le fumier en or et l'or en fumier. Là où les démons et les furies de la nature se déchaînaient règne maintenant toujours plus courageusement la volonté industrielle de l'homme.

Mais tandis qu'il lutta victorieusement avec la nature, l'homme édifia aveuglément ses rapports avec les autres hommes, presque comme les abeilles ou les fourmis. Avec retard et beaucoup d'indécision, il aborda les problèmes de la société humaine. Il commença par la religion pour passer ensuite à la politique. La Réforme représenta le premier succès de l'individualisme et du rationalisme bourgeois dans un domaine où avait régné une tradition morte. La pensée critique passa de l'Eglise à l'Etat. Née dans la lutte contre l'absolutisme et les conditions moyenâgeuses, la doctrine de la souveraineté populaire et des droits de l'homme et du citoyen grandit. Ainsi se forma le système du parlementarisme. La pensée critique pénétra dans le domaine de l'administration de l'Etat. Le rationalisme politique de la démocratie signifiait la plus haute conquête de la bourgeoisie révolutionnaire.

Mais entre la nature et l'Etat se trouve l'économie. La technique a libéré l'homme de la tyrannie des anciens éléments : la terre, l'eau, le feu et l'air, pour le soumettre aussitôt à sa propre tyrannie. L'homme cesse d'être l'esclave de la nature pour devenir l'esclave de la machine et, pis encore, l'esclave de l'offre et de la demande. La crise mondiale actuelle témoigne d'une manière particulièrement tragique combien ce dominateur fier et audacieux de la nature reste l'esclave des puissances aveugles de sa propre économie. La tâche historique de notre époque consiste à remplacer le jeu déchaîné du marché par un plan raisonnable, à discipliner les forces productives, à les contraindre d'agir avec harmonie, en servant docilement les besoins de l'homme. C'est seulement sur cette nouvelle base sociale que l'homme pourra redresser son dos fatigué et — non seulement des élus — mais chacun et chacune, devenir un citoyen ayant plein pouvoir dans le domaine de la pensée.

Mais cela n'est pas encore l'extrémité du chemin. Non, ce n'en est que le commencement. L'homme se désigne comme le couronnement de la création. Il y a certains droits. Mais qui affirme que l'homme actuel soit le dernier représentant le plus élevé de l'espèce *homo sapiens* ? Non, physiquement

comme spirituellement, il est très éloigné de la perfection, cet avortement biologique dont la pensée est malade et qui ne s'est créé aucun nouvel équilibre organique.

Il est vrai que l'humanité a plus d'une fois produit des géants de la pensée et de l'action qui dépassent les contemporains comme des sommets sur des chaînes de montagne. Le genre humain a droit d'être fier de ses Aristote, Shakespeare, Darwin, Beethoven, Goethe, Marx, Edison, Lénine. Mais pourquoi ceux-ci sont-ils si rares ? Avant tout, parce qu'ils sont issus à peu près sans exception des classes les plus élevées et moyennes. Sauf de rares exceptions, les étincelles du génie sont étouffées dans les profondeurs opprimées du peuple, avant qu'elles puissent même jaillir. Mais aussi parce que le processus de génération, de développement et d'éducation de l'homme resta et reste en son essence le fait du hasard ; non éclairé par la théorie et la pratique, non soumis à la conscience et à la volonté.

L'anthropologie, la biologie, la physiologie, la psychologie ont rassemblé des montagnes de matériaux pour ériger devant l'homme dans toute leur ampleur les tâches de son propre perfectionnement corporel et spirituel et de son développement ultérieur. Par la main géniale de Sigmund Freud, la psychanalyse souleva le couvercle du puits nommé poétiquement « l'âme » de l'homme. Et qu'est-il apparu ? Notre pensée consciente ne constitue qu'une petite partie dans le travail des obscures forces psychiques. De savants plongeurs descendent au fond de l'Océan et y photographient de mystérieux poissons. Pour que la pensée humaine descende au fond de son propre puits psychique, elle doit éclairer les forces motrices mystérieuses de l'âme et les soumettre à la raison et à la volonté.

Quand il aura terminé avec les forces anarchiques de sa propre société, l'homme s'intégrera, dans les mortiers, dans les cornues du chimiste. Pour la première fois, l'humanité se considérera elle-même comme une matière première, et dans le meilleur des cas comme une semi-fabrication physique et psychique. Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté, aussi en ce sens que l'homme d'aujourd'hui plein de contradictions et sans harmonie frayera la voie à une nouvelle race plus heureuse.

J. PRIVAS

La guerre révolutionnaire étudiée par la contre-révolution

Depuis la victoire de la Révolution vietnamienne, plusieurs militaires professionnels ont essayé de tirer des leçons de leur défaite. L'éclatement de la Révolution algérienne a décuplé leur anxiété et les études sur « la guerre révolutionnaire » se multiplient. Les théoriciens y tentent de percer le mystère des victoires de ces méprisables « Viets » et autres « bicots » sur les armées et le matériel « modernes » — le mystère de la « **surprenante victoire de David sur Goliath** » comme écrit l'un d'eux.

Dans la dernière année, dans la seule « **Revue de défense nationale** » on peut citer : Colonel Nemo « La guerre dans le milieu social », Capitaine André Souyris « Un procédé de contre-guerrilla : l'auto-défense des populations », Commandant J. Hogard « Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre », « L'armée française devant la guerre révolutionnaire », « Le soldat dans la guerre révolutionnaire ».

Dernièrement l'officielle « **Revue militaire d'information** » publiée par le ministère de la défense nationale a ouvert la discussion sur le problème de la guerre révolutionnaire (février 1957).

Plus récemment, en mai, sous le nom de Pierre Roland un militaire collaborateur de la « **Revue de défense nationale** » a publié un livre, « **Contre-guerrilla** », qui est le récit et les leçons de ses expériences de « pacificateur » au Vietnam. Il constitue plus ou moins la somme de ses recherches.

Toutes ces études concernent la révolution coloniale, mais déjà certains pensent à ce que pourrait être la guerre révolutionnaire en Europe. Ainsi le Général Chassin a écrit « Technique de l'insurrection » qui est surtout une présentation d'un certain nombre de textes communistes ou soviétiques sur la guerre civile dans les villes.

Ces théoriciens constatent que la guerre révolutionnaire utilise pour une part les techniques militaires de la guérilla. Mais ceci est secondaire par rapport à l'aspect politique qui est à sa base et qui rend possible cette forme de guerre : **le soutien actif des masses populaires.**

L'objectif de toutes ces études bourgeoises est de découvrir dans l'analyse de la guerre révolutionnaire, des **procédés, des méthodes organisationnelles et propagandistes** qui, utilisées par la contre-révolution, lui gagneraient également ce soutien populaire — ou au moins sa neutralité. C'est ce qu'ils appellent « la reconquête des populations » par une action psychologique, politique, administrative, sociale, policière et militaire, qui est décrite en vue d'aboutir à une sorte de « règlement » de la contre-guerrilla.

Il peut paraître étonnant que ces théoriciens ne voient pas que ce qui dresse les masses opprimées, c'est le désir et la volonté d'arracher la liberté, la terre, l'indépendance nationale à l'impérialisme — toutes choses que l'armée a précisément pour but de leur interdire. Aucun procédé « psychologique » ne peut supprimer cette contradiction fondamentale ni même longtemps la camoufler. Pour gagner les populations il faudrait que l'armée impérialiste se nie et même se combatte elle-même.

Déjà il y a 25 ans, Léon Trotsky notait à ce sujet :

« La presse bourgeoise des pays capitalistes défigure cependant manifestement la vérité quand elle représente notre propagande militaire comme quelque invention diabolique des bolcheviks. La propagande joue un rôle immense dans toutes les armées du monde. L'appareil politique de propagande bourgeoise est beaucoup plus puissant et plus riche en moyens techniques que le nôtre. La supériorité de notre propagande réside dans les idées qu'elle contient. Notre propagande aboutissait invariablement à la consolidation de l'Armée rouge et à la décomposition de l'armée ennemie, non par des moyens et procédés techniques spéciaux, mais grâce à l'idée communiste qui constituait son noyau. C'est un secret militaire que nous divulguons ouvertement, sans crainte de plagiat de la part de nos ennemis. » (1)

(1) L. Trotsky : « L'Armée rouge » (Annuaire du Travail, p. 199, Librairie de l'Humanité, 1923).

Mais il ne faut pas s'étonner ; par sa nature, la bourgeoisie ne peut saisir le mouvement des masses, ce n'est une question ni d'intelligence ni de bonne foi. La conception des militaires est la suivante : ce ne sont pas les masses qui font la révolution mais l'organisation révolutionnaire ; les masses, elles, sont un objet presque passif que se disputent cette organisation et l'armée impérialiste.

Pour eux, la guerre n'a pas lieu entre une armée au service d'une classe et les classes exploitées tout entières mais entre deux armées. Si jusqu'à maintenant ce sont les révolutionnaires qui ont eu le soutien des populations, c'est parce que seuls ils utilisaient des moyens de pénétration dans les masses et des « propagandes démagogiques ». Que l'état-major s'y mette et il pourra lui aussi « conquérir les populations ». D'ailleurs, pour tous les défenseurs des méthodes nouvelles psychologiques, l'armée et la police continuent à jouer un rôle capital pour la destruction de l'avant-garde, des cadres, des militants révolutionnaires préalablement ou parallèlement à la « reconquête » des esprits.

Il est évident que la destruction de l'avant-garde organisée porte un coup à la Révolution. Mais étant donné l'extension de celle-ci et son approfondissement, l'armée ne peut y parvenir que localement et transitoirement. Pour finir, il ne reste en réalité à l'impérialisme que la vieille répression massive. Ceci, les théoriciens de la contre-guérilla ne le disent pas (c'est même pour essayer de l'éviter qu'ils écrivent) mais ce ne sont pas eux qui décident de la guerre contre-révolutionnaire telle qu'elle se fait.

Ces préoccupations impérialistes doivent inciter les révolutionnaires à se mettre eux aussi à l'étude de ces problèmes. Il est vrai que l'impérialisme est théoriquement et de plus en plus politiquement en état d'infériorité. Il est vrai que la politique révolutionnaire constitue l'essence de la guerre révolutionnaire, que des mots d'ordre libérateurs, la démo-

cratie ouvrière la plus large sont dix fois plus importants que l'armement pour le moral du combattant et pour le soutien conscient et enthousiaste des masses. Mais il n'en reste pas moins que la révolution qui vient sera une grande guerre civile et que les marxistes révolutionnaires devront sur ce plan aussi être à l'avant-garde. Ceux qui seront capables de combiner concrètement l'action militaire et l'action politique.

Sur ce plan aussi le stalinisme a abandonné la tradition et la compréhension communistes. Ce sont les appareils et les armées qui sont importants aux yeux des gouvernements ouvriers actuels — l'initiative révolutionnaire des masses peut être utilisée, mais dans certaines limites bien contrôlées au-delà desquelles elle deviendrait gênante pour ces appareils. C'est précisément parce que les masses dépassent et dépasseront ces limites bureaucratiques que les marxistes doivent se préparer à jouer leur rôle aussi sur le plan militaire.

Le fait que les théoriciens bourgeois se penchent sur la guerre révolutionnaire est la preuve que cette tâche est bien actuelle. Car enfin s'il n'y avait que l'amour de la science qui les guidait, ils auraient pu trouver depuis longtemps dans les œuvres militaires de L. Trotsky (même dans le peu qui en a été traduit, des conceptions théoriques bien plus profondes et justes et des idées pratiques bien plus claires que tout ce qui a été dit depuis (y compris par Mao). C'est le fait que la prochaine guerre sera une guerre-révolution, une guerre civile internationale, qui apparaît de plus en plus clairement et met ces problèmes à l'ordre du jour. C'est ce que le général P. Ely, chef d'état-major général des forces armées, met au point de départ de son article : « **Le chef et l'évolution de la guerre** » : « **Elles répondent non plus à des ambitions territoriales mais à des conceptions opposées de la structure universelle qui finalement prévaudra** ». Il n'est pas sans intérêt d'en trouver une confirmation chez l'ennemi.

LES LIVRES

La pensée de Lénine

de H. LEFEBVRE (*)

Ce livre a l'inconvénient d'avoir été écrit en juillet-septembre 1955, c'est-à-dire avant le 20^e Congrès du P. C. de l'U. R. S. S. et la « déstalinisation ». Il porte ainsi encore trop visiblement les marques de l'envoûtement stalinien dans lequel se trouvait à l'époque son auteur, qui n'a pu que rarement saisir la pensée de Lénine en dehors de l'optique dans laquelle l'avaient placé la mythologie stalinienne et « l'Histoire [officielle] de la Révolution russe et du Parti bolchevik ».

On s'étonne que H. Lefebvre, ayant terminé son livre avant la dénonciation des faux et des crimes de Staline, l'ait laissé paraître sans y avoir apporté des modifications profondes le « déstalinisant ».

Quand nous disons que H. Lefebvre n'a saisi la pensée de Lénine le plus souvent que dans l'optique stalinienne il faut ajouter que cela est vrai plus particulièrement pour la pensée politique de Lénine. Les parties valables du livre restent celles consacrées à la pensée philosophique proprement dite, que H. Lefebvre connaît de première main et en expert. Mais dans la partie proprement dite politique, quel gâchis effroyable, quelles simplifications et déformations (nous voulons le croire involontaires, par ignorance) de la pensée révolutionnaire du léninisme !

Un livre sur la pensée de Lénine, après la « déstalinisation » devait avoir comme objectif numéro 1 de restaurer la véritable pensée politique de Lénine en tant qu'opposé le plus direct du stalinisme, et cela dans tous les domaines. Au lieu de cela, H. Lefebvre se livre à des polémiques contre le « luxembourgeoisisme » et le « trotskysme », d'une simplicité et d'une ignorance accablantes !

Nous reviendrons sur ce que fut le vrai apport de Rosa Luxembourg au marxisme révolutionnaire, en contraste avec ses déformations grossières par le révisionnisme stalinien. Contentons-nous pour l'instant de faire ressortir quelques-unes des véritables perles que H. Lefebvre est allé malheureusement chercher dans la

documentation « officielle » stalinienne pour définir les positions de Lénine ou les positions du trotskysme.

Nous apprenons, à notre grand étonnement, que parmi les contributions théoriques les plus importantes de Lénine il faut cataloguer la découverte par lui de la loi du « développement inégal » et du « socialisme dans un seul pays » ! Il s'agit dans les deux cas d'affirmations aussi gratuites qu'arbitraires de Staline qui, en réalité, s'est servi de la « loi du développement inégal », soi-disant découverte par Lénine en 1915, pour conclure à la possibilité de « construire », de parachèver le « socialisme dans un seul pays » !

Mais les conceptions de Staline de la « loi du développement inégal », ainsi que du « socialisme dans un seul pays » sont en réalité la négation la plus directe de l'essence révolutionnaire et dialectique du léninisme.

Ou prenons la manière dont H. Lefebvre présente les positions du « trotskysme » : Trotsky, nous apprenons, « refusait d'attribuer comme Lénine une importance considérable aux questions paysannes. Il déniait aux paysans toute capacité révolutionnaire, principalement dans la révolution socialiste et prolétarienne » ! L'écho des affirmations de « l'Histoire du P. C. » écrite par Staline est ici presque direct.

Quant à la théorie de la révolution permanente, voici de quelle manière scandaleusement simpliste et déformée H. Lefebvre la comprend et la présente : Pour Trotsky, « la classe révolutionnaire devait se battre sans arrêt, sur tous les points du globe, en ne tenant compte ou en tenant compte au minimum des autres classes, des alliances et compromis possibles, donc des situations concrètes. Il en vient à envisager la Révolution russe — dans laquelle il joua un rôle incontestable (sic !) — non comme un chemin vers la construction du socialisme dans ce pays, mais comme un moyen et une base pour créer une Armée Rouge qui porterait dans le monde entier la révolution permanente. D'où la rupture avec le Parti bolchevik dont Staline avait pris la direction », etc.

(*) Editions Bordas — Paris.

Toutes les références de Lefebvre aux positions du « trotskysme » dénotent la même « érudition » puisée dans les plus pures sources de documentation stalinienne. C'est très dommage.

On a le droit d'exiger d'un travailleur intellectuel qui entreprend d'écrire un livre sur la pensée de Lénine, paraissant après le 20^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., de se montrer pleinement imprégné de l'extrême importance du sujet qu'il traite,

La nouvelle classe

de M. DJILAS (1)

Pour ce livre, Djilas a été condamné à sept ans de prison par un tribunal yougoslave. C'est sa troisième condamnation depuis sa rupture avec Tito, et cette condamnation est encore plus scandaleuse et infâme que les précédentes. Djilas a été condamné pour ses opinions de manière à le démoraliser chaque fois davantage, pour le pousser aux pires extravagances. Nous donnerons notre opinion sur le contenu de ce livre, mais nous devons dire dès le début que, quelle que puisse être la position actuelle de Djilas, il a été autant que faire se pouvait acculer à cela par ses anciens camarades, recourant à leur façon à certaines méthodes apprises à l'école stalinienne.

Quelque part dans ce livre, Djilas dit que dans la société qu'il qualifie de communiste, c'est-à-dire sous le régime bureaucratique, « toutes les différences d'opinion sont graduellement perdues, sauf le désespoir et la haine ». Ces mots viennent après une condamnation par lui « d'une activité révolutionnaire sans but ni signification... chicanant sur le dogme avec le nouveau régime ». A vrai dire, c'est son propre cas qu'il décrit ainsi, sans le vouloir. Son livre est un vrai produit du désespoir et de la haine.

Comment a-t-il pu en arriver là ? Il ne manque pas dans son livre d'observations correctes sur certains aspects du régime bureaucratique ; mais quel est l'adversaire du communisme qui n'ait pas exploité contre celui-ci les ignominies du régime stalinien ? Djilas identifie totalement le stalinisme, et d'une façon générale le régime bureaucratique, avec le communisme. Pour lui, c'est le « communisme contemporain », et « il n'y a pas aujourd'hui d'autre type de marxisme ou de communisme et le développement d'un autre type est difficilement possible ».

D'autre part, tout en écrivant : « je ne prétends pas connaître un autre monde hors du monde communiste, dans lequel j'ai eu le bonheur ou le malheur de vivre », il tranche de mille choses avec une ignorance et des prétentions extra-

et de se contenter de ne parler que des questions qu'il connaît de première main et à fond. Ce n'est pas le cas malheureusement avec le livre de H. Lefebvre. Et comme ce livre risque de paraître « objectif », écrit par quelqu'un qui en 1957 fait figure de « déstalinisé », il est d'autant plus important de revenir sur une critique détaillée de ce livre. Ce que nous ne manquerons pas de faire très prochainement.

ordinaires. Bornons-nous à en donner quelques exemples.

« Lénine s'est trompé non seulement en ne comprenant pas que le « militarisme britannique » n'était qu'un stade temporaire de développement du temps de guerre, mais parce qu'il a manqué de prévoir le développement ultérieur de la démocratie et du progrès économique en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays occidentaux. »

« Par diverses méthodes, les Etats-Unis recourent à une économie planifiée sur une échelle nationale... Walker cite qu'en 1938 environ 20% du revenu national [aux Etats-Unis] étaient socialisés, tandis qu'en 1940 le pourcentage s'élèvera à au moins 25%... »

« Certainement les monopoles jouent un rôle important dans la politique des pays occidentaux, mais en aucun cas ce rôle n'est aussi grand ou le même qu'avant la première guerre mondiale ou même qu'avant la deuxième guerre mondiale... »

Ses prétentions ne se manifestent pas qu'au sujet de l'analyse du monde capitaliste qu'il ignore vraiment, elles touchent aussi la doctrine marxiste qu'il renie d'ailleurs complètement.

Selon lui, Marx était à la fois un savant qui aurait dit des choses justes (Djilas ne précise pas lesquelles) et un idéologue qui a combiné le matérialisme et la dialectique qu'il a trouvés ailleurs. Les successeurs de Marx, à savoir « Plekhanov, Labriola, Lénine, Kautsky et Staline furent des idéologues, et seulement dans une mesure très limitée des savants ». L'idéologie marxiste n'avait aucune valeur scientifique, mais elle a servi à une classe, à un mouvement politique et maintenant elle sert à un nouveau système politique.

Cette idéologie, remarque-t-il, a été abandonnée dans les pays économiquement développés où on peut changer le système social par des formes parlementaires ; elle a trouvé son terrain de prédilection dans les pays où il fallait procéder à une révolution industrielle.

Selon Djilas, celle-ci ne pouvait être faite que par une « nouvelle classe ». D'où sort-elle ?

« Les racines de la nouvelle classe furent implantées dans un parti spécial, de type bolchevik. Lénine avait raison quand il pensait que son parti était une exception dans l'histoire de l'humanité, bien qu'il ne soupçonna pas que ce serait le début d'une nouvelle classe... Les initiateurs de la nouvelle classe ne sont pas trouvés dans le parti de type bolchevik dans son ensemble, mais dans la couche des révolutionnaires professionnels qui constituait son noyau avant qu'il arrive au pouvoir... Le parti est le noyau de la nouvelle classe et sa base... »

Autrement dit, la nouvelle société n'est pas née dans les profondeurs économiques et sociales de la vieille société, mais dans sa superstructure. Grâce à une idéologie fabriquée par Marx, dogmatisée par Lénine et mise en pratique par Staline, une société nouvelle est née. On peut difficilement sombrer davantage dans l'idéalisme et le subjectivisme. Il y a eu de par le monde d'autres idéologues, d'autres gens qui ont créé des organisations autrement monolithiques que ne l'était le parti bolchevik du temps de Lénine, qui ont eu à leur disposition des moyens considérables. Il ne vient pas à l'idée de Djilas de rechercher pourquoi ils n'ont pas créé une société nouvelle.

Le miracle de la création divine étant ainsi renouvelé, selon Djilas, par la Trinité Marx-Lénine-Staline, à aucun moment il ne se sent obligé de se livrer à une analyse de l'économie de la société nouvelle. Il lui suffit d'affirmer que la classe nouvelle, dirigeante politique, est la propriétaire collective dans la nouvelle société. Sur ce dernier point, Djilas n'apporte rien de plus que tous ceux qui ont, presque depuis le triomphe de la Révolution d'Octobre, tenté de démontrer que la bureaucratie est le « propriétaire collectif ».

« Les communistes n'ont pas inventé la propriété collective, mais son caractère embrassant tout, plus largement étendu que dans les époques antérieures, même plus étendu que dans l'Egypte des Pharaons. C'est tout ce que les communistes ont fait. »

En écartant « l'idéologue » Marx, Djilas n'a pas songé à ce que celui-ci disait dans la « Critique du Programme de Gotha » au sujet des premières étapes vers la société socialiste, une des rares choses qu'il écrivit à propos de celle-ci. Djilas n'a pas remarqué que Marx faisait une différence entre la production et la distribution, déclarant que celle-ci commencerait par être effectuée selon un droit bourgeois. Il aurait aussi pu remarquer que Lénine a repris ces observations, que Trotsky s'en est également servi pour expliquer ce qui s'est passé en U.R.S.S. Mais il est au-dessus de cela, « la théorie communiste de l'Etat... élaborée en détail par Lénine et complétée par Staline et d'autres, favorise la dictature totalitaire de la bureaucratie du Parti... », « Trotsky... n'était déficient que dans une seule qualité : le sens des réalités » et il construisit une explication « pour apaiser sa conscience ».

A aucun moment Djilas n'a la moindre notion que la planification est quelque chose d'organique à la société nouvelle, que la place exceptionnelle de la bureaucratie a été le produit, dans des conditions internationales données, du retard économique qui ne permet pas une distribution suivant des règles autres que celles d'un droit bourgeois. Il prend le régime bureaucratique comme quelque chose d'inhérent à la société nouvelle ; il refuse de voir que ce régime se trouve à présent mis en cause précisément à cause de l'expansion de la société et de son développement économique et culturel. S'il a raison quand il déclare que Khrouchtchev n'a apporté aucun changement fondamental et qu'il ne songe pas à le faire, il ne voit rien du côté des masses qui obligent les Krouchtchev à manœuvrer. C'est que pour lui l'absence de tout, c'est le pouvoir politique. Ce qui lui apparaît l'élément prédominant dans la société, c'est ce pouvoir politique. Il ramène tout à lui, explique tout par lui ; c'est pour lui que le mouvement s'est constitué avec ses qualités, par lui qu'il a été changé ; « le pouvoir est à la fois le moyen et le but du communisme ».

Il rejette la théorie marxiste de l'Etat comme fausse, ne propose rien à sa place sauf une phrase non élaborée : « L'Etat est par sa nature un organe d'unité et d'harmonie dans la société et pas seulement une force sur elle. » Il a perdu tout critère de jugement sociologique et surtout le critère de classe.

Le livre de Djilas se termine par des considérations vagues qui indiquent que sa pensée est attirée vers la social-démocratie, plus exactement par les élucubrations d'une série d'idéologues qu'on trouve dans les partis socialistes, rejetant Marx pour des conceptions éclectiques en matière d'économie, de sociologie, florissant notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Ce livre est un produit de la décomposition du stalinisme. Il n'est pas surprenant que, dans l'intelligencia des « démocraties populaires », se manifestent de telles tendances, profondément pessimistes, incapables de distinguer le stalinisme du communisme, et se perdant dans des constructions fantastiques de l'esprit. L'exemple de Djilas montre que la répression est le meilleur moyen pour désorienter les hommes ; les post-staliniens, qu'il s'agisse de Khrouchtchev, de Tito ou de Gomulka, se sentent beaucoup plus à l'aise sur le terrain des mesures administratives et de la répression que sur celui de la lutte des idées. Le livre de Djilas, si pénible qu'en soit la lecture, devra renforcer les marxistes, les révolutionnaires dans leur résolution de combattre plus que jamais pour le « retour à Lénine », pour un régime de démocratie ouvrière dans lequel des tendances à la Djilas ne trouveront aucun terrain de développement et seront liquidées par la seule lutte des idées.

(1) Thames and Hudson, édit. Londres.

Une nouvelle Afrique

de P. Henri SIRIEX⁽¹⁾

Ce livre, écrit par un ancien cadre de l'administration coloniale française dresse un bilan intéressant, social, économique et politique, basé sur des connaissances sérieuses de la situation actuelle en A. O. F.

Il démontre la poussée irrésistible qui caractérise actuellement les masses africaines non vers une quelconque autonomie administrative et financière sous tutelle colonialiste du type de celle de la récente loi-cadre accordée par le gouvernement français, mais vers une véritable autonomie politique et nationale.

Sa lecture éclaire ainsi mieux les développements qui ont eu lieu à l'occasion du récent congrès de Bamako.

Une partie « intelligente » de la bourgeoisie française, en accord avec les « élites » bourgeoises africaines liées économiquement à l'impérialisme, mais soucieuses d'autre part d'assurer leur développement propre, s'oriente maintenant vers la création d'une communauté

« franco-africaine » sous la forme d'un Etat fédéral. Mais cette solution également, qui va déjà au delà de la loi-cadre et qui nécessite la révision de la Constitution, risque d'être dépassée par la poussée des masses africaines contre tout lien avec l'impérialisme, poussée grandement attisée à l'heure actuelle par la résistance algérienne et l'attitude de l'impérialisme sur cette question.

Le réveil de l'Afrique Noire, en interaction avec celui de l'Afrique du Nord, embrasera bientôt la totalité de ce continent, sur lequel se concentre de plus en plus l'intérêt économique et stratégique de l'impérialisme international agissant.

La révolution coloniale n'aura ainsi épargné aucune région, y compris celles considérées encore il y a quelques années comme les plus arriérées.

(1) Aux Editions Plon.

Réalité de la Nation Algérienne

de M. EGRETAUD⁽¹⁾

L'auteur de ce livre est membre du P.C.F. et conseiller de l'Union française, autrement dit il est un spécialiste du P.C.F. pour les questions coloniales.

Dans ce volume — comme dans d'autres écrits par des stalinien sur des sujets semblables, par exemple « le Maroc » d'A Ayache — toute la partie sur le bilan du colonialisme est bonne, bien documentée, et constitue un réquisitoire implacable contre le colonialisme.

Mais le livre pêche terriblement sur deux ou trois points essentiels. Tout d'abord, à aucun moment, il ne montre que la lutte pour l'indépendance nationale est seulement l'aspect le plus immédiat de la révolution qui se poursuit dans ce pays, comme dans tous les pays coloniaux, révolution qui est partie intégrante de la révolution socialiste mondiale.

Ensuite, le livre donne un tableau frelaté du mouvement révolutionnaire en Algérie, avec pour objet de grossir la place du P.C. algérien.

Enfin, le livre présente toute la politique du P.C.F. sur la question algérienne d'une façon qui ne peut être qualifiée que de mensongère. La façon d'omettre ce que fut la politique du P.C.F. lors des événements du Constantinois en 1945 est un des plus typiques produits de l'école stalinienne. De même l'oubli des pages de Thorez sur la « nation en formation », alors que le combat battait déjà son plein. Enfin l'omission du vote des « pouvoirs spéciaux ». Dans sa préface à ce livre. Billoux annonce « un ouvrage plus documenté, plus poussé que celui-ci ». Gageons que la vérité n'y sera pas mieux traitée sur les points que nous avons relevés.

✱

Livres que nous commenterons dans nos prochains numéros : R. Palme-Dutt, L'Inde, aujourd'hui et demain (Editions sociales).

(1) Editions sociales, Paris.

NOTES DE LECTURE

“ LES LETTRES NOUVELLES ”

Cette revue avait, voici quelque temps, fait une enquête sur les « intellectuels communistes » qui n'avait pas donné grand chose, les intellectuels contrôlés par le stalinisme s'étant pratiquement dérobés et les autres ayant surtout relevé les aspects repoussants des Aragon et compagnie. Dans le numéro d'octobre de cette revue, la question se trouve reprise par Dyonis Mascolo à propos de la « misère des intellectuels français ».

L'intérêt de ce récent article est qu'il touche certains aspects fondamentaux. Mascolo observe toute une série de traits des intellectuels français en général, vivant sur le passé, sceptiques, blasés, séparés les uns des autres et de la réalité, etc. Face à cela il voit le bloc autarcique des « intellectuels communistes », hiérarchisé, qui lui non plus, en dépit de ses prétentions, n'a rien apporté.

Mascolo ressent très bien les raisons du premier phénomène, le caractère très petit bourgeois de la société française, la France étant de tous les grands pays capitalistes celui où la petite bourgeoisie exerce le poids le plus grand dans la société. Cela s'exprime dans la politique française et cela se traduit dans la création littéraire et artistique.

D'autre part, il voit également très bien le rôle joué par le P.C.F., « captant » les forces populaires pour les désarmer. La France, dit-il, a raté sa révolution au XX^e siècle. Bien entendu les « intellectuels communistes » ont, dans leur domaine, contribué à la réalisation de cette politique.

Toute cette partie critique de l'article de Mascolo est excellente et contient de nombreuses observations très fines. Mais la conclusion est extrêmement faible. Mascolo voit en Pologne et en Hongrie des « révolutions morales » ; il demande de ne pas s'en tenir aujourd'hui à Lénine tout comme Lénine ne s'est pas tenu à Marx il y a 40 ans, lors de la Révolution

d'Octobre, de comprendre le nouveau caractère des révolutions. Nous, militants politiques, ne demandons pas aux intellectuels de devenir des militants politiques ; ils peuvent, sur leur propre plan, dans leur domaine propre, apporter une précieuse contribution à la lutte révolutionnaire qui n'est pas seulement une lutte économique et politique. Mais, dans la mesure où ils abordent les aspects politiques, nous pouvons leur demander de connaître, au moins d'une façon générale, des données politiques essentielles. Lénine n'a pas révisé Marx, dans le sens marxiste du mot « révision » ; les révolutions de de Pologne et de Hongrie, celle qui se prépare en U.R.S.S., ont une explication marxiste qui a été donnée il y a plus de 20 ans par Trotsky dans « la Révolution Trahie ».

Enfin, le mouvement ouvrier si longtemps « capté » par les stalinien connaît une crise profonde due précisément au fait qu'un certain nombre grandissant de militants comprend que les Thorez et autres « chefs bien-aimés » ont loupé le coche.

Nous demandons à des intellectuels comme Mascolo de connaître ce qui existe effectivement, de connaître le mouvement marxiste révolutionnaire qui a lutté depuis le premier jour contre le stalinisme, qui n'a cessé de défendre pour la France une solution révolutionnaire. Pendant longtemps ce combat était limité par la situation objective ; la direction Thorez captait les masses, et par elles entraînait des couches intellectuelles dégoutées de la société bourgeoise. La connaissance du mouvement trotskyste, de ses idées pourrait servir grandement — nous le disons sans fausse modestie — aux intellectuels comme Mascolo qui veulent très sincèrement servir la cause du socialisme, elle pourrait leur servir dans leur propre domaine d'activité.

“ LES TEMPS MODERNES ”

Les derniers numéros de cette revue publient des pages du premier tome de la biographie de Trotsky par I. Deutscher. Nous avions dit tout le bien que nous pensions de ce livre lors de sa parution en Angleterre ; nous engageons nos

lecteurs à lire ce qui paraît actuellement, en espérant que l'œuvre sortira bientôt en librairie.

Nous reviendrons sur l'étude de Sartre « Questions de méthode » quand sa publication sera achevée.

Nous voulons attirer l'attention de nos lecteurs sur un article d'un professeur danois, Mogens Fog, intitulé « Les communistes et l'avenir du socialisme » à maints égards remarquable (n° de septembre 1957). Ancien membre du P. C., il milite depuis 1941 dans ce que nous appelons les « progressistes », mais son étude dépasse très largement le niveau politique de nos progressistes.

Tout d'abord il se place carrément sur le plan mondial. En ce qui concerne les Etats ouvriers, sa pensée essentielle est la suivante :

« Il ne faut pas sous-estimer les progrès immenses de libération et d'évolution, sociale, culturelle et humaine, qui eurent lieu pendant ce même temps, en Russie et en Chine surtout. Si on n'admettait pas ces résultats positifs on ne pourrait pas garder la conviction de la valeur du socialisme. Mais il est également d'une importance capitale pour l'avenir du socialisme de ne pas se contenter de réparer tant bien que mal les fautes, mais d'effectuer des transformations radicales, tant dans les relations des différents partis envers le peuple, que dans la planification sociale et économique... »

Sa partie relative aux pays capitalistes est moins solide, mais elle touche néanmoins le fond du problème. Sans expliquer le pourquoi de la politique des P. C., il comprend très nettement qu'ils ne développent pas une politique dans la perspective du pouvoir ouvrier. Il est dans la confusion en ce qui concerne le passage au socialisme, mais il y a malgré tout chez lui mille fois plus de hardiesse dans la pensée que dans ce que nous avons pu lire sous la plume de nombreux centristes :

« La classe ouvrière aura besoin d'un élan combatif encore plus grand qu'à présent pour être capable d'exiger la diminution des heures de travail avec un salaire égal ou supérieur représentant sa part dans une production accrue. Elle devra en outre changer son attitude envers les déplacements nécessaires des ouvriers, leur rééducation, etc. parce qu'elle ne peut s'opposer au progrès technique... »

« On peut se demander si la structure même de la société capitaliste, malgré un contrôle élargi de l'Etat, n'est pas un handicap à une utilisation de la technique suffisamment étendue pour assurer à chacun un niveau de vie qui le satisfasse. C'est là que se pose la question d'une conversion au socialisme — conversion pacifique ou révolution sans effusion de sang — fut évoqué en des termes beaucoup trop confus et incomplets lors du 20^e congrès de l'U.R.S.S... »

Traitant des mouvements des pays coloniaux ou semi-coloniaux, il en saisit de très nombreux aspects et, sans peut-être avoir une vue très exacte de la dynamique de ces révolutions, il comprend aussi que c'est une des formes de la lutte entre le capitalisme et le socialisme. Mais là il bute sur le problème de la paix et de la guerre :

« La rationalisation et la libération des peuples afro-asiatiques sont deux des événements nouveaux et décisifs qui attendent le socialisme dans l'avenir et tous deux sont porteurs de menaces évidentes

pour la paix du monde. Ils peuvent causer des insurrections locales, des révoltes et des guerres, qui risquent de déclencher une troisième guerre mondiale. »

En réalité, cette guerre ne serait causée par ces mouvements, que dans le sens que cette guerre serait la réaction de la contre-révolution impérialiste aux aspirations des masses. C'est le capitalisme qui prépare la guerre et la lancera pour défendre ses positions.

« Personne ne peut arrêter le progrès technique... Personne ne peut arrêter non plus la poussée des pays sous-développés, les forces agissent avec la rigueur d'une loi de la nature. L'homme doit en tenir compte — et s'y conformer. »

Ceci dit, l'auteur demande aux mouvements socialistes de l'Est et de l'Ouest de « faire des compromis, de sacrifier des gains immédiats et leurs propres intérêts, toutes les fois qu'il sera nécessaire pour éviter la guerre atomique et pour consolider la coexistence pacifique. »

Aucun homme sensé ne peut songer à la guerre atomique comme moyen de réalisation du socialisme. Mais la passivité, la « plus grande sagesse » qui ont été déployées par le mouvement ouvrier sous des directions réformistes et stalinienne tant et plus n'ont pas évité la guerre, elles ont seulement permis au capitalisme de l'engager dans les meilleures conditions pour lui. Ce qu'il faut dire, c'est que plus le mouvement ouvrier aura de vigueur, d'audace, de courage, et moins le capitalisme aura la possibilité de faire des dégâts arrivant au niveau d'une catastrophe pour toute l'humanité.

Malgré les confusions que nous avons signalées, Mogens Fog arrive à des conclusions voisines :

« L'ère nouvelle où nous venons d'entrer contient une double perspective — la catastrophe et des promesses immenses. Je crois qu'un socialisme qui a le courage d'accomplir une rénovation profonde, une mise à jour de sa théorie et de sa politique, est le mouvement le plus apte à empêcher la catastrophe et à réaliser les promesses. »

Le hasard des lectures nous a mis cet article sous les yeux après avoir parcouru le livre de Djilas que nous commentons par ailleurs. Nous avons là deux pôles vers lesquels se tourne la pensée des hommes sous les coups des gigantesques événements actuels et notamment de la crise du stalinisme. Des individus comme Djilas peuvent sombrer, mais la tendance générale des événements montre que le plus grand nombre cherche dans la direction où s'est affirmée la pensée de Mogens Fog et c'est dans ce sens que se dessinent de nouveaux courants dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. C'est en se basant sur les plus hautes perspectives pour l'espèce humaine que la IV^e Internationale a combattu au cours des pires années de réaction. Que des individus, isolément, parviennent aux conclusions de Mogens Fog ne peut que renforcer, si besoin était, notre certitude que la période décisive de réarmement du mouvement ouvrier et de victoire mondiale du socialisme a commencé. P.F.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

France

CRISE DU REGIME

Les crises ministérielles en France tendent de plus en plus vers une crise de régime, par suite de la convergence de plusieurs facteurs. En premier lieu vient l'affaire algérienne qui a amené le gouvernement à envoyer en Algérie environ un demi-million de soldats du contingent pour « pacifier » le pays et qui coûte 2 milliards de francs par jour.

Des couches essentielles du grand capital voudraient mettre un terme à cette guerre, mais le grand obstacle est l'absence d'une bourgeoisie algérienne tant soit peu conséquente qui puisse être considérée comme un « interlocuteur valable ». Divers projets sont en l'air, dont une « Fédération franco-africaine », unissant le capitalisme français et les bourgeoisies indigènes de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Noire — soutenant ainsi les quelques éléments bourgeois algériens susceptibles d'assurer la direction d'un Etat capitaliste.

Autres grands obstacles pour le capitalisme français : sa structure économique surannée. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les secteurs de l'industrie lourde (aciéries, mines), les chemins de fer, ont été renouvelés, mais sauf cas exceptionnels les industries de transformation sont arriérées et le système de distribution est tout à fait archaïque. D'où l'existence de larges couches bourgeoises et petites bourgeoises attachées au *statu quo*, et par suite l'appareil politique de la France se trouve empêtré par les défenseurs de celui-ci.

Le Parlement actuel — ainsi truffé de multiples défenseurs de betteraviers, sucriers... sans perspectives, de poujadistes expression de petits détaillants en rébellion contre les monopoles — comporte d'autre part plus de 140 députés d'obédience stalinienne, ce qui ne donne aucune stabilité possible à un quelconque gouvernement bourgeois.

Depuis les élections du 2 janvier 1956, c'est le P.S. qui est le véritable pivot de l'Assemblée nationale. Mais Guy Mollet ayant pendant 16 mois fait la politique de guerre cherche aujourd'hui l'occasion de réapparaître comme l'homme de la paix, tout en ne se liant d'aucune manière au P.C.F.

Dans de telles conditions, aussi longtemps que la classe ouvrière n'interviendra pas activement, de nombreuses surprises sont possibles, notamment dans le

sens d'un renforcement de l'Exécutif au dépens du Parlement.

La classe ouvrière avait été complètement abasourdie par la politique du P.S. et du P.C. après les élections du 2 janvier. Ayant voté pour la paix, elle a eu la « pacification », c'est-à-dire la guerre qui a donné la chance aux éléments les plus réactionnaires de donner de la voix dans une campagne raciste.

Une reprise de la combativité ouvrière se fait jour à présent sur le terrain économique, en raison de la montée des prix. Les ouvriers se tournent vers l'idée d'une lutte « tous ensemble ». Si de grandes luttes économiques éclataient, leurs conséquences politiques seraient extrêmement rapides, le capitalisme français n'étant vraiment pas en état de lutter sur deux fronts (en France et en Algérie).

Mais la direction du P.C.F. qui contrôle la direction de la C.G.T. a d'autres visées qu'une lutte d'ensemble qu'elle risquerait de ne plus contrôler. Elle recherche toujours une aile de la bourgeoisie qu'elle pourrait appuyer en vue d'une politique non-atlantique. Même quand elle paraît durcir son action sur la question algérienne, son objectif reste le même, comme vient de le montrer une lettre envoyée par la direction du P.C.F. au P.S., au parti radical, au R.G.R., pendant cette crise gouvernementale.

La politique stalinienne avait suscité l'an dernier des oppositions principalement intellectuelles, sur les questions de la démocratie du parti et du stalinisme. Le malaise parmi les militants ouvriers n'avait pas été jusqu'au développement d'oppositions à base ouvrière. On commence à discerner des débuts d'opposition de militants ouvriers dans le P.C. sur la tactique à suivre en face de la volonté de combat des travailleurs. On n'en est pas encore à une compréhension des différences d'orientation qui sont impliquées, mais c'est dans cette direction que la situation évoluera.

Nous avons publié dans notre précédent numéro la déclaration des camarades P. Frank et J. Privas devant le tribunal où ils étaient poursuivis en raison de la politique du P. C. I. (section française de la IV^e Internationale) contre la guerre d'Algérie. Le tribunal a condamné chacun de nos camarades à 6 mois de prison avec sursis.

Grèce

CONGRES DE LA SECTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Le 5^e congrès du Parti Communiste Internationaliste de Grèce (section grecque de la IV^e Internationale) a eu lieu au mois d'août 1957.

Le congrès a décidé de poursuivre le plan entrepris des publications, en y incluant une série d'ouvrages de L. Trotsky et les ouvrages inédits du camarade P. Pouliopoulos.

Les documents du 5^e Congrès de la IV^e Internationale seront également tra-

duits en grec et publiés imprimés dans une brochure spéciale.

Le congrès a décidé d'autre part d'accélérer les préparatifs pour l'édition d'un organe théorique légal.

Quant à l'orientation générale du travail quotidien essentiel de la section, celle-ci a réaffirmé la nécessité de travailler patiemment et méthodiquement au sein de l'E.D.A., l'organisation politique de masse influencée par le P.C. grec.

Brésil

NOUVELLE ETAPE DE LA CRISE DU P.C.

par José Maria CRISPIM.

La crise du stalinisme au Brésil, dont le processus se développe en vagues successives à l'intérieur du P. C., entre maintenant dans une nouvelle étape. Les limites de la scission dirigée par Agildo Barata et le caractère droitier de ses positions politiques d'éloignement du communisme, ont apparemment renforcé pendant un temps la direction prestiste-stalinienne, donnant l'impression d'une diminution de la pression intérieure au sein du plus fort Parti Communiste d'Amérique Latine. Cependant, nous ne pensions pas que cela reflétait la situation intérieure véritable du P.C.B. Nous savions bien que, malgré la victoire apparente de la direction stalinienne de Prestes et compagnie, obtenue contre le groupe droitier d'Agildo Barata, la crise dans le P.C.B. s'étendait et s'approfondissait, préparant ainsi une manifestation nouvelle et plus spectaculaire. Et c'est ce qui commence à se passer maintenant.

Le trait caractéristique de la nouvelle étape se révèle dans le nouveau rapport de Prestes (« Noticias de Hoje », 7 septembre 1957, Sao-Paulo). Dans ce document, sous l'énorme pression de la base du parti et devant le caractère explosif de la crise du P.C.B., Prestes fait quelques confessions véritablement dramatiques. Il dit: « Beaucoup de camarades, et parmi ceux-ci des militants et des dirigeants d'organisations du parti, affirment maintenant leur défiance dans la capacité du Présidium actuel de mener à bien le processus d'autocritique commencé après le 20^e Congrès du P.C. de l'U. R. S. S., et de préparer dans des conditions démocratiques le 5^e Congrès de notre parti » (souligné par nous). Il ajoute: « Ce serait une grave erreur de poursuivre le même chemin que jusqu'à maintenant. Nous ne pouvons continuer à remettre à plus tard la rectification des défauts déjà reconnus. Si nous n'affrontons pas courageusement les erreurs et les faiblesses existant dans le parti, si nous ne sommes pas capables d'inspirer confiance au parti et au peuple, si nous ne prenons pas les mesures nécessaires pour que les communistes intensifient leur activité politique, notre parti se transformera en

une petite secte coupée des masses » (souligné par nous).

Prestes se voit alors forcé de reconnaître la « diminution de l'autorité et du prestige du Présidium du Comité Central ». Et il doit de plus admettre: « Nombreuses sont les critiques faites aux dirigeants les plus responsables pour leur inexistence en face des événements politiques et leurs erreurs dans la direction des discussions qui se sont engagées dans le parti, sans parler du mécontentement dû à l'absence d'une autocritique profonde des erreurs commises dans le passé ». Il se voit obligé de préciser: « Il ne suffit pas de rompre en paroles avec la subordination du C. C. au Présidium et avec les méthodes routinières et bureaucratiques de direction ». Ainsi, dans cet ordre d'idées, Prestes admet la nécessité de remplacer dans la direction « les camarades qui sont le plus directement compromis par leur obstination dans les conceptions et pratiques erronées ».

Après avoir souligné que « dans le cours de la lutte intérieure, une contradiction s'est révélée comme plus forte que toutes les autres — la contradiction entre la direction et la base du parti », Prestes propose quelques mesures « pour sortir le Parti des grandes difficultés dans lesquelles il se trouve aujourd'hui... » et déclare que « le premier pas consiste, dans ce but même, à rétablir la confiance et l'autorité indispensable de la direction ».

Prestes signale que « la responsabilité de toute situation existante dans le parti et dans la direction retombe sur le comité central. C'est ce que nous devons reconnaître. Mais, il est hors de doute que la principale responsabilité retombe sur le Présidium ». Ainsi, étant donné que « figurent dans le Présidium actuel quelques-uns des camarades les plus compromis par les conceptions et les méthodes ultra-centralistes et autoritaires » et que « le Présidium actuel n'a pas réussi à créer — comme cela est extraordinairement nécessaire — un climat sain de démocratie intérieure, combiné avec le centralisme »... étant donné de plus que « le travail pratique de la direction

s'effectue avec des faiblesses criantes », Prestes propose le remplacement de quelques éléments du Présidium et la tenue du 5^e Congrès. Prestes justifie ceci de la manière suivante: « pour développer l'activité du Parti et réaliser avec succès, sur des bases démocratiques, un 5^e Congrès, il est urgent de trouver une solution politique et celle-ci réside dans un remaniement du Présidium d'un point de vue de principes, en accord avec les intérêts du parti ».

Il est évident que ce rapport constitue pour Prestes la réalisation d'une manœuvre désespérée, grâce à laquelle il essaye de sauver les restes de son prestige de dirigeant et son poste de chef du

P.C.B. En proposant un changement dans la plus haute direction du parti — le Présidium — en insistant sur la nécessité d'organiser la tenue du 5^e Congrès « dans des conditions démocratiques », Prestes en réalité cède à l'état de bouleversement général dans lequel se trouve le P. C., du fait du soulèvement de la base contre la direction. Prestes cherche à se sauver en sacrifiant ses vieux complices. Cette manœuvre désespérée ne pourra réussir à canaliser la crise du P. C. B. En effet, celle-ci ne peut se résoudre que par l'organisation et l'action d'une tendance marxiste révolutionnaire qui regroupe la base du parti autour d'un programme de lutte pour le communisme révolutionnaire.

Argentine

LE 2^e CONGRES NATIONAL DU P.O.R.

Du 30 août au 1^{er} septembre s'est tenu le 2^e Congrès du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Après une ample discussion, le congrès approuva à l'unanimité les documents présentés pour la discussion préparatoire au 5^e Congrès mondial de l'Internationale, ainsi que l'activité du Secrétariat International concernant les contacts établis avec le « Comité International » en vue de l'unification des trotskystes.

Particulièrement vive fut la discussion du rapport sur la politique du pays qui fut approuvé également à l'unanimité. Ce rapport souligne l'énorme instabilité politique, économique et sociale de l'Argentine due à la combativité grandissante des masses qui, même sans direction, ont réussi à arracher des concessions au gouvernement réactionnaire Aramburu-Rojas. A travers cette situation, caractérisée par la poussée des masses, se

développent au sein du mouvement ouvrier des courants en quête d'une politique indépendante de classe, ce qui ne peut que favoriser la construction d'un Parti révolutionnaire de masse basé sur les syndicats.

Le 2^e Congrès du P.O.R. a constaté les grands progrès accomplis tant dans le domaine politique qu'organisationnel. Les effectifs du parti ont doublé depuis son 1^{er} congrès national; son influence auprès de la classe ouvrière augmente, tandis que son journal « Voz Proletaria » paraît régulièrement tous les 15 jours, sur huit pages. D'autre part, le parti dès maintenant a un local public et lutte pour que le P.O.R. soit reconnu légalement en vue des prochaines élections.

Le congrès a d'autre part constaté l'importance de l'activité développée par le Bureau latino-américain de notre mouvement.

Chili

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Le Parti Socialiste Populaire et le Parti Socialiste chilien ont tenu leur congrès d'unification, pour constituer le Parti Socialiste unifié.

Après des débats très animés, le congrès a, à une très grande majorité, approuvé des résolutions dont la ligne générale rompt avec celle que défendaient jusqu'alors les partis socialistes chiliens. C'est ainsi que le nouveau parti se prononce pour « le camp socialiste constitué par l'U. R. S. S., la Chine communiste, la Yougoslavie et les Démocraties populaires » dans la lutte contre « le bloc impérialiste », tout en préconisant la « démocratisation » des pays du bloc soviétique. Il se déclare résolu à soutenir les peuples coloniaux et semi-coloniaux dans leur lutte pour leur indépendance.

En ce qui concerne plus particulièrement les perspectives pour l'Amérique latine, le nouveau parti socialiste signale

que seule la prise du pouvoir par les masses travailleuses pourra apporter une solution véritable à l'unification des pays latino-américains, et dénonce le caractère réactionnaire de l'O.E.A. (Organisation des Etats Américains).

Sur le plan de la politique intérieure, le parti condamne explicitement la collaboration de classes, s'oppose à accorder un soutien quelconque aux partis bourgeois, y compris les radicaux. En même temps, il fait appel à la convocation d'un congrès des syndicats et autres organisations ouvrières de masse afin de désigner un candidat présidentiel, la campagne électorale devant s'inscrire, de l'avis du nouveau parti, dans la lutte générale pour la prise du pouvoir par les masses.

D'autre part, il explique les échecs subis par la centrale syndicale (la C.U.T.) par la politique opportuniste et même capitulaire pratiquée aussi bien par la direction

du P. C. que par celles du P.S.P. et le P.S. chilien, alors que les masses ont maintes fois — notamment lors des événements d'avril — donné des preuves irréfutables de leur combativité pour faire échec aux plans réactionnaires du gouvernement et de l'impérialisme yankee. Organiser la classe ouvrière de façon qu'elle puisse par une politique indépendante de classe entraîner derrière elle la grande masse des travailleurs, reste toujours la principale tâche à réaliser, ajoutent les résolutions du congrès.

Celui-ci a en outre adopté un programme de revendications dont la nationalisation des entreprises nationales d'intérêt public et impérialistes installées dans le pays; la réforme agraire, avec l'expropriation des grands propriétaires fonciers; le libre commerce avec tous les pays du

CONFERENCE DE LA SECTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Les 10 et 11 août s'est tenue une conférence extraordinaire de la section chilienne de la IV^e Internationale pour préparer le 11^e congrès national de l'organisation.

La conférence approuva après discussion la ligne générale des documents préparatoires au Congrès mondial. Cependant, la section n'ayant pas eu le temps de discuter à sa base ces documents, la Conférence décida d'organiser une réunion spéciale du parti pour combler cette

lacune avant le Congrès mondial. La Conférence extraordinaire a constaté les grands progrès dans le développement d'une tendance marxiste révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier organisé en vue de construire le parti révolutionnaire de masse chilien.

Les travaux de la Conférence ont été l'expression du niveau politique élevé de notre section et de son influence grandissante auprès des travailleurs.

En matière organisationnelle le nouveau parti fonctionnera selon les règles du centralisme démocratique et permettra au sein de celui-ci le droit de tendance.

lacune avant le Congrès mondial.

La Conférence extraordinaire a constaté les grands progrès dans le développement d'une tendance marxiste révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier organisé en vue de construire le parti révolutionnaire de masse chilien.

Les travaux de la Conférence ont été l'expression du niveau politique élevé de notre section et de son influence grandissante auprès des travailleurs.

Japon

L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE DEPUIS 1945

Depuis la fin de la guerre, l'évolution politique du Japon a connu des périodes nettement distinctes.

La première (de 1945 à 1948) a été une période de montée révolutionnaire, au cours de laquelle la classe capitaliste s'est considérablement affaiblie. Son existence ne put être maintenue que grâce à l'aide des troupes d'occupation américaines, à l'appui des sociaux-démocrates, à une politique de concessions aux masses laborieuses. Pendant ce temps, le mouvement ouvrier était divisé entre le Parti Socialiste (particulièrement droitier) et le Parti Communiste.

La deuxième période (de 1949 à 1952) a été marquée par l'offensive capitaliste.

Le parti démocrate libéral, dirigé par Yoshida, représentait la force la plus réactionnaire. Il remporta un succès massif aux élections de 1949. Les capitalistes, soutenus par le gouvernement démocrate libéral, déclenchèrent une offensive contre la classe ouvrière. Dès la fin de 1948, les troupes d'occupation américaines et la bourgeoisie japonaise reprirent l'une après l'autre les concessions qu'ils avaient dû faire aux travailleurs dans la période de crise. Tout d'abord, le droit de grève fut interdit aux fonctionnaires et travailleurs de l'Etat (qui formaient à l'époque la fraction la plus militante du prolétariat). Le système des salaires devint encore plus injuste et les

pouvoirs du patron au sein de l'entreprise s'accrurent. Finalement, au cours de l'année 1949, des milliers et des milliers de militants ouvriers, communistes pour la plupart, furent chassés de leurs usines et leurs chantiers. En juin 1950, le Parti Communiste fut réduit à un état de semi-légalité. La direction du mouvement ouvrier passa aux socialistes de la droite et du centre, tandis que le P. C. perdait totalement ses positions dirigeantes.

Mais bientôt des tendances opposées apparurent dans le Parti Socialiste, sur le problème de l'attitude à l'égard de l'impérialisme américain. La Gauche adopta une position neutraliste, et la Droite devint pro-américaine. D'autre part, le Parti Communiste adopta une politique typiquement aventuriste et perdit toute influence sur le mouvement des masses.

Vers la fin de l'année 1951, une scission intervint dans le Parti Socialiste. Une majorité écrasante de syndicalistes soutenait la politique neutraliste du Parti Socialiste de Gauche. C'est à cette époque qu'au sein de cette organisation s'accrut constamment l'influence de la tendance dirigée par Takano (alors secrétaire général du SOHYO — la principale centrale syndicale japonaise). Au congrès du P. S. de Gauche, cette tendance recueillait un tiers des mandats. Les travailleurs qui appartenaient à la tendance

Takano s'opposaient au neutralisme, d'un point de vue de gauche et soutenaient le bloc soviétique. Dans une certaine mesure, il est indéniable qu'ils s'éloignaient de l'idéologie social-démocrate. Mais, du fait même de l'absence de direction marxiste révolutionnaire, ces travailleurs tombèrent sous l'influence du Parti Communiste.

La période suivante (de 1953 à 1956) peut être caractérisée comme une période préparatoire à une nouvelle montée. La puissance économique et politique du capitalisme japonais s'est considérablement renforcée. La production industrielle aux environs de 1956 a doublé par rapport à l'avant-guerre. Et l'exploitation des travailleurs s'est accrue sans fin.

Mais depuis 1953, les réactions ouvrières contre cette exploitation ont constamment augmenté en nombre et en puissance. Les syndicats des mineurs de charbon, les syndicats de l'Electricité, des Constructions Mécaniques, de l'Acier se sont placés à la tête de l'offensive ouvrière. Au cours de la lutte, les syndicats de l'Electricité, des Constructions Mécaniques et de l'Acier ne purent résister à la pression capitaliste et furent battus. Mais les syndicats des mineurs de charbon se maintinrent en tête du combat, se transformant en centre névralgique du mouvement ouvrier. Le syndicat des Chemins de Fer nationaux, privé du droit de grève en 1948, se mit à le regagner pas à pas. A son congrès national de 1953, le syndicat décida de recourir à la grève pour obtenir satisfaction à ses revendications, malgré la loi qui interdisait toute grève aux cheminots.

A cette époque, le Parti Communiste cessa sa politique ultra-gauchiste et laissa à la base une certaine liberté de critique contre le régime intérieur bureaucratique. En agissant ainsi, les dirigeants stalinien cherchaient à renouer leur influence sur le mouvement de masse. Cette manœuvre réussit dans une certaine mesure.

Au cours de ces sévères luttes de classe, de larges couches de cadres syndicaux désireux jusqu'au fond de leur être de passer à la lutte se sont constitués dans les syndicats. Ces couches ne sont profondément liées ni à la social-démocratie ni au stalinisme. Mais le courant principal dans les syndicats est représenté par la direction du P. S. de Gauche qui s'appuie sur la tendance centriste de masse qui s'est révélée à la base.

La dernière période, dans laquelle est entré le Japon depuis 1956, correspond à une nouvelle montée ouvrière. Le souvenir malheureux des années 1949-1950,

où un grand nombre de militants était chassé de leurs usines, tend à disparaître, année après année. De nouvelles couches ouvrières, qui ne connaissent pas l'épuisement et sont impatientes de commencer la bataille, viennent au premier plan. De nouveaux cadres ouvriers d'avant-garde apparaissent.

Dans de telles conditions, la lutte des travailleurs de l'acier pour leurs salaires, à l'automne 1956, et la lutte du SOHYO, au printemps dernier, marquent une nouvelle étape de la lutte de classes. Pour la première fois depuis 1949, les cheminots, bien qu'ils n'en aient légalement pas le droit, ont déclenché d'importantes grèves partielles pour les salaires. En Juin dernier, des grèves ont éclaté contre le licenciement des dirigeants syndicaux qui avaient mené des grèves illégales; elles n'étaient que partielles, mais ont revêtu une ampleur et une combativité considérables. Le Syndicat des Chemins de Fer nationaux et le SOHYO ont annoncé des grèves du même type pour octobre et novembre prochains.

A la tête de la nouvelle vague, se trouvent le Syndicat des Chemins de Fer nationaux, et le Syndicat des Mineurs de Charbon, qui groupent à eux deux 600.000 membres. Au cours des luttes du printemps, ces deux syndicats ont coordonné leur action. Dans leurs rangs, certains dirigeants particulièrement actifs appellent ouvertement à une grève générale combinée des deux corporations.

Mais, à la première étape de luttes aussi sévères, les ouvriers commencent à sentir le manque de direction révolutionnaire. Les ouvriers communistes souffrent de la marge existant entre les exigences des ouvriers d'avant-garde, qui veulent une perspective socialiste et la politique de leur direction centrale. Celle-ci essaie de leur imposer une perspective de coexistence pacifique et de « révolution » par la voie parlementaire. Les militants communistes, soumis en plus à l'influence de la crise internationale du stalinisme, ne peuvent fournir aucune réponse précise aux revendications des travailleurs.

D'autre part, les militants socialistes de base sentent de plus en plus que leurs dirigeants ne les aident pas suffisamment quand cela serait nécessaire dans le cours de la lutte.

En un mot, la plus grande faiblesse de la classe ouvrière japonaise réside dans sa direction. Des éléments critiques au sein du P.C. et du P.S. commencent à s'en rendre compte. Il faut souhaiter que les authentiques cadres marxistes solidement regroupés, participent à ce cours de politisation.

LA SITUATION AU SEIN DU P. S.

Le P. S. ne compte plus que 50.000 membres, alors qu'il en avait 100.000 en 1947. De plus, la majorité de ses adhérents se compose de petits bourgeois. On peut constater la chose à la base comme au sommet.

Le Parti Socialiste japonais n'a pas de quotidien. Il n'a que deux tout petits hebdomadaires, l'un officiel, l'autre de

gauche. Il dépend de la presse quotidienne bourgeoise pour la diffusion de sa propagande dans les masses. Aussi la direction du Parti est-elle extrêmement sensible à l'« opinion publique », telle que l'exprime cette presse.

A l'automne 1955, les Partis Socialistes de Gauche et de Droite se sont unifiés; cela ne fut possible qu'au prix de com-

promis sans principes et les divergences entre les deux tendances ne sont pas réglées. Le conflit entre le SOHYO, qui, avec ses syndicats de 3.200.000 membres, soutient l'aile gauche et le Zenro, qui, avec ses syndicats de 700.000 membres, défend l'aile droite va en s'aggravant.

De plus, au dernier congrès du SOHYO, une très forte opposition de gauche (dirigée par Takano, par les communistes, etc) s'est fait jour. Elle représentait environ le tiers des délégués et exprimait les revendications d'un large courant centriste de masse, en cours de rupture avec le réformisme. Cela signifie pratiquement que la classe ouvrière est plus à gauche que le Parti Socialiste.

Les relations entre le Parti Socialiste et le SOHYO se tendent de plus en plus. Le P. S. cherche à entraver le SOHYO

LA SITUATION A L'INTERIEUR DU P. C.

Depuis l'année dernière, AKAHATA (Le Drapeau Rouge), organe central du Parti Communiste japonais, ne cesse de perdre de l'importance. Il tire à 65.000 alors qu'à son maximum, en 1947 ou 1949, il tirait à 300.000. Le nombre de militants est à peu près de 45.000.

Sur ces 45.000, il n'en est que 1.000 à 2.000 qui ont appartenu au parti avant la guerre. 95% des militants sont jeunes et in expérimentés. Mais les postes les plus importants, étaient occupés par des cadres stalinien, anciens et endurcis. Une sévère lutte intérieure, à propos du démarrage de la lutte anti-américaine, a radicalement changé la situation. L'opposition (environ 10.000 militants) fut amenée à rejeter la croyance inconditionnelle dans les paroles de la direction officielle. En l'absence de toute propagande pour le programme trotskyste, l'opposition ne put définir un programme capable de l'entraîner hors du cadre du stalinisme; et, sur intervention de Pékin et Moscou, l'opposition s'effondra. Elle regroupait la majorité des ouvriers du Parti; après leur départ, celui-ci tomba sous le contrôle de petits-bourgeois aventuriers, qui dirigèrent le Parti en s'appuyant sur les chômeurs, les petits bourgeois, les étudiants et les universitaires. A l'heure actuelle encore, la composition sociale du Parti reste essentiellement petite bourgeoise. Les cellules d'entreprise ne représentent qu'une part minime de toutes les cellules.

Une nouvelle lutte intérieure se prépare, à propos de la révision du Programme du Parti. La direction veut remplacer la conception de la « révolution violente » par celle d'une « révolution parlementaire » en gardant, bien entendu la théorie de la « Révolution pour la Démocratie et l'Indépendance nationale ».

Il subsiste trois groupes oppositionnels, liés à la base du Parti Communiste. L'un est un groupe d'étudiants, dirigé par le jeune Takei, membre du Comité Régional de Tokio. Ce groupe est complètement influencé par la théorie stalinienne de la « Coexistence Pacifique ». Ils considèrent que la « lutte pour la

qui, dans le cours de la lutte, tend à agir comme un parti indépendant plus radical. Dans le P. S., la tendance de gauche a une faible majorité; dans le mouvement ouvrier, le SOHYO a une écrasante majorité.

La rivalité entre le SOHYO et le P. S., qui continue à agir comme un parti réformiste, porte en elle le germe de nouvelles luttes de tendance. En 1951, le SOHYO était sous le contrôle de la gauche socialiste, qu'il aida pendant et après la scission. En 1953, les droitiers se séparèrent du SOHYO pour former le Zenro, mais la tendance de « gauche » conserve une majorité écrasante.

Toutefois, il existe une différence entre la situation actuelle et celle de 1951 : le Parti Communiste exerce une influence sur les tendances de gauche au sein du Parti Socialiste et du SOHYO.

paix » est la tâche première du P. C.; et ils accusent la direction du Parti de manquer de fermeté dans l'accomplissement de cette tâche.

Un autre groupe est constitué de militants ouvriers. Il est dirigé par Nishikawa, membre suppléant du Comité Central. Ce groupe est tout à fait stalinien, du point de vue idéologique; mais il critique le parti pour son insuffisante liaison avec le mouvement ouvrier. Il insiste sur la nécessité d'un travail inlassable pour conquérir la confiance des travailleurs. Dans ce groupe, certains éléments affirment que le Parti doit prendre une ferme position de classe.

Le troisième groupe est formé de militants paysans; il est dirigé par Yamaguchi. Ces trois groupes ont chacun plus ou moins d'expérience et de liaison avec le mouvement des masses. Ils n'offrent aucune solution politique nouvelle, et ne font que transmettre la pression du mouvement des masses.

Beaucoup de militants de base commentent à affirmer que le parti doit adopter un programme de « révolution socialiste ». Ce courant n'a pas encore pris la forme d'une tendance organisée. Des militants, parmi les plus conscients, s'en font les porte-paroles. Parmi eux, Nakanishiko, un écrivain, membre du Comité Local de Tokyo, critique la direction du parti dans une revue du P.C. « Zeriy » (L'avant-garde). Il lui reproche sa politique de collaboration de classe. Le 7^e congrès du P. C. va se tenir cet automne. Avant et après ce congrès, des luttes de tendances se feront clairement jour.

Ces luttes intérieures se dérouleront toutefois dans des conditions différentes de celles de 1950-1951 : l'autorité de la direction est tombée, la crise internationale du stalinisme se développe, le mouvement trotskyste japonais s'est organisé. Aussi avons-nous quelque raison d'espérer que la lutte de tendances au sein du P.C. ira plus loin qu'en 1950-1951.

L'influence directe du P. C. sur le mouvement ouvrier est beaucoup plus faible qu'entre 1946 et 1949. Mais par son influence directe sur des tendances cen-

tristes de gauche au sein du SOHYO, le P.C. peut agir sur le mouvement ouvrier. Il use de ce pouvoir pour orienter les luttes de classe vers la voie de la coexistence pacifique et du réformisme. C'est précisément à cause de cela que des tendances centristes de gauche se voient barrer la route d'une évolution vers la politique révolutionnaire.

En 1951, le P.C., à demi illégal, était paralysé par ses luttes internes; de plus, ses principaux militants ouvriers étaient victimes de la répression. Aussi, pendant cette période, l'influence du P. C. sur le SOHYO était essentiellement idéologique et politique. La tendance Takano, à la suite du P.C., réaffirmait la coexistence pacifique comme une panacée, divisait le monde en « forces de guerre » et « forces de paix », et proposait un « front national uni ».

Mais, à l'heure actuelle, les ouvriers communistes nouent des contacts avec les éléments de gauche du SOHYO au cours de la lutte quotidienne des entreprises. De ce fait, les militants communistes se voient obligés d'adopter une ligne de lutte de classe. D'autre part, un fossé se creuse entre la tendance Takano et la direction du P.C. Celle-ci s'abstient, dans la logique de son actuelle ligne droite, de critiquer la politique des dirigeants du SOHYO, alors que Takano s'oppose vigoureusement à la majorité de cette organisation.

LE MOUVEMENT TROTSKYSTE

En octobre 1956, s'est tenue la première conférence du Comité Préparatoire de la section japonaise de la IV^e Internationale. Des relations officielles ont été établies avec le Secrétariat International et a été décidée la publication d'un organe « IV^e Internationale ».

La deuxième conférence s'est tenue en janvier 1957; elle a décidé de sa politique organisationnelle, et élaboré ses statuts. La troisième conférence, tenue en Avril dernier, a adopté un programme d'action.

La section japonaise travaille à influencer la tendance de gauche du SOHYO, à la fois par son travail dans le P.C. et par son activité indépendante. Elle cherche à développer dans le P.C. un large courant d'opposition, dans lequel elle aura un maximum d'initiative.

Ce travail se complète de tentatives d'action sur la tendance centriste de gauche du SOHYO et du Parti Socialiste. Mais aucun travail valable ne peut être

La tendance de Takano, qui reste une tendance centriste de gauche dans le SOHYO et le Parti Socialiste, soutient encore la politique réformiste et pacifiste petite bourgeoise des dirigeants stalinien. Mais dans ses rangs nombreux sont les militants qui ne sont pas déformés et désirent lutter vraiment. De plus, dans le P. C., des opposants qui essaient de définir une ligne de classe, sont en train de se rassembler.

Par conséquent, il est absolument certain que si une opposition de gauche naît dans le P. C. au cours de la prochaine période, elle provoquera des réactions et un courant de sympathie dans la tendance du SOHYO. Et les dirigeants de la fraction Takano resteront sans base réelle.

Dans les conditions actuelles, le doute se répand parmi les cadres ouvriers à l'encontre des directions du P. S. et du P. C. Les dirigeants de la gauche socialiste, la tendance Takano, le P.C. essaient d'entraver la tendance révolutionnaire du mouvement des masses. Ce n'est pas agiter de vains espoirs que d'attendre que des éléments de gauche du P.C. prennent l'initiative de briser ces obstacles.

Il existe aussi une opposition de droite dans le P.C. Mais dans ses rangs figurent beaucoup d'éléments critiques très sains qui seront à la source de la tendance révolutionnaire de demain.

mené par le Parti Socialiste, sans liaison avec un travail au sein du Parti Communiste et un travail réellement indépendant.

La section japonaise a reçu, édité et discuté les documents du Secrétariat International. Elle s'est trouvé en accord général avec eux.

La section japonaise manque encore de camarades qui aient l'expérience du mouvement ouvrier; elle n'a pas de liens suffisants avec les militants prolétariens. Son journal ne parle pas encore un langage que puissent assimiler suffisamment facilement les travailleurs. Mais elle possède de fermes positions de principe et une série de cadres solides. Elle possède un journal et une organisation.

Cela la rend certaine qu'elle arrivera à surmonter son défaut essentiel, le manque de liaisons suffisantes avec les militants ouvriers.

Etats-Unis

MOUVEMENT DES NOIRS ET MOUVEMENT OUVRIER

La lutte des Noirs pour l'égalité des droits constitue aujourd'hui le seul mouvement de masses qui trouble l'ordre social aux Etats-Unis, même s'il a des objectifs très modestes, et recourt avant tout à des moyens légaux, forçant d'ailleurs ses adversaires à user de moyens de force.

L'affaire de Little Rock est maintenant largement connue dans le monde entier. La législation fédérale a accordé aux Noirs l'égalité de droits en matière scolaire. L'application de la loi se fait d'ailleurs avec beaucoup de circonspection et est encore ignorée dans la plus grande partie des Etats du Sud. Les racistes ont

décidé d'engager une épreuve de force et ont chargé le gouverneur de l'Arkansas, Faubus, d'en prendre l'initiative. La police de l'Etat de l'Arkansas commença par s'opposer à l'application de la loi. Passons sur les détails de la procédure, pour examiner l'attitude du gouvernement fédéral, c'est-à-dire d'Eisenhower. Bien qu'il soit Républicain et n'ait donc pas de raisons de parti à ménager le Sud démocrate, il fut d'une prudence extrême, s'occupant de la question entre deux parties de golf, espérant que les racistes voudraient bien prendre quelques formes lui permettant d'adopter l'attitude de Ponce-Pilate. Mais il s'enferma si bien que, finalement, pour ne pas permettre aux décisions de la justice fédérale d'être bafouées, il eut à envoyer la troupe — des parachutistes ! — pour que les enfants noirs puissent aller à l'école aux côtés des enfants blancs.

Pour l'instant, les choses en sont là et on ne sait quel sera le dénouement. Le gouvernement des Etats-Unis est pris entre la pression du mouvement des Noirs, trop forte pour être ignorée, qui pourrait servir de détonateur à des luttes sociales d'envergure en cas de difficultés économiques, un peu comme ce fut le cas dans les années 1860, et la nécessité pour le capitalisme américain de disposer d'un Sud arriéré politiquement, comme contre-poids aux régions plus avancées sur ce terrain.

Si le mouvement syndical ouvrier américain se montre passif, le capitalisme ne l'est pas à son égard, mais il mène la lutte sur un terrain qui ne présente pas trop de dangers pour lui.

En effet, le mouvement syndical américain possède, surtout là où il ne s'agit pas des grandes industries (auto,...) d'organisations à la tête desquelles se trouvent de vrais forbans, pour qui la direction d'un syndicat est l'art d'organiser un racket. C'est notamment le cas du plus grand syndicat, celui des teamsters qui groupe chauffeurs, camionneurs, employés de garages, livreurs, etc... Son

président Beck a dû donner sa démission, pour raisons de santé, après qu'il eut été mis en cause pour avoir considéré la caisse syndicale comme si elle était sa propre caisse, investissant au nom de sa femme cet argent dans des entreprises, et pour se trouver en combinaison avec des bandits de droit commun. Son successeur, Hoffa, est accusé aussi d'avoir des liens avec de tels personnages, sans parler de tentatives d'écoute téléphonique et quelques autres délits de cet ordre.

L'indignation morale de la grande presse, de sénateurs et autres ne peut tromper personne; on a des mœurs si pures dans le Big Business américain! Il s'agit pour celui-ci de mettre en mauvaise posture les organisations syndicales auprès de l'opinion publique, de domestiquer davantage encore l'appareil syndical et de faire passer une législation antisyndicale sous prétexte de veiller à la propreté des organisations ouvrières.

La crise du P. C. des Etats-Unis ne cesse de se développer. Nous avions signalé la bataille des tendances qui avait eu lieu au cours du dernier Congrès. Elle n'a pas été effectivement réglée, et le P. C. américain continue de perdre des adhérents. Une des démissions les plus retentissantes a été récemment celle de J. Clark, qui était encore il y a peu de temps rédacteur de politique étrangère au *Daily Worker* de New-York, et qui avait été membre du P.C. pendant 38 ans.

Dans une lettre au *New York Times*, il écrit : « Rien ne m'a rendu plus honteux que d'apprendre que les procès de Trotsky, Zinoviev, Boukharine et autres dirigeants bolcheviks étaient d'infâmes machinations comme le furent les procès de Rajk, Kostov et Slansky. »

La démission de J. Clark ne marque certainement pas la fin de la crise du P.C. américain, au contraire. Comme dans la plupart des cas aux Etats-Unis, sa démission s'accompagne d'une orientation à droite, en raison de la pression générale actuelle du milieu social.

Ceylan

LES TRAVAILLEURS DE L'ETAT REVENDIQUENT

Le gouvernement de type Front populaire Bandaranaike a dû opérer un recul sur la question des langues (voir nos numéros précédents) et reconnaître partiellement les revendications de la minorité de langue tamile. Le L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV^e Internationale) qui a résisté aux courants communalistes, tirera profit de sa politique courageuse sur ce point.

Maintenant se manifeste un mécontentement des ouvriers industriels des services gouvernementaux. Leurs principales revendications sont des augmentations de de salaires et de pleins droits syndicaux et politiques. En effet, les syndicats de ces travailleurs n'ont pas le droit de se fédérer, et les travailleurs eux-mêmes ne

peuvent être membres d'un parti politique.

Déjà se sont produites des grèves de certaines catégories de ces travailleurs. Ainsi à la station de chemins de fer de Moratuwa les travailleurs chargés de la construction des bâtiments s'installèrent sur le toit de la station jusqu'à ce que le ministre fasse droit à leurs revendications.

La situation dans ce secteur de la lutte de classe se développe vers un mouvement d'ensemble si le gouvernement ne répond pas aux revendications générales de ces travailleurs. Le L.S.S.P. les appuie de toutes ses forces et, si l'on en vient à une lutte d'ensemble, il sera par ses militants à la pointe du combat.

Ce n° d'octobre 1957 sera suivi, dans le courant de novembre, d'un supplément consacré entièrement au 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.

Le prochain numéro régulier paraîtra en janvier 1958.

En raison de la hausse des prix (papier, impression, frais postaux), nous nous voyons contraints de porter le prix du numéro, à partir de 1958, à 200 francs.

L'abonnement pour 4 numéros annuels s'élèvera alors à 700 francs. Mais avant le 1^{er} janvier 1958, nous accepterons tous les abonnements et réabonnements au prix ancien de 500 francs.

LES PRIX MONTENT...

... et nous serons contraints d'augmenter bientôt le prix de notre revue et le tarif des abonnements. Dépêchez-vous de vous abonner ou de renouveler votre abonnement avant que nous procédions à ces changements.

Commandez-nous vos livres, et notamment :

« Les Bolcheviks contre Staline », 400 francs.

NOTRE PRIX D'ABONNEMENT

L'abonnement d'un an de 4 numéros (pour la France) 500 francs
— (pour l'étranger) l'équivalent de 1,5 dollar
(plus les frais postaux pour envoi par avion)

Notre N° de Compte Postal :

P. FRANK — 64, rue Richelieu, C.C.P. 12648-46 — Paris

Chaque quinzaine :

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

64, rue de Richelieu, Paris-2° (Bureau 30). Tél. : RIC. 03-52.

COMMANDEZ A NOTRE SERVICE DE LIBRAIRIE :

L. TROTSKY. — ECRITS 1928-1940, tome I 1.000 frs
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 francs

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT

(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 francs.

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK

Diffusé par les N.M.P.P.

Société Parisienne d'Impression, 4, rue Saulnier - Paris (9°)

Imprimé en France

Prix : 150 francs